

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 16 - Juillet-Août 1983

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

VICTOIRE DE TATCHER. DEFAITE DU LABOUR PARTY

Les leçons des élections anglaises

(lire page 3)



E. Baluka lors du procès.

POLOGNE

Edmund Baluka condamné à cinq ans de prison

Au moment où nous « bouclons » ce journal, nous apprenons par une dépêche de l'AFP, datée du 30 juin, que Edmund Baluka a été condamné par le tribunal militaire de Bydgoszcz (250 km au nord-ouest de Varsovie) à 5 ans de prison ferme.

Animateur des grèves de décembre 1970 aux chantiers navals de Szczecin, Edmund Baluka était revenu en Pologne en avril 1981. Il avait été interné le 13 décembre de la même année, en vertu du décret de l'état de siège, puis mis en état d'arrestation en juin 1982. Son procès s'était ouvert le 11 avril 1982. Il risquait une condamnation à mort. Le procureur avait requis une peine de dix ans de prison. Le parquet a décidé de pourvoir en appel.

Pendant son emprisonnement, une importante campagne s'est menée à l'échelle internationale pour sa libération, notamment au Brésil, au Canada, en France, en Allemagne, en Espagne... (lire notre article page 4).

(suite pages 4 et 5)

CHILI

LE GLAS SONNE POUR PINOCHET

Les dossiers de Tribune



Amérique centrale

- I. L'arrière-cour des Etats-Unis
- II.
- III. Salvador
- IV. Nicaragua



L'ambassadeur du Nicaragua en France au meeting du 10 juin à Paris



Courrier des lecteurs...

DISPARUS I

CHER Monsieur, je viens de recevoir le dernier numéro de *Tribune internationale* avec les articles sur l'Argentine. Je voudrais vous faire parvenir rapidement mes impressions sur cela, mais en particulier sur l'article de Luis Favre.

Dans cet article, on accepte la position de la dictature suivant laquelle « tous les disparus sont morts », et en conséquence on efface le mot d'ordre d'« apparition en vie », l'axe devenant celui de « châtiement des coupables ».

Je pense que cela est erroné pour deux raisons :

a) Personne ne peut assurer que ce que dit la dictature est vrai et nous ne pouvons encore moins l'accepter bien que nous passions apparemment à un mot d'ordre plus radical tel que celui de « châtiement ».

Le mot d'ordre qui reste le centre de la mobilisation est celui d'« apparition », ne reconnaissant pas ou n'acceptant pas le document de la junte. Il est certain que nous devons accompagner le mot d'ordre d'« apparition en vie » de celui de châtiement des ravisseurs et/ou responsa-

bles des assassinats, mais il n'est pas encore démontré — et on avance des faits disant que cela est faux — que tous aient été assassinés. La probabilité que quantité soient encore en vie, que les camps de concentration continuent à exister ne doit pas être écartée encore.

b) Les « Mères », qui ont montré qu'elles sont à l'avant-garde dans ce combat, conservent ce mot d'ordre, et en général toutes les organisations qui veulent capituler sur ce point abandonnent en premier lieu ce mot d'ordre pour pouvoir reprendre celui de « jugement » ou même de « châtiement » dans le cadre de la justice bourgeoise. Nous devons poursuivre notre soutien inconditionnel aux Mères et pour cela aussi conserver comme axe celui d'« apparition en vie ».

Un dernier élément est que les Mères ont déjà commencé à proposer, en ce qui concerne les jugements, un nouveau type de tribunal comme celui de l'élargissement des commissions parlementaires aux organisations des droits de l'homme, remettant en cause la compétence de la justice bourgeoise dans ces jugements.

Je pense que l'erreur dans la façon d'envisager la réponse au document de la junte est importante bien qu'elle ne soit pas grave et puisse être facilement corrigée dans le prochain numéro de *Tribune internationale*.

Juan V.
Argentine

DISPARUS II

PARIS, le 8 juin 1983 - « Monsieur le Directeur, à la mi-mai, quelques jours après la publication par le gouvernement de ce qui est appelé le « communiqué final », de nombreuses familles de disparus ont été victimes d'intimidations. Durant la nuit, les murs de leurs maisons ont été couverts de bombages et d'affiches. Les inscriptions en rouge, accompagnées de la faucille et du marteau — dans le plus flagrant style nazi — proclament : « Ici vit la mère d'un subversif qui a tué, enlevé et torturé des innocents. Maintenant la mère le cherche. »

Le texte des affiches, collées elles aussi dans tout le quartier, est le suivant : « Voulez-vous aller en Europe ? Le rêve de beaucoup est maintenant possible et gratuit. Conditions : attaquer l'Eglise, se lier aux ennemis des Malouines, faire des campagnes anti-Argentine à l'étranger, ne pas respecter la justice. Si tout cela ne vous répugne pas, inscrivez-vous chez : les Mères de la place de Mai. »

Il est connu que depuis quelques mois, quelques mères et grand-mères de la place de Mai et d'autres dirigeants d'organisations des droits de l'homme subissent des menaces et des attentats de ce genre. Cependant,

dans ces derniers cas, il ne s'agit pas seulement de personnes dont les agissements sont connus, mais de parents dont l'activité a consisté à signer des habeas corpus et des demandes pour insister sur l'éclaircissement de la situation de leurs enfants détenus-disparus.

Comme l'a enregistré le CELS, ces faits sont survenus dans la même période dans les mêmes zones du Grand Buenos Aires, ce qui pourrait indiquer l'action de groupes de commandos organisés dans ce but.

Ce n'est pas un hasard si cette campagne terroriste a lieu après l'accueil défavorable fait au sinistre communiqué. Il revêt un caractère massif dans ce qu'il a de discriminatoire : tenter de faire taire tous ceux qui ne sont prêts ni à pactiser, ni à oublier les crimes de la dictature.

Dans ces mêmes jours, il y a eu l'enlèvement et l'assassinat de Cambiaso et Pereira Rossi, contre l'état d'alerte de toute l'opinion publique. Il est évident — et il semble que c'est ce que prétendent démontrer les militaires argentins — que l'appareil répressif reste intact, prêt à continuer à agir suivant une stratégie renouée. Si les élections sont proches, la loi d'amnistie l'est aussi pour les tortionnaires et assassins qui continuent à agir en toute impunité.

Dans ce cadre, on ne peut s'étonner de la justification de la répression qui est orchestrée par la publication des « plans de la subversion » dans la récente conférence de presse (19 juin) des chefs des renseignements des trois armées.

Les forces armées doivent garantir leur maintien comme exécutrices de la doctrine de sécurité nationale.

Elles seraient maintenant appelées à sauvegarder la Constitution et le processus de démocratisation, puisque l'ennemi intérieur continue à exister. Les voies, à en juger par les faits et les préparatifs, seraient doubles : celle de la légalité — protégée par les nouveaux décrets — et celle qui revient aux méthodes de la « sale guerre ».

C.C.

Réfugiée argentine en France

MINEURS

CHER Monsieur. Au nom du Conseil général de la Fédération nationale des travailleurs des mines et de la métallurgie du Pérou, nous tenons à nous adresser à vous, et par votre intermédiaire aux directions et membres de votre organisation, pour vous faire part de notre fraternel salut et vous communiquer en même temps :

1. Le prolétariat des mines et de la métallurgie du Pérou traverse actuellement une difficile situation dans sa lutte pour subsister par son travail dans les mines du fait des patrons et de l'Etat péruvien qui ne lui payent pas son salaire, les patrons abandonnant les mines et laissant les travailleurs et leurs familles sans nourriture, sans médicaments, sans chauffage. C'est ce qui se passe pour les travailleurs des mines de Cata Acari et de Chapi à Arequipa, des mines Canaria à Ayacucho, le département ayant été déclaré en état d'urgence.

C'est pourquoi le gouvernement n'accorde pas le prêt destiné à relancer le fonctionnement de la production de la mine, prétextant qu'il n'y a pas de garanties pour l'investissement du prêt. Cela bien que les travailleurs organisent une marche de sacrifice et soient en grève depuis plus de six mois, et alors que, à cause de la répression, de la malnutrition et de la situation qu'ils ont connue, 16 travailleurs et parents de travailleurs de cette mine Canaria sont morts dans cette marche, et qu'aujourd'hui même, au moment où sont écrites ces lignes, un enfant de 4 ans est mort de malnutrition à cause de la situation d'abandon où se trouvent les mineurs de Canarias.

2. D'autre part, la répression du gou-

vernement est importante et de plus en plus forte, grâce à la facile accusation de « terrorisme » lancée contre tout syndicaliste ou combattant syndical. Chez les mineurs, il y a les travailleurs de Huanzala à Huanuco, dont un membre du syndicat, le travailleur Virgilio Ureta, a été arrêté et accusé de « terrorisme » après que la police ait caché parmi ses affaires des cartouches de dynamite pour les introduire dans la maison du travailleur et l'accuser ensuite comme « terroriste » pour le simple fait qu'il est un syndicaliste.



Victor Cuadros.

De même, de nombreux travailleurs et parents des travailleurs des mines de Cata Acari, de Chuvilca, Santo Toribio, Minas Aguila, Mina Cecilia, Uchuc Chacua subissent non seulement la répression mais aussi l'abandon des mines, le non-paiement des salaires, le lock-out, la mise en accusation et l'emprisonnement de travailleurs.

C'est pourquoi nous vous demandons de vous solidariser avec notre

lutte par l'envoi de télégrammes et de messages aux fonctionnaires du gouvernement du Pérou, comme le président de la République, le ministre de l'Intérieur, le ministre du Travail, le ministre de l'Industrie et des Mines, ainsi qu'à la présidence de la Cour suprême et au procureur de la Nation afin que soient payés les salaires dus aux travailleurs des mines de Canaria, Cata Acari, Chapi, Santo Toribio, Minas Aguila, Chuvilca, Mina Cecilia et que soit sursis à l'accusation de « terroristes » contre les syndicalistes, travailleurs et parents des travailleurs des mines du Pérou comme à Mina Huanzala, Uchuc Chacua, Orpampa, ceux-ci étant sur le point d'être incarcérés.

De même, nous demandons la solidarité par l'envoi de vivres, de médicaments, de vêtements, d'argent, pour continuer notre lutte et faire respecter nos droits et nous défendre contre l'attaque du gouvernement et des patrons des mines du Pérou.

Dans l'attente que parviennent ces témoignages de solidarité et l'aide matérielle dont nous parlons, nous vous sommes d'ores et déjà éternellement reconnaissants pour votre solidarité envers notre juste cause. »

Victor Cuadros Paredes, président - Francisco Vasquez Leon, secrétaire - Salomon Villavicencio, sous-secrétaire aux finances - Moises Palomino Salcedo, secrétaire de presse et de propagande - Alfredo Huamantuma Calsina, coordinateur de la zone nord - Guillermo Diaz Sojo, sous-secrétaire à la Sécurité sociale.

Nota : L'adresse à laquelle vous pouvez nous faire parvenir la solidarité des aides de messages, matérielles et financières est : Jr Apurimac 463 Of. 301 (Espalda del Ministerio de Educación) Lima. Tél. : 28.50.16.

ISLAM

Monsieur le Directeur, J'ai lu avec intérêt la *Tribune internationale* de juin. Faire un dossier sur le Maghreb n'est pas simple. Il convient donc de ne pas insister sur l'absence de ligne directrice, le mauvais découpage des articles, les chronologies chargées (Algérie), écrasées (Tunisie) ou absentes (Maroc), les chiffres peu significatifs du tableau, le découpage de l'ensemble.

Plus surprenant est la place accordée à l'Islam en page 4. N'était-il pas plus important d'analyser largement le mouvement de la classe ouvrière et des masses, les formes de lutte et les méthodes d'organisations apparues, les différents groupes politiques existants, les débats qui se mènent dans la jeunesse, les masses, les universités, les syndicats (par exemple sur *Solidarité* ou sur la question du parti ouvrier dans l'UGTT) ?

Mais, puisqu'on voulait parler de l'Islam pour se situer dans « l'opinion courante », pourquoi ce titre et pourquoi cet article ? Pour l'Islam, la religion ne peut être séparée de la politique. Mahomet a été prophète et chef politique et militaire. Pour tous ses successeurs, la propagation de l'Islam est liée à la conquête des pays infidèles. Quant au réveil de l'Islam, il s'effectue selon un même schéma : dénonciation du régime corrompu en place par un prophète qui prêche le retour à l'Islam de Mahomet, regroupements de fidèles (villes, tribus...), soulèvement armé contre le tyran, réorganisation de la cité, du pays, de l'Oumma (Communauté/Nation), djihad (guerre sainte contre les infidèles).

Les exemples abondent : ainsi au Maghreb, les Almoravides venus de Mauritanie passèrent en Espagne après la conquête et la réorganisation du Maroc (XI^e siècle). Passons sur le passage sur l'Islam sous la « période coloniale » qui n'explique pas pourquoi les masses, qui pourtant pratiquaient un « Islam populaire », se sont détournées de la tradition pour s'organiser dans l'ENA, le Néo-Destour, l'Istiglal.

Pour la période actuelle, il est difficile de soutenir qu'elle est « similaire à celle connue à la période coloniale ».

A la différence du mouvement réformiste des années 1920/40, les masses ne vont pas à la mosquée parce qu'elles ne trouvent pas de réponse aux problèmes sociaux non réglés, mais pour entendre un discours politique, des directives pour agir.

Les mosquées comme les salles de prière dans les usines, les universités, les entreprises... sont autant de lieux où se forment des cellules politiques, dans la perspective de balayer les régimes en place.

Il convient donc de prendre en compte et d'analyser ce réveil de l'Islam en faisant un tableau précis des différentes organisations religieuses, en cherchant par exemple à expliquer pourquoi en Tunisie il existe tout à la fois un syndicat de masse, l'UGTT, et un fort mouvement islamique (MTI). (...)

Dans ce dossier tel qu'il est cadré par la première page et qui aurait dû se conclure par un article expliquant ce qui fonde le mot d'ordre du Maghreb socialiste, une note détaillée sur l'Islam aurait suffi. (...)

Un lecteur attentif.

M. Aklouf.
Paris, le 14 juin 1983.

SOMMAIRE

- 3 - Editorial
- 4-5 - Pologne
- 6-7 - Economie : France
- 8 - Chili
- 9 - Côte-d'Ivoire/Nicaragua
- 10-11 - Vie des sections
- 12-13 - Débat : le SWP
- 14 - Marx (IV)
- 15 - Tribune libre
- 16 - Histoire : Tchecoslovaquie 1968
- I, II, III, IV - Dossier : Amérique centrale

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité éditorial : Gilberto Avelino, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgeue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert.

Rédacteurs en chef : Luis Favre, François Forgeue.

Comité de rédaction : M. Aklouf, G. Avelino, P. Broué, A. Camps, C. Corte, N. Dioli, P. Fougeyrolles, C. Genty, S. Just, M. Orozco, S. Reis, J. Robles, H. Vigier.

Rédaction et correspondance pour tous les pays : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France.

Version en portugais et en espagnol : Palavra Editora Ltda. Rua dos Tupinambas 152 Paraíso 04104 São Paulo, Brésil.

VICTOIRE DE THATCHER - DEFAITE DU LABOUR PARTY

Les leçons des élections anglaises

Les élections générales qui ont eu lieu en Grande-Bretagne le 9 juin ont d'emblée été considérées comme constituant un événement politique important, et pas seulement pour l'Angleterre. Aussi chacun s'est-il interrogé sur les causes, la signification et la portée de la victoire de Thatcher et du parti conservateur dont le gouvernement réactionnaire se trouve reconduit.

On sait que c'est une mystification de parler de raz de marée électoral du parti conservateur, puisque celui-ci obtient en fait moins de voix qu'en 1979 (42,4 % contre 43,9 % en 1979). L'amplification de ces résultats en ce qui concerne la composition du Parlement (397 sièges sur 650) s'explique par la loi électorale britannique — scrutin majoritaire simple — et de plus par un habile redécoupage des circonscriptions favorisant les candidats conservateurs.

Mais le fait marquant qui demeure, c'est la véritable défaite électorale du Labour Party, qui passe de 36,9 % des suffrages exprimés (1) à 27,6 %, perdant environ 3 millions de voix, c'est-à-dire le quart de son électorat de 1979 : il passe en effet d'environ 11 500 000 suffrages à 8 500 000 voix. C'est le score le plus bas réalisé depuis 1922...

Le bilan de Thatcher

Et pourtant, ce n'est pas le bilan de Margaret Thatcher qui pouvait lui servir d'argument électoral : 1,2 millions de chômeurs « officiels » en mai 1979 lors de son arrivée au pouvoir, 3 300 000 aujourd'hui, et plus de 4 millions de chômeurs réels, d'après les syndicats.

Pour les travailleurs engagés dans la production, une baisse moyenne du pouvoir d'achat de 2 % aggravée pour les catégories les plus exploitées, une détérioration générale des services publics (enseignement, santé, transports, services municipaux).

Alors, faudrait-il en conclure que cette combativité de la classe ouvrière anglaise, qui a marqué les années 1970, se serait dissipée ? Un coup d'œil même rapide sur ce qui s'est passé pendant les quatre années du premier gouvernement Thatcher démontre que cette assertion est contraire aux faits.

Dès le printemps 1980, c'est la grande grève des travailleurs de la sidérurgie. Les années suivantes seront marquées par de puissants mouvements qui affectent les secteurs les plus divers : les usines de la métallurgie, les fonctionnaires, les travailleurs de la santé, les chemins de fer.

Dans certains cas (comme les chemins de fer), l'isolement organisé par la direction des Trade-Unions (la confédération syndicale britannique) permet au gouvernement de l'emporter.

Fréquemment (comme lors de la grève de la sidérurgie), le conflit se conclut par un compromis qui ne règle rien. Et parfois, comme ce fut le cas face à une menace de grève générale des dockers et des mineurs (face à des mesures de licenciement), le gouvernement recule. Il fit d'ailleurs de même, peu avant les élections, face à la grève des travailleurs du service des eaux.

Les commentateurs bourgeois soulignent d'ailleurs que Thatcher a été amenée à utiliser avec une extrême prudence la législation limitant les droits des syndicats qu'elle avait fait adopter et n'a guère qu'entamé son plan de mesures dirigées contre les acquis ouvriers (santé, Sécurité sociale, nouvelles mesures dirigées contre les syndicats).

Cette action de la classe ouvrière, enrayant l'application des plans gouvernementaux, avait d'ailleurs commencé à trouver sa traduction électorale lors des élections municipales de mai 1981, qui virent une remontée des votes pour le Labour Party.

La radicalisation de la classe ouvrière trouvait son expression jusqu'au sein du Labour Party, au travers de la crise du Labour Party initiée par la remise en cause de la direction Callaghan.

le Labour Party et formait le Social-Democratic Party. Est-ce l'apparition de cette nouvelle formation politique qui a bouleversé les données électorales ?

Pour survivre, le SDP a dû contracter une alliance étroite avec le vieux parti bourgeois, le parti libéral. Cette « alliance » a certes remporté 24,6 % des suffrages au lieu des 13,8 % obtenus en 1979 par le seul parti libéral. Mais, d'une part, un certain nombre d'électeurs conservateurs ont porté leurs voix sur l'alliance, et, d'autre part, c'est le parti libéral qui est le grand bénéficiaire de l'accord : il passe de 11 à 17 députés. Le SDP, que près de trente parlementaires renégats du Labour Party avaient rejoint, n'a que 6 élus. Dans la plupart des circonscriptions ouvrières où ils défiaient directement le Labour Party, les candidats du SPD ont été écrasés.

Une politique qui ne pouvait convaincre

Non, les racines de la défaite du Labour Party sont à chercher dans des facteurs politiques, dans les événements de la lutte des classes nationale et internationale.

issue politique, en coordonnant dans la perspective d'en finir avec le gouvernement Thatcher les mouvements qui se déclenchaient dans différents secteurs.

L'aile gauche porte la lourde responsabilité d'avoir refusé d'organiser les militants qui recherchaient une solution, d'avoir accepté de dissocier le combat au sein du parti des moyens d'une lutte efficace contre le gouvernement Thatcher, préparant ainsi sa retraite sans gloire lorsque l'appareil a décidé de réaffirmer son contrôle.

La campagne électorale elle-même a été précédée non d'une mobilisation pour gagner, mais d'une « chasse aux sorcières » contre les militants de la gauche du parti, accusés de le discréditer. Et, dans le cours de cette campagne, la direction du Labour Party est apparue comme profondément divisée, incohérente, incapable de convaincre qu'elle tiendrait la moindre de ses promesses.

Certains de ses dirigeants ont publiquement désavoué la politique officielle du parti, notamment en matière de désarmement, et Callaghan est allé jusqu'à dire

Party a pratiqué une politique « d'unité nationale », reconnaissant par là même le gouvernement Thatcher comme incarnant les intérêts de la nation.

Sur l'Irlande, par son silence face aux crimes perpétrés à Long Kesh (et à l'assassinat de Bobby Sands, député démocratiquement élu par la population d'Irlande du Nord) et par sa condamnation de la lutte du peuple irlandais pour son unité et son indépendance, il a été complice de la féroce répression déchaînée par Thatcher.

Face à l'agression impérialiste perpétrée contre l'Argentine lors de la guerre des Malouines, la direction du Labour Party s'est rangée du côté de son impérialisme. Ce n'est pas là un épisode secondaire : une guerre — même limitée — est toujours une épreuve décisive. La victoire militaire de l'impérialisme britannique a été un coup porté à la classe ouvrière anglaise et l'attitude de la direction du Labour Party a permis son exploitation maximale au compte de la réaction.

C'est au lendemain de la guerre des Malouines que tous les sondages marquent une remontée des intentions de vote conservatrices.

Aujourd'hui, le second gouvernement Thatcher, fort de la défaite politique du Labour Party, a les moyens de prendre l'initiative pour tenter de réaliser les plans anti-ouvriers dont la mise en œuvre a seulement commencé entre 1979 et 1983.

Une victoire qui ne règle rien

Mais cette victoire, par elle-même, ne règle rien. Avec lucidité, les cercles les plus responsables de l'impérialisme britannique le reconnaissent. Ainsi, *L'Economist* écrit :

« Les quatre années de l'administration Thatcher ont été des années faciles. Les salaires sont encore trop élevés, ainsi que les transferts sociaux, qui incitent à rester chez soi plutôt qu'à travailler ; la répartition du revenu national entre les revenus du travail et les revenus du capital est encore déséquilibrée au profit des premiers. Il faut que Mme Thatcher ait le courage de gouverner vraiment, qu'elle mette fin aux monopoles tant publics que privés, favorise la concurrence, allège les réglementations qui freinent l'initiative et font périr les entreprises sous prétexte de protéger les travailleurs. »

Quels que soient les coups que, dans une première phase, la réaction puisse infliger à la classe ouvrière, ce n'est pas une ère de stabilité qui commence.

C'est au contraire vers des convulsions violentes, l'approfondissement de tous les facteurs de crise, que s'oriente la situation. Et c'est la résistance inévitable de la classe ouvrière qui mettra en évidence ces facteurs de crise et d'instabilité, résistance dont l'un des axes sera la préservation, contre les tentatives de liquidation, du cadre représenté par l'alliance organique entre le Labour Party et les organisations syndicales.

F. Forgeue



Thatcher, après la proclamation des résultats.

Une aile gauche, personnifiée en particulier par Tony Benn, recevait un appui grandissant des militants et le Labour Party connaissait une série de modifications statutaires correspondant à la volonté de « démocratisation » de la base (c'est-à-dire, en particulier, la mise en cause de la prééminence du groupe parlementaire).

Formation du SDP

On sait que c'est face à ces développements que tout un groupe de parlementaires quittait

Le Labour Party, fondé sur les syndicats et organiquement associé à eux, est, en un sens, plus qu'un « parti » : il est le cadre même d'organisation du mouvement ouvrier.

La direction du Labour Party et celle des Trade-Unions ont multiplié les efforts non pour utiliser cette force organisée contre le gouvernement Thatcher, mais pour la paralyser politiquement.

Elles se sont refusées, en permanence, à centraliser l'action de la classe ouvrière en lui ouvrant une

qu'il ne souhaitait pas la victoire de n'importe quel Labour Party !

Une telle confusion et un tel mépris pouvaient-ils mobiliser la classe ouvrière et l'ensemble des masses laborieuses, face à la profondeur de la crise qui mine toute la société anglaise ?

Une politique « d'unité nationale »

Mais un autre facteur est essentiel : sur les questions les plus vitales, la direction du Labour

(1) Le taux des abstentions — de l'ordre de 25 % — est équivalent à celui de 1979.

Edmund Baluka condamné à cinq ans de prison

EDMUND Baluka a été arrêté dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981 comme des centaines de militants et dirigeants de *Solidarność*. Dans la liste des personnes internées publiée le lundi 14 décembre par *Tribuna Ludu*, il figurait en second. Cependant, la présence dans cette liste de Miroslaw Chosecki, qui se trouvait en Amérique au moment de l'état de guerre, par exemple, atteste que l'arrestation d'Edmund Baluka comme des autres internés était préparée depuis longtemps à l'avance. Sur l'ordre d'internement, il était inscrit que la décision procédait du fait qu'Edmund Baluka « représentait un danger pour les intérêts économiques et la sécurité de l'Etat de la République populaire de Pologne ».

En même temps, dès le 14 décembre, les autorités polonaises ont fait savoir qu'il y avait amnistie pour toute l'activité qui avait précédé le 13 décembre et qu'il n'y aurait de condamnation que pour ceux qui violeraient les règlements en vigueur de l'état de guerre.

Or, aujourd'hui — et l'on voit difficilement comment il pourrait en être autrement puisqu'Edmund Baluka est resté détenu le 13 décembre —, l'accusation contre lui porte uniquement sur son activité politique antérieure à la proclamation de l'état de guerre, ce qui montre à quel point le régime de Jaruzelski a respecté ses propres promesses !

Interné à Goleniow

Jusqu'au mois de janvier, Edmund Baluka sera interné au camp de Goleniow, dont Leszek Dlaouchy donne une description dans son témoignage : « Les cellules y sont très petites, cinq mètres sur cinq, les fenêtres sont conçues de telle façon que la lumière du jour pénètre dans la cellule sans qu'on ait la possibilité de voir au dehors. Nous étions quatre par cellule. C'est une vieille prison, sans tout-à-l'égout, et donc sans sanitaires. Au début, à Goleniow, les gardiens ne savaient pas comment se comporter avec nous. A cela s'ajoutait la question de la nourriture. Il y avait plusieurs régimes de prison. Nous étions celui de N1, c'est-à-dire « ne travaille pas ». Exemple, le matin, un morceau de pain, 50 grammes de margarine, café noir, ou plutôt une sorte de pain noir et du café qui était de l'eau teintée avec de la chicorée. Même chose pour le dîner. Et le midi, de la soupe, on y voyait flotter quelques légumes (...). La première fois qu'il y a eu une épreuve de force entre les gardiens et les prisonniers pour avoir communiqué entre eux et entre les cellules, en représailles, le soir, dans notre cellule et celle d'à côté, les miliciens sont arrivés avec boucliers et matraques et nous ont menacés de nous frapper si nous continuions. »

Au cours de la deuxième quinzaine de janvier, les autorités ont transféré les internés de Goleniow à la prison de Wierchowo plus difficile d'accès, à environ deux cents kilomètres de Szczecin. Edmund Baluka sera détenu à Wierchowo jusqu'au mois de juin 1982.

Les conditions d'internement

Le règlement était très rigoureux pour les internés à Wierchowo jusqu'au 13 février, jour où 45 internés ont été passés à tabac par les miliciens. Les dirigeants comme Edmund

Baluka et Marian Jurczyk ont été épargnés de ces brutalités destinées à briser la résistance des internés. Devant la résolution des militants internés, les autorités ont dû progressivement améliorer leurs conditions de détention.

C'est aussi lors de son internement à Wierchowo qu'ont commencé les premiers interrogatoires d'Edmund Baluka. Françoise Baluka témoigne :

« Il était convoqué à des discussions qui ressemblaient fort à des interrogatoires, pour leur expliquer qu'il n'y avait pas de perspective, qu'est-ce qu'ils cherchaient, etc. En fait, y compris dans le camp d'internement, Edmund a toujours expliqué que pour lui, il y avait encore des perspectives, et qu'il considérait toujours les fondements de ses convictions politiques comme actuels. » (1)

Le 3 juin, Edmund Baluka est inculpé et mis formellement en état d'arrestation en dépit des déclarations d'amnistie des internés. Le 3 juin, c'est-à-dire après qu'aient eu lieu les 1^{er} et 3 mai, les premières manifestations à l'échelle de toute la Pologne, au moment où la TKK lance un appel à la grève générale pour le 13 juin, et alors que Jaruzelski a totalement échoué dans sa tentative de rallier à l'état de guerre le moindre militant interné.

Sur l'arrestation d'Edmund Baluka, Françoise Baluka témoigne : « On lui a d'abord proposé de partir à l'étranger, ce qu'il a refusé. Au moment de son arrestation, on lui a même amené un papier en lui disant que s'il voulait il était libre (début juin), mais c'était pour qu'il demande un visa, une fois qu'il serait en liberté, pour partir à l'étranger ; je ne crois pas qu'il était notifié de pays. Edmund a demandé que sa libération lui soit notifiée par écrit, et, en fait de libération, ce qui est venu, c'est la décision du procureur de l'inculper au titre des articles précédemment rassemblés contre lui, mais le tout collationné et en appliquant l'article 123 du Code pénal, c'est-à-dire complot contre l'Etat. » (2)

Ouverture du procès

Dès lors, comme tous les emprisonnés de Pologne, Edmund Baluka ne cessera de combattre de la cellule où il est isolé pour obtenir les droits élémentaires de prisonnier politique.

Dès qu'il a été transféré à la prison, Edmund Baluka a refusé l'uniforme pénitentiaire qu'on a voulu lui faire porter. Pour cela, il a été mis au secret dans une cellule où il n'y avait pas de lumière du jour. Comme des centaines de prisonniers qui ont engagé des grèves de la faim, comme Eva Kubasiewicz qui a refusé une liberté à n'importe quel prix, il se considérait comme un prisonnier politique et demandait en conséquence le respect de ses droits.

C'est pourquoi il a engagé une grève de la faim au mois de janvier.

Après que les autorités aient décidé d'ouvrir son procès le 11 avril, Edmund Baluka a cessé sa grève de la faim pour consacrer toutes ses forces à la préparation de sa défense, ayant décidé d'assurer celle-ci lui-même.

Le procès

Depuis le 11 avril, son procès se déroule alors que de semaine en semaine les audiences sont repoussées.

Tenu après celui de Leczek Mochulski qui a été condamné à 10 ans sans qu'il ne soit apporté aucune preuve des accusations qui ont été portées contre lui, et se tenant avant les procès en préparation contre les sept dirigeants nationaux de *Solidarność*, Karol Modzelewski, Jan Rulewski, Marian Jurczyk, Czestorz Palka, Andrzej Gwiazda, Sewerin Jaworski et Andres Rosplochowski, ainsi que le procès contre Jacek Kuron, Adam Michnik, Jan Litynski, Henryk Wujec et Jan Jozef Lipski, il est clair que le procès d'Edmund Baluka revêt aujourd'hui en Pologne une importance politique particulière.

Celle-ci est pleinement donnée par Edmund Baluka qui, ayant refusé l'avocat commis d'office, a présenté le mémoire en défense qu'il a établi lui-même.

Les péripéties de ce procès, dont les audiences ont été reportées à plusieurs reprises, témoignent de sa place centrale dans la situation politique en Pologne.

Alors que se préparent les procès contre les dirigeants de *Solidarność* et contre les militants fondateurs de l'ex-KOR, Edmund Baluka n'a cessé tout au long de son procès de nier intégralement l'acte d'accusation porté contre lui.

Pas plus que les « juges » de Jaruzelski n'ont pu fonder les accusations portées contre les dirigeants de la

Confédération de la Pologne indépendante (KPN) qui ont été condamnés le 8 octobre à de lourdes peines de prison, ces juges n'ont été en mesure à aucun moment de prouver les « crimes » d'Edmund Baluka. Tout au contraire, c'est lui qui a établi dans la défense qu'il a lui-même assurée que l'acte d'accusation constituait une violation des libertés civiles de pensée et de conviction que garantit la Constitution de la République populaire de Pologne adoptée le 22 juillet 1982.

Pour interdire l'activité du parti dont Edmund Baluka est l'un des fondateurs, avant le 13 décembre 1981, Jaruzelski avait dû invoquer une loi de 1932 !

La défense de Baluka

Dans son mémoire, Edmund Baluka réfute un à un les « arguments » de ses « juges » qui ne cessent eux-mêmes de violer les principes constitutionnels auxquels ils disent se référer. Sur ce point, Françoise Baluka apporte un témoignage susceptible de rendre compte plus en détail des nombreuses contradictions dans lesquelles sont obligés de se mettre ses accusateurs :

« Je crois que l'essentiel, finalement, Edmund l'a écrit lui-même et je saisis la commission d'enquête de ce dossier qu'il a écrit pour sa

Chronologie

13 décembre 1981 : Proclamation de l'état de guerre. Dans la nuit du 12 au 13 décembre, Edmund Baluka est arrêté et interné au camp de Goleniow.

Janvier 1982 : Transfert des internés de Goleniow au camp de Wierchowo.

13 février 1982 : Brutalités contre la majorité des internés de Wierchowo, mais la cellule où se trouvent des dirigeants comme Marian Jurczyk de *Solidarność* de Szczecin et Edmund Baluka n'a pas été touchée.

1^{er} et 3 mai 1982 : Manifestations spontanées dans toute la Pologne. Appel à la préparation de la grève générale du TKK.

3 juin 1982 : Mise en état d'arrestation d'Edmund Baluka. Il est incarcéré le 4 juin à la prison de Szczecin en détention provisoire sur décision du procureur militaire, le lieutenant-colonel Kamiński.

Juillet 1982 : Edmund Baluka est mis au secret parce qu'il refuse de porter l'uniforme pénitentiaire, se considérant comme un prisonnier politique.

3 septembre 1982 : L'agence PAP informe qu'une instruction est ouverte contre Kuron, Michnik, Litynski, Wujec, Chojecki et Lipski, par contumace au titre des articles 123 et 128. L'arrestation d'Edmund Baluka est prolongée pour trois mois par décision du procureur sur la base de l'article 123.

8 octobre 1982 : *Solidarność* est dissous par une décision de la Diète. Grèves, manifestations, contre la dissolution.

Les autorités polonaises « informent » le Bureau international du travail qu'Edmund Baluka était en liberté depuis le 12 octobre !

13 janvier 1983 : Edmund Baluka observe une grève de la faim pour protester contre les conditions dans lesquelles il est détenu et pour le respect de ses droits de prisonnier politique. Notamment le droit à voir sa femme et son fils.

17 mars 1983 : Edmund Baluka cesse sa grève de la faim, après son transfert de la prison de Szczecin à celle de Koronowo (près de Bydgoszcz), pour consacrer toutes ses forces à la préparation de sa défense, ayant décidé d'assurer celle-ci lui-même.

11 avril 1983 : Ouverture du procès d'Edmund Baluka à Bydgoszcz. Alors que les débats de la Cour sont en principe publics, seul le frère de l'accusé a été admis à l'audience. Les représentants de la presse occidentale et de l'ambassade de France se sont vu refuser l'accès au prétoire.

A partir du 11 avril, Edmund Baluka, ayant refusé l'avocat commis d'office, présente le mémoire qu'il a lui-même établi et dans lequel il réfute toutes les accusations qui sont portées contre lui (1).

Au cours des audiences, des 30 témoins cités, la plupart des témoins de l'accusation ne se sont pas présentés. Les témoignages qui ont lieu ne confirment pas les accusations du procureur.

27 avril 1983 : Appel de *Solidarność* à manifester dans toute la Pologne le 1^{er} mai. Le procès d'Edmund Baluka est suspendu jusqu'au 5 mai 1983.

3 juin 1983 : L'agence polonaise Interpress annonce la condamnation à 10 ans de prison d'Edmund Baluka.

4 juin 1983 : Le colonel Latos, président du tribunal militaire, et l'agence officielle PAP démentent officiellement que le verdict aurait été prononcé, mais une dépêche ultérieure confirme que le procureur a bien requis cette peine.

9 juin 1983 : Reprise du procès. Au moment de l'arrivée du pape en Pologne, le procès est de nouveau reporté.

30 juin 1983 : Une dépêche de l'AFP annonce la condamnation d'Edmund Baluka à 5 ans de prison ferme.

(1) La défense d'Edmund Baluka a été publiée en brochure sous le titre « Edmund Baluka face à ses juges ».

défense. Je crois qu'il est le mieux à même d'expliquer les conditions dans lesquelles il a assuré sa défense. La seule chose qu'il convient peut-être d'expliquer plus en détail, c'est qu'il était accusé, dans le procès qui s'est ouvert le 11, en référence aux articles 123 du Code pénal, c'est-à-dire complot contre l'Etat, renversement du système par la violence, avoir voulu porter atteinte à la capacité défensive de la République populaire de Pologne, avoir voulu porter atteinte à l'intégrité du territoire de la République populaire de Pologne et être entré pour cela en accord avec des personnes ou des organisations : 5 ans de prison minimum jusqu'à la peine capitale. Ensuite, au titre de l'article 132, accord avec une organisation étrangère contre les intérêts politiques de la République populaire de Pologne : 6 mois à 5 ans de prison ; article 133, attaques contre les alliances de la République populaire de Pologne : 1 à 10 ans de prison ; article 237, outrage aux institutions de l'Etat et organisations, jusqu'à 2 ans de prison ; article 270, alinéa 1, outrage, insulte et offense au peuple polonais et à la République populaire de Pologne, § 1 ; article 271, alinéas 1 et 2, colportage de fausses informations, jusqu'à 3 ans de prison § 2, lorsque c'est à l'étranger, en accord avec l'étranger, de 6 mois à 5 ans ; article 278, alinéas 1 et 2, appartenance à une organisation clandestine, jusqu'à 3 ans, ou alors, il avait les 3 paragraphes, avoir fondé et dirigé une telle organisation : 6 mois à 5 ans également. En fonction du fait qu'Edmund, dans son acte de défense, a mis en évidence qu'il était contradictoire d'accuser au titre de 3 paragraphes du même article, sans préciser pour lequel il était responsable, cet article 278 a été retiré du dossier d'accusation. Mais Edmund a quand même parlé des actes qui lui étaient reprochés, car c'est une défense politique qu'il a établie lui-même, comme l'ont d'ailleurs fait la plupart des militants de *Solidarność* (3). L'article 273, commettre les délits précisés par les articles précédents 270 et 272 à l'aide de moyens d'impression : de 1 à 10 ans de prison ; article 288, § 1, franchir illégalement les frontières de la République populaire de Pologne : jusqu'à 5 ans de prison. C'est-à-dire qu'a été versée au dossier l'instruction ouverte en avril 1981 au moment de son retour ; article 58, continuité dans la criminalité, ce n'est pas la récidive, lorsque c'est article est retenu, la peine est majorée de moitié. Finalement, je tiens à signaler que l'article 132, accord avec une organisation étrangère, fait référence à l'interview qu'il a donnée à Free Europe au moment de son départ en 1973 de Pologne, lorsqu'il était encore en Espagne. Cet article lui a été appliqué par le procureur... de Szczecin. C'est donc la première instruction qui a été ouverte contre lui à ce moment-là et tout a été rassemblé dans le même dossier, qui compte 7 tomes, plusieurs milliers de pages et contient, c'est quand même intéressant, deux numéros de Syndicats libres qui, comme vous le voyez sur la couverture, ont été édités une fois qu'Edmund était en prison, après le 13 décembre 1981. » (4).

H.V.

(1) « Recueil de témoignages » publié par la Commission internationale d'enquête sur les faits de répression en Pologne.

(2) Idem

(3) Idem

(4) Idem

Après le voyage du pape : Quelle est la situation ?

DEPUIS 1980, les masses travailleuses de Pologne constituant et imposant la reconnaissance de leur organisation syndicale indépendante, puis résistant à « l'état de guerre » décrété contre son propre peuple par un régime aux abois, a fait de la lutte des ouvriers polonais une cause chère au cœur des travailleurs du monde entier.

La formidable grève générale d'août 1980 s'appuyait sur les grands mouvements qui l'avaient précédée en 1956, en 1971, en 1976, et par lesquels la classe ouvrière tendait, contre la bureaucratie usurpatrice et parasitaire, à reprendre le contrôle de la base sociale constituée par l'expropriation du capital.

En août 1980, avec la mobilisation de la classe ouvrière et son organisation à l'échelle nationale, entraînant avec elle la paysannerie, les intellectuels, toute la jeunesse,

« Ce soir-là, ils ne cogneront pas », lançaient ceux qui prenaient la tête des cortèges regroupés derrière les banderoles du syndicat indépendant, montrant ainsi leur claire conscience que l'occasion était donnée au peuple travailleur de Pologne de manifester qu'il se reconnaissait dans *Solidarité*, et que la clique bureaucratique, soumise au Kremlin, qui prétend parler au nom de la Pologne, est totalement isolée et méprisée.

Souligner ce fait n'est pas tenter d'évacuer — contre toute évidence — la place du facteur religieux dans les immenses rassemblements qui ont eu lieu. Chacun sait la place que l'Eglise catholique polonaise occupe, du fait qu'elle est apparue — comme cela a été le cas dans d'autres circonstances, dans d'autres pays et pour d'autres religions — comme un refuge de l'identité nationale.

Pologne et de son caractère révolutionnaire, mine la stabilité de toutes les relations mondiales. C'est pourquoi, quant à la manière d'y faire face, les désaccords se manifestent non seulement avec évidence au sein de l'appareil polonais et dans les sommets de la bureaucratie du Kremlin eux-mêmes, mais au sein des forces impérialistes, ainsi que dans la hiérarchie de l'Eglise catholique.

Il n'y a pas d'autre explication fondamentale — au delà des spéculations et des interprétations diverses — du fait que la presse des pays impérialistes (et en particulier la presse américaine) efface systématiquement de ses commentaires toute référence à l'un des passages du discours du pape :

Celui où, parlant du « droit inné » à s'organiser indépendamment de l'Etat, il ajoutait : « Je me suis prononcé dans ce même esprit



Le 22 juin, à Cracovie.

c'est une véritable révolution qui commence, révolution qui ne vise pas la base sociale existant en Pologne — la preuve en est que personne en Pologne ne met en cause la propriété sociale des moyens de production —, mais la monstrueuse oppression bureaucratique qui conduit le pays à la faillite.

C'est la profondeur de cette révolution qui est à la racine de l'indomptable résistance opposée au coup de force de Jaruzelski, de l'aspiration réaffirmée malgré la répression — jusqu'aux récentes et massives manifestations du 1^{er} mai — de reconquérir la légalité de *Solidarité* et d'arracher la libération de tous les prisonniers politiques.

« Ce soir, ils ne cogneront pas. »

C'est la force de cette résistance qui s'est à nouveau exprimée à l'occasion du voyage du pape. La floraison des banderoles portant le sigle de *Solidarité*, les mots d'ordre scandés par des millions de Polonais sont l'expression vivante de ce mouvement populaire qui cherche à conquérir, contre la bureaucratie spoliatrice, le contrôle de la propriété sociale. Ce qui s'est passé c'est, sous une forme particulière, la continuation des manifestations du 1^{er} mai. En ce sens, le voyage pontifical a vu le peuple polonais se rassembler et affirmer son unité, sa volonté, ses revendications.

Mais c'est aussi un fait que ces rassemblements ont tous constitué des manifestations politiques autour des mots d'ordre comme « Démocratie ! », « Pas de démocratie sans Solidarité ! ». Autrement dit, la religion est apparue comme la couverture du combat contre l'oppression nationale indissolublement relié au combat contre la bureaucratie. Dans ce détournement, c'est le mouvement de la révolution politique qui s'affirme.

La volonté du peuple polonais de vivre libre, d'en finir avec l'oppression nationale comme avec le règne arbitraire de la bureaucratie, sa volonté de libérer tous les emprisonnés, d'exercer son droit de constituer les organisations syndicales et politiques de son choix, tout cela se concentre dans l'organisation qui incarne ses exigences : *Solidarité*.

Plus que jamais *Solidarité* est apparue comme la représentation légitime de tout le peuple travailleur de Pologne, *Solidarité* avec ses dirigeants contraints à la lutte clandestine comme avec son président élu, Lech Walesa.

Plus que jamais le pouvoir de Jaruzelski est isolé, discrédité, placé dans une situation intenable. Là est l'essentiel.

Une réalité qui ne peut être évacuée

Et le fait que cette réalité essentielle ne puisse être évacuée, la réalité du mouvement des masses en

en juin 1981, lors de l'audience accordée à *Solidarité*.

Il n'y a pas d'autres explications des rebondissements qui ont suivi le retour du pape : l'éditorial de *L'Osservatore Romano*, qui était centré sur le « sacrifice de Walesa », et la démission immédiate et acceptée du directeur-adjoint de la publication vaticane, auteur de l'article.

Le 27 juin, Lech Walesa, remplissant ses fonctions de représentant de *Solidarité*, a fait parvenir au congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) qui se tient à Oslo, un message la remerciant de son « assistance et sa solidarité ». Dans ce message, Lech Walesa déclare : « Nous sommes réalistes. Nous savons que le chemin qui mène au rétablissement des droits syndicaux et des citoyens en Pologne sera long et ardu, mais nous ne cesserons pas notre lutte pour ces droits. »

Il faut remarquer que cette déclaration coïncide avec celle faite avant la visite du pape par Z. Bujak, l'un des principaux dirigeants de *Solidarité* dans la clandestinité, qui déclarait : « La lutte que nous poursuivons en tant que syndicat et celle que d'autres milieux mènent pour défendre leur organisation seront longues. »

La classe ouvrière de Pologne, rassemblée dans l'organisation qui affirme son indépendance, continue son combat.

F. F.

Le samedi 25 juin, le journal du Vatican *L'Osservatore Romano* publiait un éditorial de son directeur-adjoint, Virgilio Livi. Cet éditorial s'intitulait « Honneur au sacrifice ». Cet éditorial, qui assurait que « Lech Walesa avait perdu la bataille », qu'il ne pouvait plus prétendre « compter dans la phase que traverse son pays », ajoutait : « Le sacrifice d'une personne gênante est parfois nécessaire afin qu'un mieux puisse naître pour la communauté. » Dès le lendemain, l'auteur de l'article devait démissionner.

Quant à Lech Walesa, il a nettement fait savoir qu'il n'était pas question qu'il abandonne ses responsabilités.

« Ni le pape, ni personne d'autre ne m'a ordonné de me retirer. Notre lutte va continuer. » (Lech Walesa, dans une déclaration au journal britannique *Daily Express* du 28 juin).

Dans une autre déclaration faite à des journalistes le 26 juin, Lech Walesa avait été tout aussi catégorique :

« Je serais prêt à me retirer de la scène politique pour permettre à quelqu'un d'autre de prendre la présidence de *Solidarité*, car je me sens fatigué, mais cela ne sera concevable que lorsque nous aurons atteint les buts que nous nous sommes fixés », et il précisait qu'il s'agissait de l'application du statut de *Solidarité* (prévoyant que le syndicat soit indépendant du pouvoir) et concluait « qu'il ne quitterait la scène politique que lorsque seront réalisés les 21 points des accords de Gdansk. »

CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Lettre ouverte

Le 16 mai, trois jours après l'assassinat dans un commissariat de Varsovie de Grzegorz Przemyski, 18 ans, l'écrivain Wiktor Woroszyński adressa au vice-Premier ministre polonais M.-F. Rakowski la lettre suivante :

« Le jour même où tomba ta dernière déclaration sur « la politique d'ouverture » du pouvoir militaire et « le monde imaginaire » dans laquelle se confinent, ingrats, les hommes de lettres polonais (« Lignes de partages et de rapprochements », *Polityka* du 14 mai 1983) mourut à l'hôpital de Sole Grzegorz Przemyski, 18 ans, fils unique de la poétesse Barbara Sadowska, supplicié à mort par les « forces de l'ordre ».

J'ai encore devant les yeux Barbara, frêle lycéenne déposant timidement ses premiers poèmes à la rédaction de *Nowa Kultura*. J'ai encore devant les yeux le petit Grzegorz dans sa poussette, lui qui allait devenir ce garçon honnête et sensible, bon fils, auteur d'émouvants poèmes juvéniles. C'est à propos d'eux que j'ai écrit, il y a de cela quelques années, « que j'avais cessé de craindre pour elle, voyant son fils l'entourer de ses bras et elle, si fragile, incliner la tête sur sa poitrine. J'ai compris alors qu'elle avait enfin trouvé son homme, son protecteur... » (« Un homme naît », paru dans *Wież* en mai 1979).

Que n'ai-je tort ! Il ne faut jamais cesser de craindre, il ne faut jamais se bercer d'illusions de paix et de sécurité. Voici le film, incomplet, des événements de ces dernières semaines :

A la veille du 1^{er} mai, Barbara et son fils, qui devait justement passer son bac, ont été emmenés de chez eux, comme beaucoup d'autres citoyens ce jour-là dans toutes les villes de Pologne, et gardés à vue 48 heures, pour que leur liberté n'offense pas l'atmosphère de la fête.

Le 3 mai au soir, Barbara Sadowska, collaboratrice du Comité d'aide du primate, a été brutalement frappée, comme les autres personnes qui se trouvaient là, par une bande de sbires, en civil, qui a fait irruption dans l'église Saint-Martin, rue Piwna. Les jours suivants Grzegorz Przemyski passe le bac. Il a eu le temps de passer le polonais et les maths. Il ne lui restait plus qu'un seul examen. Le 12 mai au soir, la police l'arrête dans la vieille ville et le conduit au commissariat de la rue des Jésuites. Des témoins entendent à travers les murs ses hurlements de terreur. Peu de temps après, il se retrouve à l'hôpital. Les chirurgiens qui ouvrent son abdomen découvrent une bouillie sanglante. Il n'y a plus rien à faire : ses viscères littéralement broyés n'offrent même pas un centimètre pour opérer une fistule. Chose rarement vue, les médecins pleurent à la sortie de la salle d'opération devant ce massacre savant.

Je t'écris non pas pour tourner en dérision ce « monde réel » que tu opposes à notre « monde imaginaire » mais pour te demander avec le plus grand sérieux ce que tu comptes faire, toi et tes collègues du gouvernement, pour mettre fin à la bestialité qui règne. Je ne pense pas qu'il soit difficile de retrouver et de punir, avec toute l'autorité de la loi, les assassins du fils de mon amie, du fils de ce pays, du fils de cette nation livrée au désespoir. Certes, rien ne fera ressusciter l'Assassiné, rien ne calmera la douleur de sa mère. Je veux néanmoins savoir si tu comptes user de ton pouvoir, toi personnellement, pour que cette fois-ci, contrairement à toutes les fois précédentes, justice soit faite. Je veux savoir si quelque chose sera fait pour empêcher les hommes que tout le monde sait d'exercer leur droit souverain à la cruauté et pour mettre un terme à l'incitation au crime auquel ils recourent avec de plus en plus d'insolence. Je veux savoir si quelque chose sera fait pour que les jeunes de Pologne, nos enfants, cessent enfin d'être traités en ennemi numéro un et pourchassés comme du gibier de potence, objectifs de coups, mutilants ou mortels, dispensés dans les rues de nos villes ou derrière des murs étanches. La réponse à ces questions importe plus que les déclarations creuses, les discours et les polémiques qui ne visent qu'à étouffer les cris des torturés et des suppliciés. »

Varsovie, le 16 mai 1983

Wiktor Woroszyński

Reproduit du bulletin d'information n° 64 du Comité de coordination de *Solidarność* à l'étranger

FRANCE

Le maillon faible de la ch

10 mai 1981 : Mitterrand est élu président de la République. Il dissout l'Assemblée nationale. Aux élections législatives des 14 et 21 juin, une majorité écrasante de députés du PS et du PCF est élue.
Lorsque ces événements se produisent et que Mitterrand constitue les deux premiers gouvernements Mauroy, la crise économique dure déjà depuis un an. Elle touche l'ensemble de l'économie capitaliste et a de profondes répercussions sur l'économie des pays où le capital a été exproprié.

M AIS dans le « Bilan économique et social de 1980 » que publie Le Monde, on peut lire : « La production industrielle, qui s'était fortement accélérée à partir de l'été 1979 dans les pays occidentaux, a poursuivi sur sa lancée pendant les premiers mois de 1980, puis s'est brusquement retournée au cours du second semestre sous l'effet — indirect et retardé — des hausses pétrolières... »

Si la production industrielle des pays de l'OCDE a reculé de 6 % entre mars et juillet, des mouvements de reprise (Etats-Unis surtout) ou de stabilisation ont commencé à se produire à partir de l'été dans certains pays.

Même si ces améliorations n'étaient que passagères — on pense notamment aux Etats-Unis et au Japon —, que le creux de la vague semblait à peu près atteint fin 1980, une chose apparaissait en tout cas à peu près sûre : sauf événement grave, la phase de baisse brutale de l'activité était terminée.

Cette appréciation exprime les prévisions de l'OCDE. En effet, celle-ci estimait alors qu'au cours du 2^e semestre de 1981, une reprise économique aurait lieu dans les principaux pays capitalistes et qu'elle s'accroîtrait au cours de l'année 1982.

La politique de « relance » (juin 1981-juin 1982)

En fonction de cette perspective, Pierre Mauroy, dans la déclaration devant l'Assemblée nationale du gouvernement d'« Union de la gauche » qu'il venait de constituer, définissait le 8 juillet 1981 la politique économique du nouveau gouvernement.

L'étude de l'OCDE portant sur l'économie française en 1982-1983, publiée en mars 1983, décrit ainsi cette politique : « La politique économique mise en œuvre par le gouvernement français à la mi-1981 avait pour objectif principal la lutte contre le chômage et reposait sur une stratégie de relance de l'activité.

Le processus envisagé était le suivant : dans un premier temps, l'augmentation des bas salaires et l'accroissement des revenus de transferts devaient permettre une reprise de la demande et de la production de biens de consommation. Par la suite, la reprise mondiale, attendue en 1982, devait stimuler les exportations et réduire l'écart entre le taux de croissance de la France et celui de ses partenaires commerciaux.

Enfin, l'amélioration des résultats financiers et la restauration d'anticipation plus favorable du côté des entreprises devaient favoriser une reprise des investissements, stimulés ailleurs par le secteur public.

Il était prévu de contenir les pressions inflationnistes en limitant la

croissance de la masse monétaire entre 12,5 % et 13,5 % en 1982, en contenant le déficit budgétaire à 2,5 % environ du PIB et en mettant en œuvre une politique des revenus visant à contrôler la progression des prix et des revenus nominaux. Dans le même temps, un certain nombre de réformes à moyen terme étaient engagées (nationalisations, extension de la politique contractuelle, décentralisation).

Cette politique économique a duré environ un an, de juin 1981 à juin 1982. Il en est résulté un taux de croissance de la demande intérieure de 3 %, entraînant une augmentation de la PIB (production intérieure brute) de 2 %, alors que la croissance moyenne de la PIB dans les autres pays européens membres de l'OCDE, pour les mêmes douze mois, n'était que de 0,5 %.

Cette croissance de la consommation est attribuée essentiellement à l'augmentation de la « consommation des ménages ». Il s'agit d'une notion extrêmement vague. Elle inclut la consommation des salariés, des agriculteurs, des commerçants, de la petite, moyenne et grande bourgeoisie, des patrons et des professions libérales, etc.

Néanmoins, il est exact qu'au cours de ces douze mois, le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) a augmenté de 22,4 %, qu'en juin 1981 les allocations familiales et l'allocation logement ont été augmentées de 25 %, le minimum vieillesse de 20 %, qu'il y a eu une nouvelle revalorisation des allocations familiales, des allocations aux handicapés, etc., le coût s'élevant à 4 milliards de francs. En gros, le pouvoir d'achat des autres salariés s'est maintenu.

En contrepartie : prélèvements supplémentaires des cotisations patronales à la Sécurité sociale qui devaient rapporter 15,6 milliards (mais dont une grande partie n'était que le rattrapage des cotisations non payées) et augmentation des cotisations ouvrières qui devaient rapporter 16,8 milliards.

Les moyens de la « relance »

Les principaux moyens de la tentative de « relance » ont été : l'augmentation des dépenses de l'Etat, les multiples subventions aux entreprises, l'accroissement des facilités de crédits. Les prévisions du déficit budgétaire pour 1981 étaient, au moment du vote de la loi de finances, de 29,385 milliards. A la fin de l'année, les prévisions le portaient à 75,494 milliards. Finalement, il a été de 80,9 milliards.

Par rapport au budget initial de 1981, la loi de finances pour 1982 prévoyait une augmentation des dépenses de 27,7 % et une augmentation des recettes de 19 % seule-

ment. Le budget général devait s'élever à 788,726 milliards. Le déficit prévu devait s'élever à 95,456 milliards. Déjà, au cours du dernier semestre de 1981, sous de multiples formes, des aides aux entreprises privées avaient été mises en œuvre : dégrèvements fiscaux et sociaux, subventions, commandes. Le tout s'élevait à plusieurs dizaines de milliards.

En ce qui concerne le budget de 1982, l'analyse par « nature » prévoyait que : les « dépenses d'intervention économique du budget général » passeraient de 44,278 milliards à 65,038 milliards, soit une augmentation de 46,9 % ; les « dépenses en capital » passeraient de 99,556 milliards à 122,517 milliards, soit une augmentation de 23,1 %. La présentation « fonctionnelle » du budget indiquait que la fonction « industries et services » qui « retrace l'essentiel de l'aide de l'Etat aux secteurs de l'industrie, du commerce et des services et notamment sous la forme de dotations en capital et de prêts du FDES (Fonds de développement économique et social) » passerait de 27,4 milliards de francs à 43,4 milliards, soit plus 53,9 %.



Le gouvernement d'« Union de la gauche ».

L'aide aux entreprises privées s'est également traduite par l'assouplissement et l'extension du crédit : assouplissement de l'encadrement en juin, juillet, août, septembre 1981 ; en février 1982, 24 milliards de crédits bonifiés étaient accordés ; les crédits bancaires progressaient de 21 % en rythme annuel au premier semestre 1982.

L'échec et ses conséquences

Mais la conjoncture internationale, loin de s'améliorer, s'est encore dégradée au deuxième semestre 1981 et au cours de l'année 1982. La PIB, dans les sept pays les plus importants de l'OCDE, a diminué de 0,5 %, la production industrielle de 4,5 %.

Les résultats n'ont pas été ceux espérés par le gouvernement d'« Union de la gauche ». En premier lieu, le chômage a continué de progresser entre juin 1981 et juin

1982 pour dépasser les dix millions de chômeurs officiellement recensés, malgré toutes les opérations de camouflage.

Malgré les différents appels à l'emprunt pour financer le déficit budgétaire, malgré la limitation théorique de l'augmentation de la masse monétaire, la hausse des prix a été, en ce qui concerne les prix à la consommation, officiellement de 13,1 % entre juin 1981 et juin 1982, tandis que l'inflation dans les principaux pays capitalistes avait plutôt tendance à ralentir.

Point plus important encore : la « relance » ne s'est pas étendue aux investissements productifs. Certes, « l'investissement dans les grandes entreprises nationales du secteur non commercial a retrouvé, après une baisse en volume en 1981, la tendance positive des années antérieures, quoiqu'à un rythme plus faible dû notamment à l'achèvement de la phase de lancement des programmes de centrales électro-nucléaires ».

Il y a eu des investissements dans les commerces et les services (5 % environ). Mais la chute des investissements dans l'industrie qui avait été

poursuivi jusqu'au milieu de 1982 (- 10 % en taux annuel au premier semestre 1982 par rapport au semestre précédent).

— par contre, le volume des importations « a très rapidement augmenté à partir du premier trimestre de 1981 jusqu'au milieu de 1982 (6,5 % en taux annuel au premier semestre 1982) en raison de la reprise de la demande intérieure et d'une forte augmentation de la pénétration des produits étrangers sur le marché français ». Un des objectifs du gouvernement était « la reconquête du marché intérieur ». Ce que l'on considère comme l'indice de « pénétration du marché intérieur » a évolué ainsi : 34,6 % en 1980, 35,6 % en 1981, 36,5 % pour les trois premiers trimestres de 1982.

Il s'en est suivi une aggravation considérable du déficit de la balance commerciale. Comptabilisé FAB moins FAB, il était : de 56,602 milliards en 1980 ; de 54,032 milliards en 1981 ; de 93 milliards en 1982. Comptabilisé CAF moins FAB, il était : de 101,134 milliards en 1980 ; de 104,134 milliards en 1981 ; de 151,371 milliards en 1982 (CAF signifie : coût, assurance, fret. FAB signifie : francs à bord). Le déficit de la balance des transactions courantes évoluait ainsi : 17,617 milliards en 1980 ; 25,762 milliards en 1981 ; 78,659 milliards en 1982.

Les soldes de 1982 sont d'autant plus remarquables que les prix des matières premières, sauf ceux du café et du coton, ont considérablement diminué en 1982. La cause en est la dégradation des « termes d'échanges » au détriment des marchands provenant de la France sur le marché mondial, ou, en d'autres termes, la dévalorisation du franc par rapport au dollar, au mark, monnaies en lesquelles sont le plus souvent libellés les prix mondiaux, et également par rapport à d'autres monnaies.

On aborde ainsi la plus grave des questions économiques qui se pose au capitalisme français : celle de ses rapports avec les autres grands pays capitalistes. Le déficit commercial de la France par rapport aux autres pays de l'OCDE est passé de 50,1 milliards de francs en 1980 à 59,1 en 1981 et s'est considérablement aggravé en 1982. Par rapport aux pays de la CEE, il est passé de 22,5 milliards en 1980, 22,5 en 1981 à 38,097 milliards en 1982 (CAF moins FAB).

Le principal partenaire de la France est la RDA en 1981, le déficit de la première par rapport à la seconde s'élevant à (104,611 milliards d'importations moins 81,360 d'exportations) 23,251 milliards. La France est le seul pays de la CEE dont la balance commerciale soit déficitaire par rapport aux USA (52,310 milliards d'importations moins 30,311 d'exportations, soit 22 milliards en 1981).

Et surtout l'endettement de la France par rapport à l'étranger croît à vive allure. Il passe de 23 milliards de dollars en décembre 1980 à 30 en décembre 1981, à 49 milliards en novembre 1982, tandis que les réserves de changes diminuent de 80 milliards en décembre 1980, à 39,2 en juin 1982 et 34,5 en novembre 1982.

La conjonction de ces données économiques et financières, la hausse relative du dollar se répercutant sur le système monétaire européen, la spéculation des capitaux flottants et aussi l'utilisation de la spéculation pour peser politiquement sur le gou-

aîne impérialiste

vernement de l'« Union de la gauche » ont contraint celui-ci à solliciter du système monétaire européen un premier réajustement en baisse du franc de 8,5 % par rapport au mark et au florin dans le cadre de ce système en octobre 1981, et à un deuxième réajustement en baisse de 9,59 % par rapport au mark et au florin le 12 juin 1982.

Un an après la venue au pouvoir du gouvernement de l'« Union de la gauche », la tentative de relance par la consommation était morte et enterrée.

Les investissements privés, loin de prendre le relais, continuaient à diminuer. L'accès au marché mondial, en conséquence de la poursuite et de l'aggravation de la crise, était de plus en plus difficile. La pression du capital français s'accroissait sur le gouvernement tandis que croissait la dépendance de la France par rapport aux autres grandes puissances capitalistes. Celles-ci étaient de plus en plus à même de dicter leurs conditions. Déjà ébréchée au cours des mois précédents, la politique de « relance par la consommation » cédait la place à celle dite de « rigueur ».

De la « rigueur »...

En quoi consiste-t-elle ? En gros, en un alignement sur la politique économique des gouvernements les plus réactionnaires des grandes puissances capitalistes, et d'abord et avant tout en une politique d'agression économique et sociale contre la classe ouvrière, la jeunesse et la population laborieuse.

Le 13 juin, Pierre Mauroy annonçait le blocage, du 1^{er} juin au 31 octobre 1982, des salaires et des prix.

En octobre, un « plan de redressement » imposait que les pré-retraités cotisent à la Sécurité sociale, un forfait hospitalier de 20 F par jour d'hôpital était institué, une taxe de 25 % était imposée sur les tabacs et de 10 F par litre d'alcool, une contribution de 1 % pour l'assurance chômage sur les salaires des travailleurs dépendant de l'Etat était instituée.

Dix à douze milliards d'économies étaient réalisés par la réduction de la durée et des taux d'indemnités de chômage, le taux des pré-retraites était également diminué. Les prix n'en augmentaient pas moins de 9,8 % en 1982, selon l'indice officiel des prix au détail.

Mais le pouvoir d'achat des salariés subissait une amputation de près de 5 % et plus pour certaines catégories. Les « contrats sociaux », ainsi qu'ils sont appelés, ont limité l'augmentation nominale des salaires à 8 % pour 1983. « Ils conditionnent les réajustements éventuels en fin d'année à la situation économique et financière » de la France. En fait, ils « garantissent » une nouvelle baisse importante du pouvoir d'achat des salariés en 1983.

Par contre, les lois de finances rectificatives de juin et de décembre 1982 ont augmenté les dépenses prévues. Pour que le déficit n'augmente pas trop, les recettes ont également été augmentées. Une partie des dépenses était couverte par 4 emprunts totalisant 40 milliards à des taux s'échelonnant entre 16,20 % et 15,30 %. De multiples mesures d'aide aux entreprises étaient prises : abaissement de la taxe professionnelle de 6 % à 2 % pour les entreprises créant des emplois, création

d'un fonds spécial de grands travaux, exonération de l'impôt sur la fortune frappant les biens professionnels pour les entreprises ayant investi en 1981 et 1982, etc.

Mais, en même temps, annulation de 22,1 milliards d'autorisation de programmes civils, et de 7,2 milliards de crédits de paiement touchant les dépenses militaires.

Le budget 1983 présente quelques différences avec celui de 1982. Il s'élève pour les dépenses à 881,166 milliards, en augmentation de 11,8 % au lieu de 27,7 % en 1982. Ce qui n'empêche que le déficit prévu s'élève à 117,762 milliards.

Les dépenses d'intervention économique s'élèvent à 77,206 milliards, soit plus 18,7 % par rapport à 1982, alors que l'augmentation en 1982 était de 46,9 % par rapport à 1981.

Les dépenses en capital (excluant les équipements militaires) s'élèvent à 74,482 milliards, soit plus 12 % au lieu de 20 %. La comparaison du poste « aide à l'industrie, aux commerces et aux services » est difficile à établir dans la mesure où la présentation du budget est différente et où « le recours à des allègements de charges plutôt qu'à des subventions budgétaires recevra sa traduction dès 1983 », et où « l'enveloppe du FDES est ramenée à un milliard, les prêts privilégiés du FDES-industrie étant pris en charge par les institutions financières et les banques ».

Le budget repose sur l'objectif gouvernemental central affirmé de réduire la hausse des prix en 1983 à 8 % et sur une croissance de la PIB que le projet estime devoir être de 2 % en volume.

En janvier 1983, le gouvernement a décidé l'allègement des charges financières des entreprises dont les frais financiers relatifs à l'endettement à long et moyen termes à taux fixes sont supérieurs à 12 % en 1983.

Ces entreprises bénéficieront d'un prêt spécial de refinancement au taux de 9,75 % pour une durée de 12 ans. Le gouvernement a annoncé qu'en 1983 une réforme du financement des allocations familiales serait votée à l'Assemblée nationale. Elle allègerait les charges des entreprises par une diminution progressive de leurs cotisations à ce titre, lesquelles seraient remplacées par des taxes sur le revenu et la valeur ajoutée.

...à l'austérité

Ce n'était qu'une transition. A peine les résultats des élections municipales étaient-ils tombés qu'un nouveau réajustement du franc au sein du SME était imposé par la spéculation économique-politique.

Par deux fois, le gouvernement français a, pour défendre le franc, contracté (en dollars) des emprunts internationaux : le 15 octobre 1982, 4 milliards de dollars auprès des banques étrangères ; le 22 décembre, à nouveau 4 milliards de dollars auprès de l'Arabie Saoudite.

Le 21 mars 1983, par rapport au cours pivot dans le SME, la parité du franc diminuait de 2,5 % et celle du deutsche mark augmentait de 5,5 %. Des conditions extrêmement dures étaient imposées au gouvernement français que le programme d'accompagnement traduisait :

— réduction des dépenses budgétaires de 15 milliards de francs, taxe sur les carburants, prélèvement de 1 % sur le revenu des ménages pour réé-

quilibrer la Sécurité sociale, un emprunt obligatoire égal à 10 % de l'impôt sur les revenus et la fortune de 1982 pour les personnes payant plus de 5 000 francs d'impôts, bloqué pour une période de trois ans, réduction de 7 milliards des dépenses des entreprises nationalisées et de 3 milliards de celles des collectivités locales en 1983.

— réduction de l'augmentation de la masse monétaire ramenée de 10 % à 9 % pour 1983, mesures en faveur de l'épargne logement et relèvement des plafonds des livrets de Caisse d'épargne.

— 2 000 francs de sortie de devises autorisés par an et 1 000 francs pour les enfants.

Pourtant, l'échec est d'ores et déjà certain. La PIB ne croîtra pas en 1983. La production industrielle, les investissements diminuent. L'accroissement du chômage est certain. Le déficit du commerce extérieur reste sensiblement égal. L'endettement à l'étranger a déjà augmenté pour les premiers mois de 1983 de 5,9 milliards d'un dollar qui dépasse aujourd'hui les 7,60 francs.

Il faut y ajouter l'emprunt de 3,7 milliards de dollars que la CEE a consenti à la France au moment du dernier changement des parités des monnaies du SME. L'augmentation des prix, selon l'indice officiel, a atteint 4 % en quatre mois. Un nouveau réajustement du franc au sein du SME, sinon sa sortie, est certain. Il est question d'un nouveau plan bien plus rigoureux encore que celui de mars.

La plus faible des grandes puissances capitalistes

Le capitalisme français est à la limite d'une catastrophe économique et financière. Pendant des décennies, il a eu « l'avantage » de ne dépendre que de façon limitée du marché mondial et de la division internationale du travail. Il disposait d'énormes réserves de capitaux sous forme d'argent, c'était un « capitalisme rentier ».

Ainsi, alors que la crise de 1929 frappait de plein fouet des pays comme les USA et l'Allemagne, elle frappait plus tard le capitalisme français et surtout beaucoup moins profondément.

La Deuxième Guerre mondiale a mis fin à cette situation. Mais, dans l'immédiat après-guerre, l'impérialisme américain avait la possibilité et se trouvait dans la nécessité politique d'impulser la reconstruction de l'économie capitaliste à l'échelle internationale, la reconstitution du marché mondial et d'une division internationale du travail (crédits multiples, plan Marshall, économie d'armement, etc.).

L'Etat bourgeois français pouvait alors, en procédant à d'importantes nationalisations, en mettant son pied un plan de reconstruction qu'il finançait, impulser la constitution d'un nouveau potentiel économique. Ainsi le capitalisme français a-t-il pu demeurer parmi les grandes puissances capitalistes bien que dans des rapports différents de ceux d'avant-guerre, en s'abritant toutefois de la concurrence par le maintien de la politique protectionniste.

Lorsqu'en 1958, le Marché commun européen a été constitué, lors-



L'endettement à l'étranger du capitalisme français a augmenté pour les premiers mois de 1983 de 5,9 milliards de dollars (le dollar dépassant aujourd'hui les 7,60 francs).

que des anciens rapports coloniaux ont été définitivement liquidés, le capitalisme français a été placé devant la nécessité d'un bouleversement radical : s'intégrer profondément au marché européen et mondial, à la division internationale du travail, devenir « concurrentiel ».

Ce n'est pas par hasard si la IV^e République a été balayée et la V^e République instituée. A un régime parlementaire succédait un régime bonapartiste. Il s'agissait de réunir les conditions de cette intégration sur de nouvelles bases dans le système capitaliste. Il fallait : liquider les conquêtes économiques et sociales de la classe ouvrière, de la population laborieuse, et pour cela intégrer les syndicats, détruire les organisations ouvrières, soumettre l'économie à « l'ardente obligation du plan », comme de Gaulle disait, c'est-à-dire aux exigences impératives du capital financier, et pour cela « éliminer la graisse » et « renforcer les muscles ».

Mais, on le sait, par ses combats, la classe ouvrière a en partie mis à mal ces projets. Bien plus, en contradiction et contre les institutions de la V^e République, en mai-juin 1981, elle a élu président de la République François Mitterrand parce qu'ancien premier secrétaire du Parti socialiste, et une écrasante majorité de députés du PS et du PCF.

Mais désormais le capitalisme français dépend étroitement du marché mondial, de la division internationale du travail. Pour ne donner qu'une indication : en 1958, les exportations représentaient 8,9 % de la PIB et les importations 9,7 %. En 1980, elles représentaient respectivement 18 % et 21 % de la PIB. Mais la crise économique du mode de production capitaliste montre que le capitalisme français n'est pas cependant devenu « concurrentiel ». Elle le frappe de plein fouet et montre qu'il est un des anneaux les plus faibles du système.

En accédant au pouvoir, le gouvernement de l'« Union de la gauche » a nationalisé la sidérurgie, cinq holdings industriels, la plupart des banques et des établissements de crédits. L'opération ne visait nullement à mettre en cause le régime capitaliste. Les obligataires et actionnaires sont grassement indemnisés. Il s'agissait, à l'exemple de ce qui avait été fait en 1945-1947, de donner à l'Etat les moyens de réaliser ce que l'entreprise privée n'était pas capable de faire : donner au capitalisme français les moyens économiques de devenir concurrentiel, et par ailleurs (sidérurgie notamment), de mettre à la charge de l'Etat une partie de la liquidation du capital fixe.

« En 1983, l'ensemble des dotations en capital prévues en faveur du secteur public s'élève à 11 milliards (contre 2,5 milliards en 1982). » (projet de loi de finances).

En novembre 1982, le gouvernement fixait à 27 milliards (dont 20 de fonds propres) les investissements industriels des groupes nationalisés pour 1983. Mais, dès mars 1983, il réduisait de 7 milliards les dépenses des industries nationalisées.

Nous ne sommes plus en 1945-1947. La crise est là. L'impérialisme US est en crise. Il fait prévaloir ses intérêts spécifiques. Inversement, le capitalisme français est intégré profondément à la concurrence internationale. Il doit subir la loi que lui dictent les autres grandes puissances capitalistes qui toutes subissent la crise.

Dans ces conditions, prenant en charge la défense du capitalisme, le gouvernement d'« Union de la gauche » ne peut que suivre la politique qu'il suit. La seule autre politique possible est celle qui, comme le disait Lénine, ne craint pas de s'engager sur la voie conduisant au socialisme. Elle exige la rupture avec la bourgeoisie.

Le 2 juin 1983,
Stéphane Just

CHILI

Le glas sonne pour Pinochet

LES derniers événements qui ont eu lieu dans le pays indiquent qu'une profonde modification s'est produite dans la situation politique de celui-ci, dont le trait le plus important est le fait que le mouvement des masses populaires surgit sur la scène politique, après une longue période de réorganisation.

Il ne s'agit déjà plus de simples combats défensifs, qui ont été le prix nécessaire dû à la situation à laquelle les masses ont été soumises après le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, mais d'un combat ouvert pour l'ensemble des revendications sociales, nationales et démocratiques, qui sont précisément la base alimentant la mobilisation populaire pour en finir avec la dictature.

Conscients du tournant qui s'est produit dans la situation politique et dans la disposition même des masses à la lutte, la majorité des fractions de la bourgeoisie procèdent rapidement à une réconciliation sur la perspective d'une « alternative de rechange ». En effet, de grands secteurs de la bourgeoisie, qui jusqu'à il y a peu, se déclaraient fidèles au régime, sont passés dans les rangs de l'opposition existante.

La formation même de la Multipartidaire (1), la reconstitution du Parti national, ainsi que l'organisation d'une série de fractions à l'intérieur même des petits secteurs officiels — Démocratie nationaliste, corporatistes, Groupe nouvelle démocratie, Comité national constitutionnaliste, Droite démocratique, etc — sont l'expression des nouveaux réalignements au sommet et dont la toile de fond est le peu de confiance qu'ils ont en ce qui concerne le futur du régime qu'ils ont eux mêmes mis au pouvoir.

La banqueroute économique et la crise du régime

Le Chili, presque dix ans après le sanglant coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, connaît la situation économique la plus catastrophique de toute son histoire. Le modèle économique que la dictature, étroitement au service de l'impérialisme, a mis en place, en particulier la prédominance de la stratégie imposée en 1976, avec son traitement de « choc », a condamné les secteurs les plus faibles à la faillite et a fait des autres de simples tributaires des profits spéculateurs du grand capital financier.

L'élimination des barrières douanières, la réduction des dépenses publiques, la pénétration indiscriminée des marchandises et du capital étranger ont liquidé toutes les défenses du pays face à la crise économique mondiale et à la voracité même de l'impérialisme.

On obtient dans notre pays des gains sur la spéculation qui sont quatre fois supérieurs à ceux du marché mondial. L'endettement extérieur du pays est colossal et il faut consacrer 90 % des exportations au paiement des services et intérêts de la dette.

La bourgeoisie et la Multipartidaire

La bourgeoisie dans son ensemble aspire bel et bien à une modification de la situation. Y compris les

secteurs qui restent encore fidèles au régime n'ont pas manqué de faire part de leurs préoccupations : Domingo Duran, président de la Confédération des producteurs agricoles, qui représente une variété des courants officiels, est inquiet et propose une issue :

« Je pense que si les choses continuent ainsi, si on ne fait pas virer la barre, ce qui à mon avis aurait déjà dû être fait, au moins, il pourrait arriver que, sans solution de continuité, nous passions du schéma actuel à l'extrême gauche qui est organisée.



La dictature militaire chilienne.

Au Chili, existe la grande majorité silencieuse qui est composée des modérés, dont nous sommes, et qui voyons, devant l'actuel spectacle, que notre destin est en train de se jouer sans notre participation, sans apercevoir comment ouvrir les voies de l'avenir.

C'est pourquoi je crois que le moment est arrivé où les forces armées et son Excellence le Président de la République doivent se rendre compte que non seulement tout ne va pas bien, mais tout au contraire, tout va très mal. Ce que je suggère est que comme premier pas et le plus vite possible, par une résolution du Président de la République lui-même, ou par un plébiscite, si cela lui semble mieux, nous revenions à la Constitution que le Conseil d'Etat désigné par le gouvernement a approuvée à l'unanimité. » (« Hoy », 24 mai 1983).

Mais dans les conditions politiques qui se développent et par la nature même du régime de domination, toute pression pour cette modification aggrave tous les éléments de la crise politique, aidant par là à une plus grande dislocation de la dictature. Gaston Ureta, dirigeant de la « Droite démocratique », est un exemple de ce qui se passe au sein des cercles qui gouvernent.

« Nous avons été plus loyaux qu'on ne le devait envers la junte. Des réunions et des études du courant que je représente finiront par formuler en privé leur point de vue au gouvernement en ce qui concerne la crise délicate du pays. Si nous ne sommes pas entendus, je crois que notre activité va devenir celle d'une

dissidence manifeste pour préciser devant l'opinion publique toute la responsabilité des conséquences futures qui pourraient résulter d'un manque de vision et de l'obstination...

Si cela n'est pas fait, le pays ira au bord de l'effondrement et ce sera pire que celui de 1973. Parce que nous avons eu alors l'alternative de la tradition libératrice des forces armées. Aujourd'hui, cette alternative n'existerait pas. » (« Hoy », 31 mai 1983).

L'échec économique et social que connaît le pays est la conséquence du système autoritaire et dogmatique régnant. La libre confrontation d'idées, propre à une démocratie, aurait évité une crise comme la crise actuelle, en provoquant opportunément les rectifications qu'exige la critique efficace envers l'autorité et le contrôle des citoyens. Prétendre poursuivre la politique actuelle, c'est approfondir la crise avec des conséquences sociales et économiques imprévisibles.

Seul un grand effort national et démocratique où participent l'Etat et les facteurs réels de la production — travailleurs, chefs d'entreprises et professions libérales — peut nous sauver de cette très grave alerte. Nous estimons que cet effort doit faire partie d'un processus de transition démocratique, condition indispensable pour que tous les Chiliens puissent s'y engager et que les responsabilités soient partagées avec justice. » (Déclaration de la Multipartidaire).

Il s'agit effectivement, sous la forme d'un accord d'« Unité nationale », de faire pression sur le régime pour qu'il s'engage dans un processus de « transition démocratique ».

Cependant, les pressions et objectifs de la Multipartidaire se heurtent de plus en plus à l'immobilisme du régime et à l'évolution même de la situation politique, dont les brèches ouvertes sont largement utilisées par les masses populaires pour renforcer leur mobilisation.

La bourgeoisie ne peut pas passer d'un régime politique à un autre sans une crise politique, et le conservatisme propre à l'autoritarisme militaire exacerbe ce fait. Les lamentations de la bourgeoisie à se sujet sont claires.

Le rôle particulier du stalinisme

Les plans politiques de la bourgeoisie et en particulier des fractions regroupées dans la Multipartidaire bénéficient du soutien que leur apportent les directions traditionnelles du mouvement ouvrier et populaire, c'est-à-dire les vieux partis ouvriers — PC et PS. De fait, les différents courants du PS, regroupés dans le Comité politique d'unité, accordent leur soutien à la Multipartidaire depuis le sein même de cette coalition.

Le PC, pour sa part, a participé aux réunions préliminaires qui ont donné naissance à la Multipartidaire. Il y était représenté par l'ex-ministre Pascual Barraza, suivant la ligne fixée par Corvalan le 26 janvier de cette année.

« Le Parti communiste propose l'entente de toutes les forces d'opposition de la gauche, du centre et de la droite. Seule l'union et la lutte de tous les opposants mettra fin à la tyrannie. Dans le cas contraire, celle-ci continuera à dévaster le pays.

Notre parti, comme les autres partis, a plein droit à participer à la direction de l'Etat. Cependant, il pourrait arriver qu'en fonction de la situation politique concrète de demain, un ou plusieurs partis — y compris le Parti communiste — ne participent pas au gouvernement qui succéderait à la tyrannie. Ils le soutiendraient cependant de l'extérieur dans tout ce qu'il aurait de positif, ou pourrait se placer dans l'opposition vis-à-vis de lui. » (Discours de Paris, le 26 janvier 1983).

Suivant un accord général, il a été décidé, dans les réunions préliminaires de la Multipartidaire, de « ne pas inviter le Parti communiste » à faire partie de ce front, tout en exprimant de façon constante que cela ne signifiait pas que « ce parti reste exclu de la vie démocratique ». (La Segunda, 30 mars 1983).

La lutte des masses et la perspective de la grève générale

La décision adoptée lors du Congrès extraordinaire des mineurs du cuivre, qui s'est tenu à Punta de Tralca, pour appeler à un arrêt de travail le 11 mai et le 11 de chaque mois, revêt une dimension historique et constitue l'expression pratique d'un tournant profond dans les rapports entre les classes. La décision ultérieure de transformer l'arrêt de travail, au vu de la volonté de la dictature de provoquer un massacre, en journée de protestation nationale ne modifie en rien cette appréciation de la situation politique, au contraire, le résultat de cette journée le confirme pleinement.

Il s'agit de la volonté du prolétariat d'intervenir, comme classe indépendante, dans la situation actuelle, et de mettre fin au régime de Pinochet.

L'appel des mineurs du cuivre a entraîné l'ensemble du mouvement des masses à une action dont la capacité a secoué l'édifice dictatorial.

Le mouvement ouvrier s'organise dans la lutte actuelle comme un facteur indépendant qui s'exprime dans la constitution du Commandement national des travailleurs. L'unité du mouvement ouvrier comme classe indépendante et la reconstruction de sa centrale unique surgissent directement du mouvement même contre la dictature, autour d'un programme national de revendications. Le combat du prolétariat pour les libertés démocratiques est un aspect central et qui s'identifie pleinement aux aspirations des larges masses populaires dans leur lutte contre la dictature.

Les mots d'ordre de « A bas la dictature, pour une Assemblée constituante souveraine ! » expriment de façon concentrée le combat pour l'ensemble des revendications démocratiques. C'est de cette façon que le mouvement ouvrier peut unifier derrière son propre programme, ses propres méthodes de lutte, l'ensemble des masses opprimées, la paysannerie et la petite bourgeoisie.

Ainsi la question du régime politique se pose en relation directe avec les revendications démocratiques et nationales de la population. Dans la situation présente, l'agitation sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine ne doit pas être avancée comme un obstacle à l'éventuelle unité d'action qui vise à renverser la dictature, il ne faut pas non plus l'opposer à l'exigence populaire d'élections libres à la présidence de la République et au Congrès national, comme composante du combat contre la dictature militaire et l'ensemble de ses institutions, étant donné que cela peut ouvrir la voie de la révolution prolétarienne.

E. Gonzalez,
4 juin 1983

(1) Multipartidaire : front qui regroupe le PDC, PN, PR, PSD, le Comité d'unité politique du PS, et Convergence socialiste.

Amérique latine

A PARIS LE 10 JUIN CONTRE L'AGRESSION US :

Le Nicaragua n'est pas seul

Une salle pleine et enthousiaste. Des discours écoutés avec attention et salués par des salves d'applaudissements. Une ovation pour l'ambassadeur du Nicaragua, représentant de ce pays soumis à une agression organisée par l'impérialisme US. Une approbation sans réserve à l'appel lancé de Colombie pour la tenue fin juillet d'une conférence latino-américaine en défense des peuples d'Amérique centrale. Une étape importante dans la campagne de solidarité internationale avec la révolution nicaraguayenne. Tel fut le meeting du 10 juin à la Mutualité, contre l'agression US au Nicaragua. Convoqué à l'initiative de personnalités de diverses opinions, il regroupa des milliers de travailleurs et de jeunes de la région parisienne, en France.

INTRODUISANT le meeting, Michel Broué revient sur les déclarations de Reagan considérant l'Amérique centrale comme « son jardin » et explique ce que fut la dynastie des « Somoza », qui opprima le Nicaragua durant des décennies. Puis il présente les personnalités qui siègent à la tribune du meeting : Pierre Fougeyrollas, Jacques Legoff, Hélène Parmelin, Frank Sénat, François Guérin, Vladimir Jankelevitch, Yves Dechezelles, Costa-Gavras et enfin l'ambassadeur du Nicaragua en France.

Le moment le plus intense de ce meeting de solidarité fut, sans conteste, le discours de l'ambassadeur du Nicaragua à Paris. Inlassablement répétés les cris de « FSLN, solidarité » l'accompagnaient lorsqu'il se dirigea vers le micro. Chacune de ses premières phrases sera coupée par des vagues d'applaudissements.

« Merci à tous, merci pour ces applaudissements que je comprends comme l'appui de la solidarité française à la lutte héroïque du peuple du Nicaragua. (...) L'objectif militaire évident et immédiat de l'impérialisme est réalisé par les invasions des ex-gardes somozistes, mais il y a aussi d'autres étapes prévues dans cette agression. Une deuxième étape est la possibilité d'engager un conflit militaire avec le Honduras qui ouvrirait la porte à une intervention directe ou indirecte des USA.

Et ce n'est pas un mot, et ce n'est pas une hypothèse éloignée de la réalité, mais c'est une possibilité liée à l'histoire. Trois fois dans ce siècle les Etats-Unis ont envahi le Nicaragua. Mais il y a aussi les attaques de type économique.

Enfin, il y a une troisième logique dans la tactique des Etats-Unis. Par tous les moyens d'information, ils cherchent à faire croire qu'au Nicaragua il y a une guerre civile de même nature et de même dimension que celle que l'héroïque peuple du Salvador mène aujourd'hui. C'est complètement faux.

Au Salvador il y a une révolution, une lutte de libération de la population opprimée. Au Nicaragua, il y a une invasion des mercenaires somozistes, ceux qui ont opprimé le Nicaragua pendant cinquante ans. (...)

Sur le plan diplomatique, les Etats-Unis cherchent un dialogue régional. Il est clair que cet objectif a pour but d'isoler le Nicaragua. Nous n'acceptons pas le dialogue régional, nous savons bien que c'est un piège (...).

Travailleurs et jeunes manifestent leur approbation aux cris de « Dehors Reagan de l'Amérique centrale ! »

L'ambassadeur poursuit : « Nous refusons absolument la thèse de la "quatrième frontière". Nous ne sommes la frontière stratégique ou géo-politique de personne. Le Nicaragua est un pays avec un destin et

une histoire. Il a droit, comme tous les peuples, à s'autodéterminer dans sa souveraineté et sa liberté.

C'est le droit essentiel d'un peuple de se doter de la forme d'organisation politique qu'il désire. Le Nicaragua luttera pour ce droit fondamental. Nous sommes un pays libre, souverain et indépendant. La révolution nous en a donné le droit et nous le maintiendrons. (...)

Nous n'acceptons pas la thèse du conflit Est-Ouest transféré en Amérique centrale. Il est faux de vouloir assimiler la situation très particulière, très concrète de l'Amérique centrale, aux conflits Est-Ouest. C'est un prétexte des Etats-Unis, qu'ils vont présenter pour justifier les agressions.

Ils sont intervenus en 1912 au Nicaragua, la révolution soviétique n'existait pas. Ils sont intervenus de nouveau au Nicaragua en 1927, la révolution cubaine n'existait pas. Ils sont intervenus au Guatemala en 1954, ni la révolution cubaine ni la révolution nicaraguayenne n'existaient.

Alors, ce n'est pas vrai que la situation est comparable à la situation des rapports Est-Ouest transférés en Amérique centrale. Il faut respecter les réalités historiques de chaque peuple dans son identité, même dans ses conflits et ses crises. »

La fin de ce discours est saluée aux cris de « Vivent les travailleurs du Nicaragua ! »

Amplifier la campagne de solidarité

• Michel Broué lit ensuite un message adressé de Colombie aux « participants du meeting du 10 juin contre l'agression US au Nicaragua ». Nous reproduisons la totalité de ce texte, avec les dizaines de signatures qui l'accompagnent. Les applaudissements de la salle manifestent le soutien des milliers de travailleurs et de jeunes rassemblés à l'initiative engagée en Colombie pour la tenue d'une conférence en solidarité avec les peuples d'Amérique centrale qui luttent pour la liberté, leur souveraineté et leur pleine autodétermination.

• Après que la salle ait salué Costa-Gavras, Michel Broué conclut le meeting en soulignant une nouvelle fois les menaces grandissantes qui pèsent sur le Nicaragua.

Enfin, il affirme que ce meeting n'est qu'une étape dans la campagne de solidarité avec le peuple du Nicaragua, qui va se développer sous des formes diverses. Il en appelle à la multiplication des initiatives de solidarité, notamment en relation avec l'ambassade du Nicaragua.



Le meeting du 10 juin à la Mutualité (Paris).

Afrique

- 9

CÔTE-D'IVOIRE

La grève des enseignants

Le 18 avril 1983 restera une date importante dans l'histoire politique de la Côte-d'Ivoire. C'est ce jour-là en effet que les enseignants du secondaire déclenchaient une grève générale qui, pour la première fois depuis 1960, allait fortement ébranler le régime en place.

RAPPELONS d'abord brièvement dans quel contexte se situe ce mouvement des enseignants. En Côte-d'Ivoire, tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du président de la République Houphouët-Boigny et l'Assemblée nationale élue antidémocratiquement n'est qu'une chambre d'enregistrement.

Il existe un parti unique, le parti gouvernemental, le PDCI (1), et une seule centrale syndicale, l'UGTI (2), courroie de transmission du parti unique. Seuls les enseignants du secondaire (lycées) et du supérieur (universités) ont réussi à sortir du carcan de l'UGTI et à constituer des syndicats indépendants (SYNECI pour le secondaire, SYNARES pour le supérieur).

Un secteur préservé de l'impérialisme français

Pays semi-colonial, la Côte-d'Ivoire reste l'un des secteurs les plus préservés de l'impérialisme français. Une « prospérité » factice (on est allé jusqu'à parler de « miracle ivoirien »), effet temporaire d'un afflux d'investissements, se solde aujourd'hui par le fait que la Côte-d'Ivoire est frappée de plein fouet par la crise économique mondiale dont les effets provoquent des tensions au sein des cliques de la bourgeoisie compradore dont Houphouët-Boigny demeure l'arbitre.

Mais l'accord se fait, sous l'égide du FMI et de la banque mondiale, pour que les conséquences de la crise retombent sur les travailleurs des villes et sur la paysannerie (95 % de la population).

En Côte-d'Ivoire, les enseignants du supérieur du secondaire bénéficiaient d'un acquis important. Leur logement, comme pour beaucoup de fonctionnaires, était fourni par l'Etat. Mais, alors que cet avantage est préservé pour les membres des corps répressifs (armée et police qui représentent 85 % des bénéficiaires), il fut brutalement annulé pour les enseignants, ce qui représente une amputation du quart de leur salaire.

Le 18 avril, à l'appel du SYNECI, commence une grève générale massivement suivie des enseignants du secondaire, sous deux mots d'ordre : maintien du droit au logement, châtiement des vrais responsables du déficit. Dès le lendemain, le régime réagit par la répression en décrétant les mesures suivantes : suspension du SYNECI, fermeture des établissements d'enseignement public, suspension du paiement des salaires dus aux grévistes, expulsion des enseignants de leur logement.

Les enseignants ne cèdent pas

Mais les enseignants ne cèdent pas. Et la population commence à manifester sa solidarité avec les enseignants expulsés et leurs familles. Au-delà même des revendications légitimes d'une catégorie de travailleurs, c'est toute la question de la démocratie, du droit du peuple ivoirien à décider de son sort, face à

l'arbitraire d'un gouvernement soumis à l'impérialisme et antidémocratique qui est posée, en même temps que celle de la défense du droit des travailleurs ivoiriens à constituer les organisations syndicales de leur choix.

Le 28 avril, les enseignants du supérieur rejoignent leurs collègues du secondaire dans la grève.

Houphouët-Boigny doit s'engager personnellement. Tout en se défendant contre les accusations de corruption — et avec quel cynisme : « Je suis né dans l'argent, j'y resterai » — il dénonce les « meneurs » de la grève comme des « agents libyens ». Effrayé par l'ampleur du mouvement et par les problèmes politiques qu'il pose, le régime frappe fort.

Mise à sac des locaux du syndicat

Les locaux du SYNECI sont mis à sac par la police, les enseignants réquisitionnés. En même temps, il changeait le ministre de l'Education et proposait une négociation. La direction du SYNECI se sentit incapable de faire face plus longtemps au coup de force et, le 3 mai, date limite de l'ultimatum gouvernemental, les enseignants du secondaire commencèrent à reprendre le travail.

Mais le SYNARES (supérieur) refusa d'abord de se plier à l'ordre de réquisition : le 3 mai, la grève était totale dans les universités, ce qui était une gifle retentissante pour l'autorité du régime. Le travail ne reprit en fait que lorsque les négociations furent effectivement entamées.

La conclusion de ce mouvement est claire : les enseignants ont réintégré leurs logements, le régime a dû reculer, entamer une négociation, établir un calendrier de ces négociations pour traiter en fait avec les organisations qu'il condamnait comme illégales.

Les conclusions politiques qui en découlent sont tout d'abord la fragilité grandissante d'un régime dont les dissensions internes face au mouvement des enseignants se sont manifestées jusqu'au sein des forces de répression (l'armée a refusé de participer à l'expulsion des enseignants) et le degré de mobilisation de la population qui s'est solidarisée sans attendre avec une catégorie de travailleurs présentée comme « privilégiée ».

La question est « qui doit décider » : le peuple ivoirien élisant librement ses représentants à une Assemblée nationale souveraine, ou un régime corrompu et subordonné à l'impérialisme qui pille le pays. Houphouët-Boigny ne s'y trompait pas, qui déclarait au début de la grève : « Si je cède aujourd'hui aux enseignants, ce sera demain le tour d'autres catégories professionnelles et l'Etat ivoirien n'existera plus. »

D. V.

(1) Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI).
(2) Union générale des travailleurs ivoiriens (UGTI).

CONFERENCE LATINO-AMERICAINE DE IV^e INTERNATIONALE (CENTRE INTERNATIONAL

Notes préparatoires du projet

Cet automne se tiendra une conférence des sections d'Amérique latine de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » qui prend toute sa signification en relation avec les développements considérables de la lutte des classes dans tout le continent, qui trouvent aujourd'hui leur expression la plus élevée dans les bouleversements révolutionnaires en Amérique centrale.

Cette conférence a été préparée par des contributions de chaque section. Après avoir discuté de ces contributions, le Secrétariat international a adopté des « Notes » pour un rapport sur les développements de la lutte des classes en Amérique latine. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de ce document.

La chute de Somoza, produit de la grève générale insurrectionnelle des masses du Nicaragua et de l'action militaire du FSLN, a donné lieu au début de la révolution prolétarienne. L'Etat bourgeois identifié au somozisme a été profondément démantelé, la garde nationale, sa colonne vertébrale, a été détruite. L'irruption des masses constituant leurs propres organisations (milices, comités, syndicats), affluant massivement vers le FSLN, dans les conditions déjà signalées, a manifesté la profondeur du développement d'une situation de double pouvoir. (...)

Cette situation nous a permis d'affirmer que la révolution nicaraguayenne avait ouvert la révolution prolétarienne centro-américaine, ce que les événements ultérieurs sont venus pleinement confirmer.

La constitution d'un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie au Nicaragua exprimait la tentative de la bourgeoisie de faire obstacle au cours révolutionnaire et d'amener le FSLN à la reconstruction d'un Etat bourgeois contre les masses. Le soutien apporté durant toute une période par le FSLN à cette tentative réactionnaire mettait en relief son caractère d'organisation petite-bourgeoise, certes radicale et anti-impérialiste, mais prisonnière de positions politiques basées sur la « théorie » stalinienne de la révolution par étapes et profondément liée au gouvernement castriste.

L'approfondissement du mouvement des masses et l'agression impérialiste amènent à la rupture de la coalition et, au travers d'un proces-

sus de différenciation interne au FSLN, à la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan qui, s'appuyant sur la mobilisation des masses, résiste à l'agression impérialiste.

Pour l'impérialisme nord-américain, il s'agit d'une situation intolérable, qui non seulement remet en question la domination US dans l'isthme, mais constitue un élément de déstabilisation de sa domination dans toute l'Amérique latine, l'expression majeure du développement de la révolution mondiale qui menace ses positions.

Liquider la révolution centro-américaine constitue l'objectif primordial de l'administration Reagan, utilisant pour cela l'agression armée, ce qui n'exclut pas la négociation et les pressions diplomatiques vis-à-vis des dirigeants du FSLN et aussi du FDR du Salvador, pour atteindre son objectif. (...)

C'est sur la base de l'ensemble de ces développements que nous assistons en ce moment aux premiers effets, en Amérique du Sud, d'une situation qui, prenant appui sur la force de la révolution centro-américaine que le colosse yankee ne parvient pas à défaire, tend à se généraliser et à s'unifier sur tout le continent.

Il s'agit de la constitution d'une situation révolutionnaire, certes inégale, avec des délais et des rythmes propres à chaque pays, mais qui tend à constituer un processus unifié dans toute l'Amérique latine.

Il est nécessaire d'armer l'ensemble des organisations trotskystes sur cette appréciation et sur ce qu'elle

signifie pour la construction de partis révolutionnaires, situation qui rend plus actuelle que jamais la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine, qui cessera d'être une perspective abstraite pour devenir une question d'une brûlante actualité. (...)

C'est que la crise actuelle présente des caractéristiques propres qui la distinguent des situations explosives qu'a connues l'Amérique latine dans le passé. L'une de ces caractéristiques est l'aspect généralisé à toute l'Amérique latine — y compris aux pays les plus stables jusqu'à présent : le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Brésil — de la situation de montée des masses et de crise politique de la bourgeoisie.

Une autre de ses caractéristiques est le fait qu'elle s'appuie sur l'existence, comme une première victoire de la mobilisation actuelle, du gouvernement ouvrier et paysan imposé au Nicaragua et des énormes difficultés de l'impérialisme à infliger une défaite définitive à la guérilla salvadorienne.

Une troisième caractéristique est précisément la profondeur atteinte par la crise financière et économique dans un contexte de marche à la dislocation du marché mondial. Les exemples du Mexique, de l'Argentine, du Venezuela, du Chili, de la Bolivie dans l'incapacité de faire face à l'énormité de leur dette extérieure peuvent être illustrés à la lumière du Brésil et de sa situation, que certains ont qualifiée de sous-impérialiste. (...)

Comme le dit à juste titre le document présenté à la Conférence latino-américaine par Convergence socialiste de Colombie :

« L'ensemble de ce panorama catastrophique ne peut manquer de produire des frictions et des plaintes de la part des gouvernements et des classes exploiteuses dans les pays semi-coloniaux et dépendants, qui sont en même temps en partie dominés. L'insistance d'Indira Gandhi sur la situation économique ne peut être considérée comme une tactique pour trancher entre pro-soviétiques et pro-yankees dans le groupe réuni à New Delhi. Elle répond à ce problème crucial qui amène les pays « arriérés » à rechercher des mécanismes de négo-

ciation et de pression. « L'inégalité économique par rapport au monde industrialisé est en effet le dénominateur commun de ce groupe hétérogène de nations non alignées »... a écrit la rédactrice internationale du journal conservateur El Siglo. Et elle ajoute : « ... c'est dans un certains sens un forum de dépossédés qui luttent pathétiquement pour survivre ».

La tragédie de ces classes dominantes se trouve exprimée dans le contenu des déclarations de New Delhi. Ils se limitent à faire l'inventaire de désastres, à réclamer face aux « grands » des délais ou des renégociations, sans faire un seul pas effectif, nationaliste bourgeois, face aux monopoles impérialistes. Ils sont parvenus au comble de l'audace en osant insinuer que les pays les plus pauvres devraient voir annuler leur dette extérieure. (...) »

La reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe

Le Conseil général de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », lors de sa réunion de décembre 1982, a adopté un document présenté par le camarade Lambert sur lequel il est nécessaire de revenir à la lumière des actuels développements révolutionnaires en Amérique latine. Le premier point de ce document établissait :

« Le moment actuel du mouvement ouvrier international est caractérisé par le fait que les plus larges masses de la classe ouvrière mondiale poursuivent un processus de dégagement de l'emprise du contrôle de la bureaucratie du Kremlin. Les points marquants de ce processus de dégagement, qui a débuté avec l'insurrection de juin 1953 à Berlin-Est et la grève générale d'août 1953 en France, se sont poursuivis avec la révolution polonaise et la révolution hongroise des conseils (1956), la révolution cubaine victorieuse contre Moscou et son PC, fidèle soutien de Batista. Le Printemps de Prague et la grève générale française en 1968, conjointement à l'Assemblée populaire de La Paz en Bolivie (1970), marquent le tournant d'une situation mondiale que les thèses de fondation de « IV^e Internationale (Centre inter-

national de reconstruction) » caractérisent comme l'ouverture de l'imminence de la révolution. Celle-ci est marquée, entre autres événements d'importance inégale mais exprimant tous le contenu de ce tournant, par la révolution portugaise (1974), la défaite politique de l'impérialisme US avec la victoire de la guerre révolutionnaire au Vietnam, les développements de la révolution palestinienne, l'effondrement de la monarchie iranienne, la montée de la révolution politique en Pologne, la nouvelle période de la lutte des classes en Espagne après la mort de Franco, les élections françaises de 1981 ou la démission de Schmidt en Allemagne, qui en sont la matérialisation.

Bien d'autres événements, d'une portée révolutionnaire, se sont déroulés dans le monde, en Amérique centrale (que nous avons analysés en termes de principe à la Conférence mondiale) et sur tous les continents. L'ensemble de ces événements révolutionnaires, avec les points avancés, les reculs, forment la trame de ce processus mondial de dégagement dont les termes organisationnels les plus développés sont exprimés par la proclamation du PSPP en Pologne, la constitution du Parti des travailleurs au Brésil, le renforcement en France du PCI.

Bien entendu, ce processus n'est en rien uniforme, c'est un processus chaotique, dont il est néanmoins possible de dégager des traits communs pour les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale et de construction de ses sections. »

Le même document indiquait dans son second point :

« La situation politique et économique extraordinairement riche en possibilités explosives et en causes susceptibles de déclencher des explosions révolutionnaires constitue l'arrière-fond d'une situation qui conduit à une crise générale atteignant l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, tous les gouvernements, tous les partis bourgeois et tous les partis ouvriers traditionnels. Il importe, dans ces conditions, que soit systématiquement entrepris à un niveau plus élevé, en relation avec les gains obtenus, le travail de reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de ses sections. (...) »

Pour ces raisons, la tâche principale du point de vue de la reconstruction de la IV^e Internationale et de la construction de ses sections est à l'heure présente d'examiner comment et sous quelles formes transitoires peut s'organiser, sur la base de ce processus de dégagement du contrôle des appareils, le groupement des forces éparses qui se dégagent de la crise du mouvement ouvrier mondial, forces éparses et groupements qui sont loin d'avoir subi les modifications garantissant une démarche et une évolution les dirigeant sur le Programme de transition, donc susceptible de reconnaître l'action des organisations se réclamant du Conseil général de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » et de ses sections nationales. »

Examiner les formes transitoires implique, en ce qui concerne l'Amérique latine, la reconnaissance du fait que le surgissement du PT au Brésil n'est pas le produit de conditions exceptionnelles, mais l'expression particulière au Brésil d'une nécessité présente dans de nombreux pays d'Amérique latine. Il s'agit de la question essentielle de l'indépendance de classe du prolétariat dans des conditions de crise et de faiblesse



Juillet 1979 : le FSLN entre à Managua.

DE RECONSTRUCTION)

de rapport

de la IV^e Internationale et de perte d'influence du nationalisme bourgeois sur la classe ouvrière de ces pays (crise du péronisme, de l'Apra, d'Action démocratique, du PRI, etc., et aussi, crise, dans de nombreux cas, du mouvement syndical).

Le document du Conseil général explicitait :

« C'est dans ce cadre que sur la base de la crise des organisations que les masses reconnaissent encore comme leurs directions, nous devons poser les questions de la construction de sections de la IV^e Internationale. Au Brésil, la constitution du Parti des travailleurs a été basée sur un mouvement de rupture à l'intérieur des syndicats « pelegos », dans la voie de syndicats et d'une centrale syndicale indépendants, mouvement de rupture contre lequel se dresse l'appareil stalinien. C'est là une étape importante sur la voie du combat pour assurer l'indépendance de classe des masses exploitées et opprimées dans le combat contre la dictature, pour la révolution. Nous luttons à l'intérieur du PT en particulier contre les courants procédant directement ou indirectement du stalinisme, qui cherchent à émasculer son caractère de parti indépendant, ce qui aboutirait à la liquidation du PT. Dans ce cadre, comme trotskystes, compte tenu de la nécessité de présenter en toutes circonstances nos propositions d'action, de propagande et d'agitation, en relation avec le combat pour renforcer le caractère de parti ouvrier indépendant du PT, et compte tenu de la liberté actuelle de discussion et de confrontation des positions qui y existent, nous accomplissons notre travail de construction du PT en militants disciplinés.

Pour le Pérou, il nous faut reconnaître le caractère progressif de la Fédération des métallos et des mineurs dans sa recherche du combat pour une politique indépendante de classe pour l'accomplissement des tâches nationales et démocratiques. En 1977, l'accord initié par la Fédération des métallos et des mineurs a constitué un puissant levier d'intervention dans la plus intense lutte des classes au moment de la Constituante. (...)

Abstraitement, pour nombre de pays en Amérique latine (et pas seulement en Amérique latine), la solution la plus favorable pour la construction de partis de la IV^e Internationale eût été l'affirmation de partis indépendants en construction, combinant un travail sur la ligne du front unique et un travail à l'intérieur des organisations centristes, nationalistes petites-bourgeoises. La crise de désagrégation de la IV^e Internationale initiée en 1950-1953 sous les coups du pablisme et ses conséquences sur toutes les organisations se réclamant de la IV^e Internationale impose, pour toute une série de pays latino-américains, de s'orienter dans les tâches de construction de partis de la IV^e Internationale sur la ligne de construction de partis de type PT. (...)

Il est alors nécessaire de réfléchir sur l'expérience de la constitution du PT au Brésil et des leçons nécessaires au combat sur la base de cette orientation dans des pays comme le Mexique, la Colombie, le Pérou, l'Argentine et le Venezuela où cette question est d'une brûlante actualité. (...)

Comprendre le caractère de la situation, la tendance des masses et les possibilités qui s'ouvrent pour faire des pas décisifs dans la voie de



Manifestation à Buenos Aires le 19 avril 1982, au moment de l'agression de l'impérialisme britannique aux Malouines.

la construction des organisations trotskystes exige non seulement que soit abandonné tout esprit de « secte », mais que soit clairement assimilé le fait qu'il n'y aura aucun mouvement objectif qui amènera la classe ouvrière du dégauchement des organisations traditionnelles au parti révolutionnaire.

L'importance du stalinisme

La crise des appareils contre-révolutionnaires se combine, dans de nombreux pays d'Amérique latine, avec le renforcement de plusieurs PC cherchant à fermer la voie au regroupement sur un terrain indépendant de la classe ouvrière.

Une claire appréciation du rôle du stalinisme et un combat acharné contre le gigantesque obstacle qu'il représente sont la condition obligatoire de la lutte pour la construction du parti indépendant de la classe ouvrière.

L'importance du stalinisme ne vient pas de son influence dans le pays, bien que celle-ci soit un élément important à prendre en compte. Au Nicaragua, malgré sa faible influence, via Castro, le stalinisme occupe une place centrale contre les masses et y compris contre le FSLN lui-même.

L'importance du stalinisme provient de son caractère d'agent de la

bureaucratie du Kremlin et qui se présente comme l'héritier d'Octobre 1917. Paradoxalement, sa plus grande faiblesse provient aujourd'hui précisément de ses relations avec la bureaucratie du Kremlin qui apparaît de plus en plus clairement aux yeux de larges secteurs des masses comme une usurpatrice et une caste anti-ouvrière.

Cependant, l'action du stalinisme restera efficace tant que n'existeront pas des partis révolutionnaires de la IV^e Internationale comme partis dirigeants. L'existence et la construction de ces partis exige un combat contre l'influence du stalinisme dans l'avant-garde ouvrière qui, en rupture avec le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois, cherche la voie de son organisation indépendante.

Ce n'est pas un hasard si au Brésil, en Argentine et au Mexique, le stalinisme monte en première ligne pour faire avorter toute tentative de construction d'un parti indépendant. Dans ces pays, les appareils, surtout au Brésil et en Argentine, ont commencé un sérieux travail d'implantation pour barrer la voie au PT et aux Montoneros. Au Chili, le PC a divisé le PS et conserve un étroit contrôle sur le PS de C. Almeyda. Dans tous les pays d'Amérique latine, le combat politique et pratique contre le stalinisme devient l'instrument qui permet de faire progresser le combat

ouvrier et son indépendance de classe.

De ce point de vue, la défense de la révolution politique en Pologne, les campagnes pour les travailleurs polonais, l'exemple de *Solidarité* comme organisation indépendante et l'utilisation massive de l'acte de défense d'Edmund Baluka constituent une arme majeure pour aider notre classe à s'émanciper de la syphilis que représente le stalinisme. Il s'agit de vacciner la classe ouvrière en nous appuyant sur la révolution polonaise, sans abandonner ni affaiblir un seul instant la lutte contre l'impérialisme.

Rien n'illustre mieux, soit dit en passant, la place du Secrétariat unifié par rapport au stalinisme que sa politique générale en Amérique latine consistant en la subordination complète à la politique de Castro dans la région. Il ne s'agit pas seulement du SWP, qui, dans sa rupture avec la IV^e Internationale et le SU, défend ouvertement le stalinisme (de Staline à Fidel, pourrions-nous ajouter). Le SU lui-même alimente ce cours en se refusant à toute campagne véritable en défense de la révolution politique polonaise en Amérique latine et en caractérisant le principal soutien de Jaruzelski sur le continent comme un authentique révolutionnaire.

Mais revenons au stalinisme. Sa politique, dans la majorité des pays,

consiste en la défense ouverte des formes actuelles de domination de classe de la bourgeoisie, quelles qu'elles soient, « démocratiques » ou fascistes.

Au Salvador, le PC a pris en charge la participation à la junte militaire pour empêcher la crise révolutionnaire. Quand la guerre civile éclate, le PC tourne et participe à la guérilla pour entraver son développement depuis l'intérieur (l'action du PC a été primordiale dans le lancement de la fameuse « offensive finale » qui a fourni un répit au régime pourri de la démocratie chrétienne).

En Bolivie, la participation gouvernementale est utilisée pour désarmer l'action des masses et ce n'est pas un hasard si le ministère des Mines se trouve entre ses mains. Il en résulte symptomatiquement que la crise ministérielle qui a vu le MIR prendre ses distances vis-à-vis de Siles Suazo, a trouvé dans le PC un allié de ce dernier.

En Argentine, la débâcle de la dictature est telle que le PC a pris quelques distances vis-à-vis du gouvernement dans l'objectif de pouvoir se construire en bloquant la voie aux Montoneros. Il s'agit là de quelques exemples qui illustrent de façon variée, mais sur une même ligne fondamentale, la politique contre-révolutionnaire du stalinisme. (...)

LE SWP CONDUIT A LA DESTRUCTION PAR SA DIRECTION

L'enjeu

DANS le précédent numéro de *Tribune internationale-La Vérité*, nous avons publié de larges extraits du discours fait le 31 décembre 1982 par Jack Barnes, secrétaire national du Socialist Workers Party des Etats-Unis. Rappelons que ce discours, intitulé « *Leur Trotsky et le nôtre* », était public, prononcé devant 1 200 personnes, dont nombre n'étaient pas membres du SWP (1).

Nous avons attendu pour publier ce document dont l'importance politique n'échappe à personne. Il n'a pas été reproduit par le SWP. Mais aucun commentaire n'ayant été fait par la direction du SWP, aucun démenti du contenu du texte n'ayant été exprimé à l'occasion de la publication d'extraits de ce discours aux Etats-Unis, force est de constater que la direction du SWP dans son ensemble (dont la responsabilité était naturellement engagée, puisque l'auteur de ce discours public est le principal dirigeant du parti) reprend de fait, à son compte, le contenu politique de ce discours. Contenu qui ne constitue pas une surprise pour qui a suivi la dégénérescence politique de la direction du SWP mais qui constitue néanmoins un développement de caractère qualitatif dans cette voie.

Un élément important quant à l'appréciation de la portée de ce discours aurait été une prise de position, publique elle aussi, du Secrétariat unifié auquel le SWP est politiquement associé (2). Pour le Secrétariat unifié, à cette étape — publiquement, du moins — ce discours n'a jamais été prononcé. C'est le silence.

Il revient à *Tribune internationale-La Vérité*, dans le cadre du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale dont il est l'instrument, d'intervenir en fonction même de la gravité de l'enjeu.

De quoi s'agit-il en effet ? De l'accélération d'un processus de destruction du SWP comme organisation trotskyste, du fait du cours ouvertement anti-trotskyiste de sa direction précisée et amplifiée aujourd'hui par les prises de position publiques de son principal dirigeant.

Et chacun sait que le SWP des Etats-Unis constitue une organisation qui, du point de vue du combat pour la construction de partis révolutionnaires, sections de la IV^e Internationale, présente une importance toute particulière. Et cela, non seulement à cause de la place stratégique occupée par le

prolétariat des Etats-Unis dans la lutte des classes mondiale — et donc de l'existence d'une organisation trotskyste dans ce pays, forteresse de l'impérialisme mais aussi terrain de l'action d'une classe ouvrière dont le rôle est central pour tout l'avenir de l'humanité — mais aussi compte-tenu de la place que le SWP a occupée dans l'histoire de la IV^e Internationale et de sa crise.

L'enjeu, par rapport auquel devront se définir courants et organisations qui affirment se réclamer de la IV^e Internationale, est le suivant : ou laisser s'accomplir la liquidation radicale d'une organisation qui a exprimé pendant des décennies (quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur tel ou tel aspect de son orientation) la continuité du combat pour le programme de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, ou s'opposer effectivement à cette liquidation.

Et cela implique tout autre chose que des manœuvres diplomatiques, des considérations de prestige ou des mesures administratives. Cela exige l'organisation de la plus large discussion internationale permettant le rassemblement des forces trotskystes aux Etats-Unis mêmes et à l'échelle internationale contre les dirigeants liquidateurs du SWP.

En effet, si l'on se réfère à l'image fameuse de Trotsky lors du débat qui opposa Léon Trotsky, James P. Cannon et la direction du SWP au courant révisionniste animé par Shachtman et Burnham, « de l'égratignure au danger de gangrène », c'est cette fois d'une gangrène développée au point où une opération chirurgicale est la seule chance de salut, qu'il faudrait parler.

Les positions développées par Jack Barnes constituent plus qu'un processus révisionniste de remise en cause de tel ou tel aspect du programme de la IV^e Internationale. Elles constituent un ensemble cohérent de positions anti-trotskyistes visant explicitement le programme de la IV^e Internationale en son cœur même, visant à dénier toute légitimité au combat de Trotsky et à la lutte pour la IV^e Internationale.

Luis Favre

(1) Voir *Tribune internationale-La Vérité* n° 15.

(2) Les lois réactionnaires américaines interdisent au SWP d'être formellement affilié à une organisation internationale.

LE SWP CONDUIT A LA DESTRUCTION PAR SA DIRECTION

Le contenu du discours de Jack Barnes

Le grand révolutionnaire américain James P. Cannon, l'un des fondateurs du SWP, auparavant dirigeant du Parti communiste américain dans les années qui suivirent la révolution russe, et qui avait rejoint le combat de Trotsky contre le stalinisme et la bureaucratie dès 1928, prononçait à New York, le 22 août 1941, un discours.

C'était à l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline. C'était en pleine guerre, alors que James P. Cannon et d'autres dirigeants du SWP étaient poursuivis devant les tribunaux pour leur opposition à « leur » impérialisme et qu'ils allaient bientôt être emprisonnés. Cannon disait alors :

« C'est confiants que nous nous présenterons à notre procès, car nous, trotskystes, n'avons pas de doute quant à notre tâche historique, quant à la destinée de notre classe qui sera victorieuse... »

Et après avoir expliqué : « Ici, aux Etats-Unis, depuis 1928, nous avons combattu sous le drapeau de Trotsky... Et aujourd'hui, il est clair pour tous, amis et ennemis, des deux côtés de la barricade de classe, que le mouvement fondé dans ce pays il y a 13 ans sur le programme de Léon Trotsky constitue le mouvement bolchevique véritable, celui qui demeure fidèle à la révolution russe d'Octobre 1917, à ses dirigeants et à ses principes », James P. Cannon concluait : « Le futur appartient à la IV^e Internationale sur les drapeaux de laquelle figure le nom de Léon Trotsky. »

Le langage de Barnes...

Deux langages, deux mondes pourrait-on dire, mais surtout deux positions politiques totalement opposées et radicalement inconciliables.

Pour Jack Barnes, s'il faut liquider jusqu'au nom de « trotskysme », ce n'est pas seulement que Jack Barnes — après d'autres — découvre que le trotskysme est « dépassé ». Pour lui, le combat de Trotsky n'a jamais eu de légitimité. Il explique en effet (et c'est sa seule allusion à la lutte de l'Opposition de gauche) : « En tentant de combattre la direction opportuniste prise par Staline, Trotsky a tordu le bâton à gauche... »

Et à partir de là, « nous (les trotskystes) avons été écartés de l'axe du Komintern comme tels ».

C'est-à-dire que pour Barnes, le combat de Trotsky contre « la direction opportuniste prise par Staline », en fait contre la dégénérescence bureaucratique et ses conséquences contre-révolutionnaires en URSS et à l'échelle de la lutte des classes mondiale, ne constitue pas la défense et la préservation de la continuité des enseignements de la révolution russe et de la constitution de l'Internationale communiste.

Pour Barnes — comme pour tous

ceux qui se sont ralliés ou adaptés à la bureaucratie stalinienne —, c'est donc une imposture de Trotsky et de ses partisans d'avoir choisi le nom de « bolcheviks-léninistes » pour leur tendance.

Une capitulation devant le stalinisme

Mais ce « cours anti-trotskyiste » lui-même ne tombe pas du ciel. Il ne procède pas d'une pure élaboration



Trotsky lisant *The Militant*, le journal du SWP.

...et celui de Léon Trotsky

Comment Léon Trotsky définissait-il la base programmatique de son action : « La question du programme est à son tour inséparable de celle de deux théories opposées : la théorie de la révolution permanente et la théorie du socialisme dans un seul pays. »

Que dit Barnes de la théorie de la révolution permanente ? : « La révolution permanente... n'est pas une généralisation correcte ou adéquate, ni une généralisation qui ne pose plus de problèmes qu'elle n'en résout à l'égard de notre programme. Notre programme est la continuité du communisme, comme il l'est, vu au travers du Komintern, au travers des documents de fondation essentiels de notre mouvement... »

Et plus loin : « Nous obtiendrons plus, beaucoup plus en diminuant la place de la révolution permanente, en montrant, à mon avis, que celle-ci n'est ni correcte ni utile en tant que terme général pour définir notre programme. »

La théorie de la révolution permanente est donc fausse et inutile.

Laissons encore la parole à Trotsky. En 1937, dénonçant les mensonges policiers des procès staliniens, Trotsky écrit : « Le tribunal de Moscou m'a accusé non de "trotskysme", non en d'autres termes, de défendre le programme de la révolution permanente. »

Pour Trotsky, le programme de la IV^e Internationale (le « trotskysme ») et la théorie de la révolution permanente sont indissociables.

C'est ce programme que Jack Barnes et la direction du SWP attaquent ouvertement. C'est au compte de ce cours explicitement anti-trotskyiste que le SWP est mené à sa destruction. C'est au compte de ce cours anti-trotskyiste que la direction du SWP reprend (comme nous le démontrons dans un autre article) les arguments les plus éculés des propagandistes du stalinisme, utilisant, comme l'expliquait déjà Trotsky, « les divergences épisodiques entre Lénine et Trotsky » (avant 1917) pour attaquer la théorie de la révolution permanente, le programme de la révolution mondiale.

intellectuelle de Barnes ou d'autres. Cette resucée d'une vieille idéologie sert une politique. Il y a ce que Barnes dit dans son discours, et il y a ce dont il ne parle pas dans une conférence portant sur Trotsky et le trotskysme.

Est-ce un hasard si la question de la nature de la bureaucratie stalinienne n'est même pas évoquée ? Si la question du rôle contre-révolutionnaire mondial du stalinisme n'est pas mentionné ? Si la Pologne a disparu ?

A partir de là, la formule employée par Barnes prend tout son sens : « La perspective (des directions des partis communistes cubain et salvadorien) d'une fusion des forces qui luttent dans ce but, pour construire des partis d'une nouvelle avant-garde, est la source, à notre avis, d'un nouveau mouvement mondial. »

Ce « nouveau mouvement mondial » (qui implique la liquidation des organisations trotskystes) est conçu en relation avec le prétendu « mouvement communiste mondial », c'est-à-dire en fait avec l'appareil contre-révolutionnaire international du stalinisme.

La direction cubaine — présentée comme authentique direction révolutionnaire à l'échelle mondiale, malgré sa soumission à ce niveau à la bureaucratie du Kremlin — n'est que l'anneau saisi par la direction du SWP pour mener à une capitulation sans ambiguïté devant le stalinisme.

Au sein même du SWP, des forces s'opposent à ce cours, se réclamant des enseignements de Trotsky et de Cannon, de l'expérience même du SWP. Mais il ne s'agit pas d'une lutte dont les enjeux sont nationaux et une action efficace pour sauvegarder la continuité organisée de la IV^e Internationale aux Etats-Unis exige le déploiement international de cette bataille.

Personne ne pourra faire l'économie d'un retour aux sources politiques de la dégénérescence du SWP, aux problèmes les plus fondamentaux de la crise de la IV^e Internationale.

(1) Toutes les citations du discours de Barnes viennent des extraits publiés dans *Tribune internationale* n° 15.

François Forgeux

LE SWP CONDUIT A LA DESTRUCTION PAR SA DIRECTION

Les « théoriciens » du SWP contre le bolchevisme

« Communiste sera notre nom commun, le nom des partis qui vont être formés, pour la même raison qu'il l'a été pour le Manifeste communiste, pour la même raison que les bolcheviks changèrent de nom et les Cubains choisirent le leur. Il sera un héritage commun auquel les grands révolutionnaires s'intégreront, et que chacun, venant de divers points de vue, fera sien. Le terme même de trotskysme, je le prédis, plus aucun de nous ne l'utilisera pour se définir avant la fin de la décennie. » Ainsi Jack Barnes conclut-il son discours. Et cette conclusion a le mérite de la clarté. Le nom même de trotskysme doit être effacé, sacrifié à la constitution des « nouveaux partis qui vont être formés ».

Le discours de Jack Barnes n'éclate certes pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. On se rapportera utilement à l'article « Le SWP, un parti conduit à sa destruction par sa direction », paru dans Tribune internationale-La Vérité n° 8, d'octobre 1982, pour constater le développement de la dégénérescence politique de la direction du SWP, illustrée par des citations qu'il n'est pas possible de reprendre ici.

Comme toujours quand un courant politique s'attaque aux principes et aux bases programmatiques du combat pour la révolution prolétarienne, il est amené à forger une justification idéologique.

La direction du SWP n'a pas échappé à cette règle et son offensive liquidatrice s'est accompagnée d'une remise en cause des enseignements de la révolution russe, entamée par Doug Jenness dans un article intitulé « Comment Lénine voyait la révolution russe », qui postule qu'il existait avant 1917 deux conceptions de la révolution russe : celle des men-

cheviks et celle de Lénine qui fut totalement confirmée.

Dans une réponse, Ernest Mandel, dirigeant du Secrétariat unifié, remarquait à juste titre qu'il existait « trois conceptions de la révolution russe » et que c'était d'ailleurs là le titre d'un article de Trotsky généralisant les enseignements de la révolution russe.

Mais apparemment, pour Ernest Mandel, il s'agissait d'un débat limité à l'interprétation de faits historiques, et il ne s'interrogeait pas sur les motifs politiques de l'amnésie de Doug Jenness.

Des « critiques » qui ne sont pas nouvelles

Ce dernier a, depuis, mis les points sur les « i ». Il a publié un second article, intitulé « Notre continuité avec le bolchevisme », qui présente les positions de Lénine et de Trotsky comme frontalement opposées, celles de Trotsky étant marquées par sa

sous-estimation de la paysannerie et sa tendance à négliger la nature démocratique bourgeoise des tâches que la révolution russe avait à résoudre.

Il n'y a guère d'originalité dans ces reproches. Trotsky notait déjà que « les divergences entre Lénine et moi sur la question paysanne ont été inventées de façon malveillante par la clique bureaucratique dirigeante après la mort de Lénine, afin de combattre les idées de Lénine que j'essayais de défendre ».

Écoutons maintenant Doug Jenness : « En rejetant l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie comme un tout, Trotsky tendait à dissoudre la révolution démocratique-paysanne dans la lutte de classe du prolétariat contre le capitalisme. L'absence d'une démarche transitoire de la part de Trotsky laissait en fait le prolétariat sans guide quant à comment avancer sur sa route historique vers l'expropriation des exploités... »

Ce furent les bolcheviks qui établirent une stricte différenciation entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste. En accomplissant la première, ils ouvraient la porte à la transition vers la seconde. C'était la seule politique qui fût marxiste et révolutionnaire. »

En réalité, la conclusion de la théorie de la révolution permanente en ce qui concerne la révolution russe, c'est que les tâches démocratiques bourgeoises centrales de cette révolution ne seraient réglées que par la prise du pouvoir par le prolétariat.

« Un produit accessoire de la révolution prolétarienne »

Quelle divergence quant au fond avec les conclusions de Lénine expliquant : « Nous avons résolu les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise en passant, en cours de route, comme un produit accessoire de notre principale et véritable action révolutionnaire, prolétarienne, socialiste. Les réformes démocratiques bourgeoises — nous l'avons dit et nous l'avons prouvé par nos actes — sont un produit accessoire de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. » (Œuvres, tome 33, page 46) ?

Lénine, aux yeux de Doug Jenness, n'effacerait-il pas, tout comme Trotsky, la « stricte différenciation » entre révolution démocratique bourgeoise et révolution socialiste ?

Doug Jenness, Basmanov et Léo Figuères

Il est intéressant de faire un parallèle entre l'article de Jenness et les publications contemporaines de valets de plume de la bureaucratie stalinienne, par exemple l'ouvrage d'un certain Basmanov « Lutte contre le trotskysme, pages d'histoire », édité par Moscou, ou celui d'un dirigeant du PCF (Parti communiste français), Léo Figuères (édité en 1969) : « Le trotskysme, cet anti-léninisme ».

D. Jenness affirme : « Un autre désaccord concernant le rôle et le poids de la paysannerie dans la révo-

lution : Trotsky insistait avant tout sur l'arriération des paysans, dévalorisant le rôle qu'ils pouvaient jouer dans la révolution. »

Pour Basmanov, « la théorie de la révolution permanente déprécie le rôle de la paysannerie comme force capable d'intervenir de concert avec la classe ouvrière dans la lutte contre le régime tsariste ».

Quant à Figuères, il assure que « Trotsky ne comprit jamais le caractère essentiel de la question agraire, question cruciale de la révolution ».

En réalité, renchérit Jenness, il existait une « divergence bien plus profonde à propos de l'approche politique prolétarienne à l'égard des masses paysannes et du poids de la révolution paysanne dans la lutte pour renverser le tsarisme... »

Approbation de Basmanov, pour qui Trotsky « méconnaissait les prémisses existant dans la réalité pour rallier autour de la classe ouvrière les larges masses laborieuses ».

Pour Figuères, « Trotsky ne veut pas que le prolétariat s'attarde à résoudre les tâches démocratiques bourgeoises », et pour Jenness, « Trotsky tendait à dissoudre la révolution démocratique paysanne dans la lutte de classe prolétarienne contre les capitalistes ».

Troublante similitude quant au fond et quant à la forme. La continuité avec le bolchevisme dont se réclame Doug Jenness est en fait la continuité avec la campagne contre les enseignements du bolchevisme, menée et poursuivie par les défenseurs de la bureaucratie, au nom de ses intérêts contre-révolutionnaires.

L. F.

Une « Internationale centralisée » ?

La publication de l'article de Doug Jenness (« Notre continuité avec le bolchevisme »), dont certains aspects ont été examinés dans ces pages, a conduit Ernest Mandel, dirigeant du Secrétariat unifié, à écrire une longue réponse : « Défense de la révolution permanente » (1).

Arrêtons-nous sur sa conclusion : faisant allusion à un article du Militant (l'hebdomadaire du SWP) qui contenait la phrase suivante : « Beaucoup d'ouvriers savent qu'une lutte se déroule dans le monde entre deux systèmes économiques : le capitalisme et le socialisme », Ernest Mandel reprend : « Peut-être s'agit-il d'un simple écart de plume sans lendemain. De nouveau, espérons-le ! Mais notons quand même que c'est le camarade D. Jenness lui-même qui est rédacteur en chef du Militant. Il nous a habitués à plus de vigilance "léniniste"... »

Une égratignure...

Puis Mandel enchaîne : « Si nous provoquons ainsi le camarade Doug Jenness, ce n'est ni par hostilité ni par un souci de dessiner le diable sur

le mur, comme le dit le proverbe allemand. C'est parce que nous croyons qu'il est du devoir de la IV^e Internationale, de tous les cadres et militants marxistes révolutionnaires de tirer le signe d'alarme, d'avertir franchement qu'à leurs yeux, une égratignure risque de se gangrener.

Notre polémique n'a qu'un seul but : sauver le SWP pour le marxisme révolutionnaire, pour la révolution américaine, pour la révolution mondiale. Mais il ne sera sauvé que s'il arrête à temps la marche de certains de ses dirigeants vers une rupture avec le trotskysme.

Et que le « monde extérieur » qui nous regarde et nous observe juge bien ainsi l'évolution de Doug Jenness, voilà ce qui ressort de la citation suivante de l'hebdomadaire américain, jadis pro-stalinien et toujours anti-trotskyiste, The Guardian : « Le SWP jette discrètement par-dessus bord une partie de son héritage trotskyste... »

...ou la gangrène ?

Reconnaissons à Ernest Mandel un don peu commun pour ne pas dramatiser les choses. « Ecart de plume » ? Peut-être considère-t-il

comme une simple intempérance de langage le passage suivant du discours de Barnes : « 80 % de ceux qui à l'échelle mondiale se réclament du trotskysme... sont des sectaires sans espoir et irrécupérables. » Comme de toute évidence, dans la comptabilité de Jack Barnes et du Secrétariat unifié, les forces associées à celui-ci ne sauraient se limiter à 20 % de ceux qui « dans le monde se réclament du trotskysme », c'est la majorité du Secrétariat unifié et de sa direction qui est ici visée.

Il est vrai qu'Ernest Mandel pratique avec brio l'art de l'"understatement" (considérer le rejet de la théorie de la révolution permanente comme une « égratignure » aurait sans doute divertit Trotsky !). Mais enfin, malgré les formules prudentes et les circonvolutions embarrassées, il constate qu'à son avis, le SWP est en péril.

Mais alors, une question se pose : qu'a fait le Secrétariat unifié pour « sauver le SWP » ? Car enfin il ne s'agit pas de la « IV^e Internationale » en général et des « militants marxistes révolutionnaires ». Le SWP est politiquement associé à un regroupement international précis, le

Secrétariat unifié, qui affirme qu'il est régi par les règles du centralisme démocratique à l'échelle internationale, qu'il constitue une véritable Internationale centralisée.

Polémiquant avec les conceptions qui ont toujours été les nôtres dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale comme organisation unifiée et centralisée sur la base de son programme de fondation, Ernest Mandel affirmait que le Secrétariat unifié pratiquait à l'échelle internationale le centralisme démocratique, et écrivait :

« Pour tout ce qui concerne l'orientation, la tactique et l'action INTERNATIONALES (souligné dans le texte original), les organes de direction internationale ont droit de décision et les sections nationales doivent appliquer ces décisions prises après discussion démocratique préalable... »

Trotskysme et révisionnisme sont incompatibles

Fort bien... Mais les faits sont têtus. Et le réquisitoire le plus accablant qui se puisse prononcer contre la prétention du Secrétariat unifié à

être la « direction » d'une « Internationale centralisée », c'est bien sa totale inertie devant le développement, dans l'une des principales organisations (dont, comme formation internationale, elle a la responsabilité), d'une orientation et d'une pratique dont le Secrétariat unifié lui-même est contraint de reconnaître qu'elles sont contraires sur des points essentiels à l'orientation internationale du Secrétariat unifié.

Il faudra aller plus loin, car la discussion, inexorablement, soulèvera la question des conditions politiques qui ont permis la croissance de l'anti-trotskysme au sein du SWP, les conditions politiques internes au SWP mais aussi les conditions politiques à l'échelle internationale.

« Trotskysme et révisionnisme sont incompatibles », avons-nous maintes fois affirmé. La situation dramatique du SWP est une cruelle confirmation du fait que ce n'est qu'au travers de la rupture avec le révisionnisme qui a disloqué la IV^e Internationale dès 1950-1953, que peuvent s'affirmer les bases de sa reconstruction.

F. F.

(1) « Quatrième internationale » n° 10.

La Commune de Paris

ENTRE 1866, date de la victoire de la Prusse sur l'Autriche, et 1870, Marx avait parfaitement compris que le développement concurrentiel et antagonique du capitalisme en Allemagne et en France, et les politiques agressives et expansionnistes de Napoléon III et de Bismarck conduisaient à une déflagration militaire de grande envergure en Europe.

Face à cette situation, la I^{re} Internationale devait, à tout prix, faire prévaloir les intérêts du prolétariat européen sur les antagonismes opposant la bourgeoisie française à la bourgeoisie allemande.

Contrairement à Bakounine, éperdu par le « francophile », et aux lassaliens, asservis à la politique prussienne, Marx dénonce, au nom du Conseil général de l'Internationale, le bellicisme du Second Empire français et l'aventurisme non moins belliciste du chancelier Bismarck, démontrant que le second se nourrit du premier.

La guerre franco-allemande

Au moment où la guerre éclate (juillet 1870), Marx rédige et publie, au nom de l'Internationale, une adresse dans laquelle il dénonce l'agression de Napoléon III contre la Prusse, tout en précisant : « *Du côté allemand, la guerre est une guerre de défense. Mais qui a mis l'Allemagne dans la nécessité de se défendre ? Qui a permis à Louis Bonaparte de lui faire la guerre ? La Prusse ! C'est Bismarck qui a conspiré avec ce même Louis Bonaparte afin d'écraser l'opposition populaire à l'intérieur et d'annexer l'Allemagne à la dynastie des Hohenzollern.* »

Marx coordonne, dans une intense activité, les manifestations d'opposition à la guerre, tant en France (Paris, Neuilly-sur-Seine, Lyon, Marseille), qu'en Allemagne (Berlin, Brunswick, Chemnitz). Il est en mesure de déclarer : « *Tandis que la France et l'Allemagne officielles se précipitent dans une lutte fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et d'amitié. Ce fait unique, sans précédent dans l'histoire du passé, ouvre la voie à un avenir plus lumineux. Il prouve qu'à l'opposé de la vieille société, avec ses misères économiques et son délire politique, une nouvelle société est en train de naître... Le pionnier de cette nouvelle société c'est l'Association internationale des travailleurs.* »

Certes, la I^{re} Internationale n'a pas réussi à empêcher le déclenchement de la guerre de 1870. Mais à la différence de ce qui devait se passer le 4 août 1914 pour la II^e Internationale, elle ne s'est pas effondrée face à la guerre, et elle a su conserver, grâce à son Conseil général et à la fermeté de Marx, sa capacité d'initiative politique au service du prolétariat.

Immédiatement après la défaite française de Sedan et l'effondrement du régime bonapartiste (4 septembre 1870), Marx lance une seconde adresse du Conseil général de l'Internationale pour la paix immédiate avec la République française et il approuve, sans réserve, le Manifeste du Parti ouvrier social-démocrate allemand se prononçant énergiquement contre l'annexion par Bismarck de l'Alsace-Lorraine.

Bref, Marx a su, à la tête du Conseil général de l'Internationale, faire prévaloir, dans les conditions les plus difficiles, l'internationalisme prolétarien sur le chauvinisme de la

Dans nos articles précédents, nous avons rendu compte de l'itinéraire politique et intellectuel de Marx. Nous avons décrit sa rencontre avec la classe ouvrière en train de se doter de ses organisations de combat, sa découverte de la nécessité du parti ouvrier révolutionnaire mondial, sa participation, avec Engels, à la révolution de 1848.

Nous avons ensuite traité de son analyse du bonapartisme, comme forme particulière de l'Etat bourgeois, et de sa participation dirigeante à la fondation et au développement de la I^{re} Internationale.

Il s'agit maintenant de rappeler le rôle éminent de Marx et d'Engels au moment du plus grand événement révolutionnaire du XIX^e siècle, à savoir la Commune de Paris.

France bonapartiste et de l'Allemagne bismarckienne. A aucun moment, son rôle de dirigeant du mouvement ouvrier révolutionnaire ne s'est exprimé d'une manière aussi éclatante que dans cette période qui englobe la guerre et la Commune de Paris.

L'insurrection parisienne (18 mars - 28 mai 1871)

L'effondrement du Second Empire a abouti, comme Marx l'avait prédit dès 1852 dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, à la révolution prolétarienne. Plus circonstancié, les épreuves subies par le peuple de Paris durant le siège de la ville par l'armée allemande (hiver 1870-1871) et le développement de la lutte entre le prolétariat désireux de combattre les envahisseurs, et la bourgeoisie décidée à pactiser avec eux pour le maintien de l'« ordre social », ont conduit à l'explosion révolutionnaire qui a pris la

forme de la Commune de Paris, accompagnée d'ailleurs par d'autres insurrections communales à Lyon, Limoges, Toulouse, Narbonne, et dans d'autres villes de France.

Mais Marx avait écrit, précisément en 1852, que dans un pays à majorité rurale, « *le solo de la classe ouvrière ne tarderait pas à se transformer en chant funèbre* ». De fait, les communes provinciales furent rapidement écrasées par les forces armées de la bourgeoisie, et la Commune de Paris se trouve seule en face des capitalistes et des propriétaires terriens français, appuyés par les armées allemandes campant victorieusement sur toute la partie septentrionale du pays.

C'est pourquoi Marx met en garde les Parisiens de l'Internationale contre une insurrection prématurée, pouvant donner à la bourgeoisie l'occasion d'une répression encore plus terrible que celle des journées de juin 1848.

Cependant, dès que l'insurrection éclate, Marx, et Engels qui siège au Conseil général depuis quelques mois, s'en font les défenseurs inconditionnels tant par leurs analyses diffusées dans toutes les organisations de l'Association internationale des travailleurs que par les mesures pratiques qu'ils mettent en œuvre au service des communards.

Des calomnieurs et des falsificateurs ont tenté, à diverses reprises, d'opposer la Commune de Paris à Marx et au marxisme. Il est vrai que le Conseil de la Commune était composé d'une majorité de blanquistes et d'une minorité de membres de l'Internationale dont la plupart étaient proudhoniens. Seul, parmi eux, Léo Frankel pouvait se réclamer des idées de Marx.

A quoi il convient de répondre que les révolutions ne se produisent pas comme la mise en application d'un programme établi à l'avance. Elles surgissent lorsqu'une conjonction de données de base et de circonstances détermine l'explosion sociale, et ce ne sont pas les idées de leurs participants qui en caractérisent la nature et le contenu historique.

C'est ce qu'exprimait parfaitement Engels dans une lettre à Sorge : « *L'Internationale n'a pas bougé d'un doigt pour faire la Commune... mais celle-ci est indubitablement l'enfant naturel de l'Internationale.* » A l'époque, la bourgeoisie ne s'y était pas trompée, en prolongeant le massacre des communards par une persécution et une répression de dix années contre les militants de l'Internationale, à travers toute l'Europe.

Les leçons de la Commune

Issue de tout le mouvement révolutionnaire du XIX^e siècle, la Commune de Paris a revêtu et s'est dépassée dans la révolution mondiale commencée en Russie en 1917, et continuée de nos jours. Cette continuité tenant au développement de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est Marx qui en a, le premier, donné une expression scientifique incomparable dans *La Guerre civile en France* (1871), à savoir dans l'Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, publiée à Londres le 30 mai 1871.

Deux jours après la fin de la Semaine sanglante, Marx caractérise la Commune comme la première manifestation de l'Etat ouvrier, de l'Etat de la dictature du prolétariat, d'un Etat qui organise son propre dépérissement : « *La Commune fut composée de conseillers municipaux élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être, non pas un organisme parlementaire, mais un corps*

agissant, exécutif et législatif à la fois.

Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut dépouillée de ses attributs politiques et transformée en instrument de la Commune, responsable et à tout moment révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'en bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée par un salaire d'ouvrier.

En analysant dans la Commune de Paris la liquidation de l'ancien appareil d'Etat s'élevant en prétendant s'élever au-dessus de la société, en observant comment la vieille institution communale, d'origine bourgeoise, avait été transformée par les Communards en instrument du pouvoir prolétarien, en découvrant le processus de dépérissement de l'Etat organisé par cet Etat anti-Etat que fut la Commune, Marx a parachevé sa conception de la dictature du prolétariat, en germe depuis 1848.

C'est donc bien l'expérience historique, la participation à la lutte des classes, au moment crucial de la Commune de Paris, qui ont permis au socialisme scientifique d'aboutir à la théorie marxiste de l'Etat, n'en déplaise aux « politologues » bourgeois et stalinien prétendant qu'une telle théorie fait défaut au marxisme.

Les soviets, nés au cœur de la révolution russe de 1905, reprendront et amplifieront l'héritage de la Commune de Paris : nature ouvrière des élus, leur révocabilité, leur rétribution par un salaire d'ouvrier.

La dégénérescence réformiste de la II^e Internationale ayant abouti à la faillite de 1914, puis la dégénérescence stalinienne du Parti bolchevique, de l'Etat de l'URSS et de la III^e Internationale à partir de la période de 1923-1927 montrent rétrospectivement la justesse des enseignements de Marx : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », et « *l'antithèse directe de l'Empire fut la Commune* ».

« *Si le prolétariat de Paris avait fait la révolution de 1848 au cri de « Vive la république sociale ! », ce cri n'exprimait guère qu'une vague aspiration à une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même. La Commune fut la forme positive de cette république.* »

Ainsi, pour Marx, la Commune de Paris fut, à tous égards, le moment crucial. Elle le confirma dans sa conception du parti révolutionnaire international comme instrument indispensable de la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie, et elle l'orienta vers ce qui devait être, après sa mort, la II^e Internationale.

Elle lui permit de comprendre pleinement la nature de l'Etat ouvrier, de l'Etat de la dictature du prolétariat, comme moyen de domination des travailleurs sur les résidus des anciennes classes dirigeantes et privilégiées, organisant son propre dépérissement dans la marche à la société sans classe et sans Etat du communisme.

Lénine, dans *L'Etat et la Révolution* (1917), Trotsky, dans *La Révolution trahie* (1936) développeront, dans un contexte qui reste celui de notre temps, les enseignements tirés par Marx de la Commune de Paris.

13 juin 1983,
Pierre Fougeyrollas

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 44 LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ N° 44

COMMUNE DE PARIS

CITOYENS,

Votre Commune est constituée.

Le vote du 26 mars a sanctionné la Révolution victorieuse.

Un pouvoir lâchement agresseur vous avait pris à la gorge : vous avez, dans votre légitime défense, repoussé de vos murs ce gouvernement qui voulait vous déshonorer en vous imposant un roi.

Aujourd'hui, les criminels que vous n'avez même pas voulu poursuivre abusent de votre magnanimité pour organiser aux portes même de la cité un foyer de conspiration monarchique. Ils invoquent la guerre civile ; ils mettent en œuvre toutes les corruptions ; ils acceptent toutes les complicités ; ils ont osé mendier jusqu'à l'appui de l'étranger.

Nous en appelons de ces menées exécrables au jugement de la France et du monde.

CITOYENS,

Vous venez de vous donner des institutions qui défont toutes les tentatives.

Vous êtes maîtres de vos destinées. Forte de votre appui, la représentation que vous venez d'établir va réparer les désastres causés par le pouvoir déchu : l'industrie compromise, le travail suspendu, les transactions commerciales paralysées, vont recevoir une impulsion vigoureuse.

Dès aujourd'hui, la décision attendue sur les loyers ;

Demain, celle des échéances ;

Tous les services publics rétablis et simplifiés ;

La garde nationale, désormais seule force armée de la cité, réorganisée sans délai.

Tels seront nos premiers actes.

Les élus du peuple ne lui demandent, pour assurer le triomphe de la République, que de les soutenir de sa confiance.

Quant à eux, ils feront leur devoir.

Hôtel-de-Ville de Paris, le 29 mars 1871.

LA COMMUNE DE PARIS.

3 IMPRIMERIE NATIONALE. — Mars 1871.

Tribune libre

Fédération nationale des travailleurs des mines et de la métallurgie

PEROU

AVEC la participation de 60 bases minières représentées par plus de 152 délégués, la Fédération nationale des travailleurs des mines et de la métallurgie du Pérou a tenu avec succès son XXVII^e plénum national les 26, 27 et 28 mai dans la ville de Lima, avec la présence d'une large délégation de notre centrale syndicale, la CGTP.

L'accord le plus important du XXVII^e plénum a été d'appeler à la grève nationale illimitée des mineurs à partir du 22 juin, pour exiger la solution immédiate au grave problème que traversent les syndicats des mines Canariás, Aguila, Cata Acari et Cobre Chapi, qui depuis un an, 4 et 6 mois, poursuivent leur lutte héroïque pour la stabilité de l'emploi, dans laquelle ont d'ores et déjà perdu la vie 24 hommes, femmes et enfants, dont la responsabilité repose sur le gouvernement en raison de son manque total de sensibilité à ces justes revendications qui sont celles de tout le prolétariat des mines. Il existe un ensemble de professions dont les travailleurs se trouvent sans salaire depuis plusieurs mois et ont été abandonnés par les patrons : Santo Toribio, Cecilia, Laura,

Machcan, Machaynioc, Posco, Chuvilca, etc.

Contre les fermetures de mines et pour la défense des revendications (1)

Notre grève nationale illimitée se fera aussi contre les fermetures de mines et pour la défense de la stabilité de l'emploi menacée dans d'autres bases de la fédération ; pour le juste règlement des cahiers de revendications en cours (Atacocha, Chicrin, Milpo, Huanzala, Arcata, San Vicente, Condestable, Arenera La Molina, les employés de Raura, etc.), pour l'application toute l'année et sans restriction du cahier de revendications, pour l'abrogation du DS 017 qui restreint ce droit conquis, et pour l'annulation de toute la législation anti-ouvrière : DS 036-83-PCM, DL 22126, 21462 et autres.

Pour la satisfaction immédiate des revendications des travailleurs de la Southern, de Minerio Peru, de Sider Peru, Centromin Peru et Hierro Peru ; pour la libération immédiate de nos camarades mineurs emprisonnés, frauduleusement accusés de « terrorisme » : Virgilio Ureta (Mina Huanzala), Bernardino Huyua, Alejandro Rayme et Jesus Huaman (Minas Canaria) ; pour l'arrêt de l'instruction en cours contre des travailleurs de Huanzala, Uchucchacuan, Orcopampa, Pasto Bueno, Machaynioc, Camino, Magistral, Algamarca, etc.

Le plénum a aussi condamné l'assassinat des camarades Ambrosio Martinez (Mine Raura), dirigeant national, et de Gelacio Bernardo Mendoza de la base de Huanzala.

Notre plénum mineur a aussi approuvé une motion ratifiant son soutien au peuple du Nicaragua et a condamné les plans d'intervention de l'impérialisme yankee. Cet accord de solidarité a été adopté en la présence du commandant Omar Cabezas, du FSLN (Front sandiniste de libération nationale), et vice-ministre de la République du Nicaragua.

Le XXVII^e plénum de la FNTMMP a approuvé la prochaine convocation de notre congrès extraordinaire de centralisation et d'unité minière, en ratifiant le travail de la commission d'organisation.

Dans ce cadre, après un large débat caractérisé par la maturité syndicale et l'esprit démocratique, le plénum a condamné les manœuvres de division déployées contre la FNTMMP depuis les sphères dirigeantes de la CGTP. Le plénum a décidé d'exiger de la CGTP qu'elle retire « l'appel » qu'elle a publié au mois d'avril en édulcorant la Fédération nationale des mineurs et en prétendant ne pas reconnaître la commission d'organisation de notre congrès. Le XXVII^e plénum a aussi décidé de demander l'intégration de la FNTMMP à la commission d'organisation du VII^e Congrès de la CGTP convoqué pour le mois de juillet.

Nous condamnons l'état d'urgence

La Fédération nationale des travailleurs des mines et de la métallurgie du Pérou condamne la déclaration de l'état d'urgence et la suspension des garanties constitutionnelles. Nous dénonçons cette lourde manœuvre de grande ampleur contre la classe ouvrière et le peuple opprimé. Ce que cherche en réalité le gouvernement, c'est à réprimer les organisations ouvrières et populaires afin d'appliquer sans obstacle les plans de famine du FMI contre le peuple péruvien.

Nous, travailleurs, nous n'avons rien à voir avec les actes de terrorisme ou de vandalisme, qu'une fois de plus nous condamnons explicitement. Dans les faits, ils servent de prétexte au gouvernement pour monter un état de guerre contre les masses populaires.

Nous mettons en garde contre la répression qui est d'ores et déjà en marche et nous appelons tous les mineurs du Pérou, ainsi que l'ensemble du peuple travailleur et opprimé, à se mobiliser pour défaire ce sombre plan du gouvernement, qui en quelques heures a reçu publiquement l'aval du gouvernement des Etats-Unis.

La Fédération nationale des travailleurs des mines et de la métallurgie du Pérou appelle toutes ses bases de la République à appliquer l'accord unanime du XXVII^e plénum : **organisons à**

partir de chaque base la grève nationale illimitée pour arracher nos revendications !

Nous, les mineurs, nous n'allons pas reculer, parce que nous sommes prêts à nous faire respecter.

Nous saluons l'accord de la fédération de Luz y Fuerza pour se mettre en grève à partir du 6 juin.

Nous appelons tous les syndicats et fédérations en conflit à serrer les rangs et combattre ensemble, en exigeant de la direction de la CGTP et du commandement national unitaire de lutte la préparation immédiate d'une grève nationale pour défaire les plans répressifs du gouvernement. Le peuple péruvien, aujourd'hui comme hier, en défense de nos droits démocratiques et de nos libertés syndicales, saura porter le combat pour défaire les plans anti-populaires de ce gouvernement.

Lima, le 2 juin 1983

**A bas l'état d'urgence !
Vive la grève nationale minière : 22 juin !
Le peuple uni ne sera jamais vaincu ! »**

Victor Cuadros Paredes, président - Alfredo Silva Preciado, sous-secrétaire général - Moises Palomino Salcedo, secrétaire de presse.

(1) Les intertitres sont de la rédaction de Tribune internationale-La Vérité.

Appel à une Conférence internationale en solidarité avec les peuples d'Amérique centrale

COLOMBIE

LES organisations colombiennes, populaires, syndicales, culturelles et politiques, des personnalités chrétiennes et démocratiques, et des comités de solidarité ont décidé de convoquer la tenue d'une Conférence en hommage au libérateur et en solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes, qui luttent pour leur souveraineté, leur liberté et leur pleine autodétermination.

Dans toute l'Amérique latine, la préoccupation s'avive aujourd'hui en raison des graves événements qui se déroulent en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Le président Reagan, dans une récente intervention devant le Congrès de son pays, a demandé des attributions et des recours matériels pour passer à une échelle supérieure, et, au nom de la sécurité nationale, pour développer de nouvelles actions contre le Nicaragua et pour soutenir les dictatures de la région, en particulier celles du Salvador et du Guatemala. A mesure que l'agression du gouvernement des Etats-Unis prend de plus grandes proportions

et que la guerre tend à se généraliser, la conscience s'accroît dans nos pays de l'urgence d'une action solidaire avec ces peuples.

Le refus de reconnaître que les conflits dans la région ont leurs racines dans des problèmes sociaux-économiques créés par une situation de dépendance et perpétués par des dictatures ignominieuses amène l'administration Reagan à transformer la région en prétendu théâtre de la « confrontation Est-Ouest ».

Comme au mois de juillet est commémoré le bi-centenaire de la naissance du Libérateur Simon Bolivar, nous avons décidé d'unir dans un même événement la Conférence internationale et l'hommage à celui qui est un des plus grands symboles des luttes pour l'indépendance de l'Amérique et de l'unité de ces peuples dans la lutte contre la tyrannie et la domination impériale. Des problèmes comme celui qui nous préoccupe aujourd'hui représentent l'essence même de l'idéal du Libérateur, qui a toujours prôné l'unité des peuples d'Amérique latine.

Nous appelons les organisations politiques, syndicales, populaires, culturelles, religieuses, les centres de recherche, les comités de solidarité et les personnalités chrétiennes et démocratiques de tout le continent à cette

Conférence internationale, pour développer, indépendamment d'initiatives gouvernementales, une grande action solidaire et faire s'élever la voix bolivarienne de l'Amérique. »

Appellent : Gabriel Garcia Marquez, Prix Nobel de littérature - Alfredo Vasquez Carrizosa, ex-ministre des Relations extérieures de la République de Colombie - Alvaro Leyva, sénateur de la République, pour le Parti conservateur - Rodrigo Lara Benilla, sénateur de la République, pour le Parti libéral - Gilberto Vieira, représentant à la Chambre, pour le Parti communiste - Gerardo Molina, sénateur socialiste, mouvement FIRMES - Francisco de Roux, prêtre, CINEP - Abel Rodriguez C., président du FECODE - Trino Moralez, président de l'Organisation nationale indigène - Diego Montaña Cuellar, dirigeant socialiste - Eduardo Umaña Luna, professeur d'université - Orlando Fals Borda, sociologue chercheur - Jorge Regueros Peralta, dirigeant du mouvement FIRMES - Nelly de Aparicio, Conseil mondial de la Paix, délégation de Colombie - Jorge Child, journaliste-conseiller du Congrès de la République - Socorro Ramirez, dirigeant national du Parti socialiste

révolutionnaire - Bethoven Herrera, Centre d'études latino-américaines - Hector Abad Gomez, président du Comité des droits de l'homme - Armando Navoa, secrétaire de l'Association des avocats du travail - Laura Restrepo, journaliste - Maria Elvira Samper, journaliste - Eduardo Mackenzie, journaliste - Salomon Kalmanovitz, professeur d'université (économiste) - Juan Mantez, avocat - Ciro Quiroz, avocat - Centre de recherche et d'éducation populaire (CINEP) - Confédération des travailleurs de Colombie (CTC) - Comité unité du syndicalisme indépendant (CUSI) - Organisation syndicale indigène (ONIC) - Centre d'études latino-américain (CELA) - Omar Nafes, dirigeant du Parti du travail de Colombie - Hernando Hurtado, dirigeant du Parti communiste colombien - Alejandro Gomez, dirigeant du Parti communiste colombien - Fabio Zapata, dirigeant du Bloc Camilo Torres Restrepo - Alejandro Suarez, Mouvement Pain et Liberté - Alberto Gomez, Courant Adelante - Omar Pinzon, jeunesse du PTC - Kemel George, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs - Luis F. Maldonado, dirigeant de Convergence socialiste - Camilo Gonzalez Posso, dirigeant de Convergence socialiste - Fédération colombienne des éducateurs (FECODE) - Fédération nationale des

fonctionnaires (FENALTRASE) - Association syndicale de Cundinamarca (ASICUN) - Fédération des travailleurs de Cundinamarca (EFETEC) - Union de la marine marchande de Colombie (UNIMAR) - Association syndicale des professeurs d'universités (ASPU) - Fédération nationale des arts graphiques (FENALGRAF) - Association nationale des employés de la Banque de la République (ANEBRE) - Association colombienne des professeurs (ACPES) - Tulio Olevera (ANUC LS) - Association des avocats du travail au service des travailleurs - Institution de formation ouvrière (ICO) - Institut de district Maria Cano (ISMAC) - Fondation Nouvelle Critique - Association nationale des artistes (ASC-NADA) - Atelier Rimac Yacta - Conseil d'intégration étudiante (UPTC) - Coopération étudiante U. nationale - Comité des parents de prisonniers politiques - Association des parents de détenus disparus (ASFADDES) - Association des femmes de Barrancabermeja - Coordination colombienne de solidarité avec le Salvador - Comité de soutien au peuple du Guatemala - Tribunal anti-impérialiste (Chapitre de Colombie) - Comité de solidarité avec le peuple palestinien - Comité de solidarité Farabundo Marti.

Suivent de nombreuses autres signatures :

Pour le droit des peuples d'Amérique centrale à l'autodétermination

EQUATEUR

LES peuples latino-américains sont aujourd'hui confrontés à un des moments les plus durs de leur histoire.

Le gouvernement nord-américain de Reagan est en train d'impulser une politique interventionniste en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Au Salvador et au Guatemala, il cherche à renforcer des régimes répressifs et illégitimes, en attaquant

les aspirations de ces peuples à la liberté.

Au Nicaragua, le gouvernement de Reagan est en train de mettre sur pied une invasion militaire par le biais de mercenaires somozistes avec le soutien du répressif gouvernement hondurien qui est devenu le pilier de l'intervention yankee en Amérique centrale.

Ces agressions font partie du plan Reagan dans sa tentative désespérée de briser l'avance des processus révolutionnaires en Amérique latine et pour porter un coup d'arrêt à la victorieuse révolution sandiniste.

La même politique agressive s'exprime en termes économiques en

Amérique du Sud et dans d'autres pays sous-développés, par le biais du Fonds monétaire international (FMI), agence des intérêts financiers nord-américains, qui au Pérou, au Chili et en Jamaïque tout comme en Equateur, fait pression par des mesures de politique économique de caractère anti-populaire comme la dévaluation de la monnaie, l'élévation du prix des matières de première nécessité comme le lait et le pain, et surtout le gel des pensions et salaires.

Ces solutions, loin de représenter des solutions aux problèmes, plongent plus encore des centaines de milliers d'hommes et de femmes de notre peuple dans la faim, la misère et le chômage.

Par conséquent, les signataires, profondément préoccupés par la situation ici exposée, se prononcent pour :

— Exiger la cessation de l'intervention militaire nord-américaine en Amérique centrale, et pour que soit respecté le droit d'autodétermination des peuples.

— Soulignant la nécessité de rester vigilants face à la politique d'agression du gouvernement de Reagan, nous appelons les plus larges secteurs démocratiques, les travailleurs, les enseignants, les étudiants, les paysans, les militants, les mères de famille, les organisations populaires de jeunes et de femmes, à joindre leurs efforts en défense de la vie, de

la souveraineté et des droits de nos peuples. »

Jaime Polit Alcivar, recteur de l'Université de Guayaquil. Abdala Bucaram Ortiz, directeur suprême du Parti roldosiste équatorien. Milton Jigon S., secrétaire général du Parti communiste d'Equateur. Carlos Oquendo, recteur de l'Université centrale d'Equateur. Manuel Salgado, Parti socialiste révolutionnaire équatorien. Guillermo Santana, Comité équatorien IV^e Internationale (CIR). Mesias Tatamuez, président de la Fédération nationale des organisations paysannes. Mariana Barzola, présidente de l'Union des femmes travailleuses, ainsi que de nombreuses autres personnalités.

21 août 1968 : l'invasion de la Tchécoslovaquie

LES apparences sont donc, comme le veut le proverbe, trompeuses... Même en décembre 1967 à Prague...

Premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque depuis mars 1953, président de la République depuis 1957, Antonin Novotny faisait régner en Tchécoslovaquie l'ordre du Kremlin sans trop de difficultés apparentes. Les échos du soulèvement des ouvriers de Berlin-Est en 1953 et de la révolution hongroise et polonaise en 1956 semblaient avoir été assez limités pour ne troubler que légèrement le sommeil d'un appareil bureaucratique sélectionné au cours des procès de Prague de 1951-1954, dont l'Aveu a largement répandu l'image...

Mais sous la carapace de l'ordre bureaucratique qui avait digéré comme un incident de parcours la « déstalinisation » au prix de quelques concessions de façade (déboulonnage de la statue de Staline, libération et réintégration de quelques survivants des procès des années cinquante...), les éléments d'une crise profonde s'accumulaient...

Le pays le plus industrialisé d'Europe centrale

Avant la guerre, la Tchécoslovaquie était le pays le plus industrialisé et le plus moderne d'Europe centrale, donc le plus intégré à la division internationale du travail. Après l'expropriation du capital en 1948 et l'extension à la Tchécoslovaquie des rapports de propriété collective sous leur forme bureaucratique et dégénérée existant en URSS, la Tchécoslovaquie reproduisit à une échelle microscopique les plus aberrantes absurdités du stalinisme baptisé « socialisme dans un seul pays »...

La multiplication systématique de tous les secteurs de production possibles et imaginables hors de toute réalité économique et de tout lien avec le développement économique des pays voisins et la gestion du lourd appareil privilégié aboutirent au milieu des années 1960 à une stagnation complète de la production...

L'appareil tenta de se dégager de l'impasse en amorçant une vague réforme économique fondée sur la perspective d'une série de « restructurations » que la classe ouvrière perçut comme une tentative de réintroduire le chômage et une large différenciation des salaires. Elle y opposa donc une résistance passive. Et cette résistance, mettant en échec les plans amorcés, paralysant leur mise en application, décupla au sein de l'appareil la crise latente que le sentiment d'une impasse y nourrissait sourdement depuis des années.

Ces difficultés s'expriment par des tensions, des protestations, un mouvement de révolte même dans l'intelligentsia et chez les étudiants tout au long de l'année 1967.

L'appareil tenta de pallier ces tensions qu'engendrait sa propre paralysie en se renouvelant, ou plus précisément en changeant les hommes... C'est ainsi que le comité central, dans sa session de janvier 1968, décide de désigner Alexandre Dubcek comme premier secrétaire à la place de Novotny.

Selon Pierre Broué, dans *Le printemps des peuples commence à Prague*, Dubcek présentait alors un visage bien rassurant : « Parfait apparatchik, terne et réputé sans caractère, élevé en Union soviétique, ancien élève de l'Ecole supérieure du PC russe. »

Les yeux vissés sur les grands de cet univers, sur les institutions, sur les conférences et les commissions, les rencontres au sommet, les oreilles en pavillon sur les déclarations officielles et les bruits de couloir, sur les proclamations officielles et les rumeurs officieuses, les experts et les journalistes bourgeois exhibent avec une fréquence remarquable une incompréhension consistante des événements réels qui se déroulent sous leurs yeux et de leur dynamique interne...

Qui ne se souvient ainsi du dédaigneux « la France s'ennuie » que le rédacteur en chef du *Monde*, Viansson-Ponté, avait lâché en avril 1968 à la veille de l'explosion de la grève générale !...

Moins connue, et de peu antérieure, une déclaration d'un journaliste du même quotidien mérite d'ouvrir ce bref article consacré à la révolution tchécoslovaque de 1968... Michel Tatu écrivait dans le *Monde* du 23 décembre 1967 après le Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, et les difficultés qu'avait connues avant son ouverture Antonin Novotny à la fois Premier secrétaire du PC et président de la République :

« Selon toutes les apparences, M. Novotny a réussi à surmonter la grave crise qui menaçait de mettre fin aux fonctions qu'il exerce depuis quatorze ans (...). L'avenir dira si les problèmes de direction ont été ajournés, ajournés ou seulement escamotés par ce plenum. Mais il reste que l'OCCASION D'UN NOUVEAU DEPART A ETE PERDUE. (Souligné par nous) » Moins de neuf mois après ce brillant pronostic, les troupes du Kremlin, flanquées de celles de quatre pays alliés, entraient en Tchécoslovaquie pour tenter d'y écraser la révolution en marche... Pour une occasion perdue de nouveau départ, cela en était une !

Mais cette décision est importante non pas par le choix de l'homme, mais par la manière dont elle a été prise ; à savoir à l'issue d'une âpre lutte de fractions à laquelle elle ne met pas fin, à laquelle elle ne donne aucune issue ; cette lutte tend dès lors à sortir des sommets de l'appareil, puis de l'appareil lui-même, à s'exprimer dans les masses elles-mêmes, que l'appareil tente d'ordinaire d'exclure de la vie politique puisque son pouvoir même découle de l'expulsion des masses du pouvoir politique.

Les « rénovateurs », pour faire face à la résistance farouche des « conservateurs » qui sont allés début janvier jusqu'à préparer un coup d'Etat militaire, cherchent timidement quelque appui auprès des masses.

Ce double mouvement — en direction du Parti communiste et vers l'organisation indépendante — se reflète par exemple dans l'un des documents les plus connus rédigé au cours de la montée de la révolution tchécoslovaque, le *Manifeste des 2 000 mots*. On y lit :

« Les ouvriers (...) avanceront au mieux leurs affaires en se faisant représenter au sein des organisations syndicales par leurs leaders naturels, connus pour leur compétence et leur honnêteté sans tenir compte de leur appartenance politique (...). Exigeons ici le départ de tous ceux qui avaient abusé de leur situation (...). Constituons nos propres comités et commissions. Créons partout des comités de défense de la liberté d'expression, organisons nous-mêmes le

Dubcek de faire marche arrière, de faire refluer le mouvement qui emporte la Tchécoslovaquie vers la révolution. Mais Dubcek est ballotté comme un fétu de paille par ce mouvement qu'il doit suivre bon gré mal gré...

Le 17 juillet, le Kremlin adresse au PC tchèque la lettre dite des « cinq » (des cinq PC d'Europe de l'Est, sans le PC roumain), qui met en accusation la direction du PC tchèque et réclame la normalisation de la situation sous la houlette de la police politique. Tâche impossible à remplir. Le Kremlin convoque à nouveau les dirigeants du PC tchécoslovaque début août. Trois jours auparavant, un journaliste communiste a écrit dans le journal *Reporter* les lignes suivantes :

« Nous avons introduit le spectre de la liquidation du pouvoir absolu de la caste bureaucratique, cette caste introduite sur la scène internationale par le socialisme stalinien (...). Mais la bureaucratie, bien qu'elle n'ait pas encore les dimensions d'une classe, révèle ses traits distinctifs dans tout ce qui concerne l'exercice du pouvoir. Elle prend des mesures préventives pour sa propre défense, et elle continuera à le faire jusqu'à sa fin tragique... Nous sommes en train d'approcher de la destruction du pouvoir de cette caste maintenant presque héréditaire et qui est attachée par mille liens de corruptions et d'intérêts mutuels à ses équivalents à l'étranger. »

Le XIV^e Congrès du PCT

Il y avait dans ces lignes à la fois une analyse pertinente de la fin à laquelle tendait le mouvement qui emportait le peuple tchécoslovaque — et dont le mot étiéqué de « démo-

cratisation » réduit l'ampleur réelle — et une illusion enthousiaste mais désarmante...

Pour le moment, la seule force organisée en Tchécoslovaquie était le PC tchécoslovaque, enjeu d'un conflit entre les masses qui y voyaient leur intermédiaire vis-à-vis du Kremlin, et le Kremlin qui y voyait le canal pour imposer sa politique aux masses tchécoslovaques.

Pareille situation ne pouvait durer. Elle soumettait le PC tchécoslovaque à des déchirements intolérables pour un parti stalinien... La direction du parti venait de décider la convocation du XIV^e Congrès pour le 9 septembre. Elle y prévoyait l'adoption de nouveaux statuts qui reconnaissaient en pratique le droit de tendance.

Bref, au moment même où dans les usines les travailleurs réclamaient le droit de grève et tentaient d'épuiser les syndicats officiels, le parti unique de la bureaucratie était menacé d'éclatement pur et simple à son prochain congrès. La pression du Kremlin n'aboutissait donc qu'à exaspérer les tensions insoutenables au sein de son parti en train de lui échapper.

Contre la marche à la révolution politique il ne restait aux maîtres du Kremlin que la ressource de l'intervention directe. Ils jugèrent qu'ils pouvaient l'employer.

Six cent mille hommes de troupes envahirent la Tchécoslovaquie le 21 août, commencèrent la « normalisation » en imposant d'abord l'acceptation à Dubcek et à ses amis jusqu'en avril 1969, puis sous la direction de Husak.

Depuis lors, la situation de la Tchécoslovaquie apparaît comme figée malgré la continuité obstinée, malgré la répression, d'une résistance. La machine de la « normalisation » s'est mise en marche. Adossé à l'occupation militaire, l'appareil bureaucratique s'est ressoudé dans l'exercice de la répression, le « parti » rétabli dans sa fonction de parti stalinien ; les syndicats ramenés au rôle de rouages du pouvoir au prix d'une gigantesque épuration. Mais sous la chape de plomb de cette « normalité » bureaucratique qu'il a fallu une intervention militaire pour rétablir, rien n'est réglé. Et l'appareil stalinien international ne s'est jamais rétabli des conséquences de l'invasion d'août 1968.

Par la force les problèmes ont été différés. Mais dans ses forces et ses faiblesses, l'expérience des masses tchécoslovaques est présente dans les développements qui ont eu lieu depuis. Pour combien de temps ces problèmes peuvent-ils encore être différés ? C'est une question que l'incapacité de Jaruzelski à écraser le peuple polonais risque bien de poser dans un avenir proche.

J.-J. Marie



Manifestation à Prague le 28 août 1968.

Cela prend la forme d'un simple recours à la publicité par le canal de la presse et de la radio. Les partisans de Novotny tentent eux aussi de porter le « débat » dans les usines. La brèche au sein de l'appareil apparaît ainsi béante aux yeux de tous. Dans cette brèche s'engouffrent les masses privées en temps normal de tout point d'appui politique, de toute possibilité d'intervention politique.

La révolution se met en marche

Dès lors, les vannes s'ouvrent toutes grandes. La révolution se met en marche. Les masses interviennent dans la lutte qui se déroule au sein du Parti communiste (stalinien) tchécoslovaque. Elles multiplient en même temps les tentatives d'organi-

service d'ordre de nos différentes réunions. »

Clubs, groupes, journaux fleurissent... où des milliers de travailleurs, de jeunes, d'étudiants, se rassemblent, discutent, cherchent des solutions, ébauchent de premières formes d'organisation « autonomes » et parallèles. La seule organisation centrale et centralisatrice reste le Parti communiste, agité de soubresauts politiques de plus en plus violents sous le choc de l'effervescence générale, et le syndicat officiel qui en dépend...

La lettre des « cinq »

Le Kremlin tente d'abord d'intervenir pour convaincre l'équipe de

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

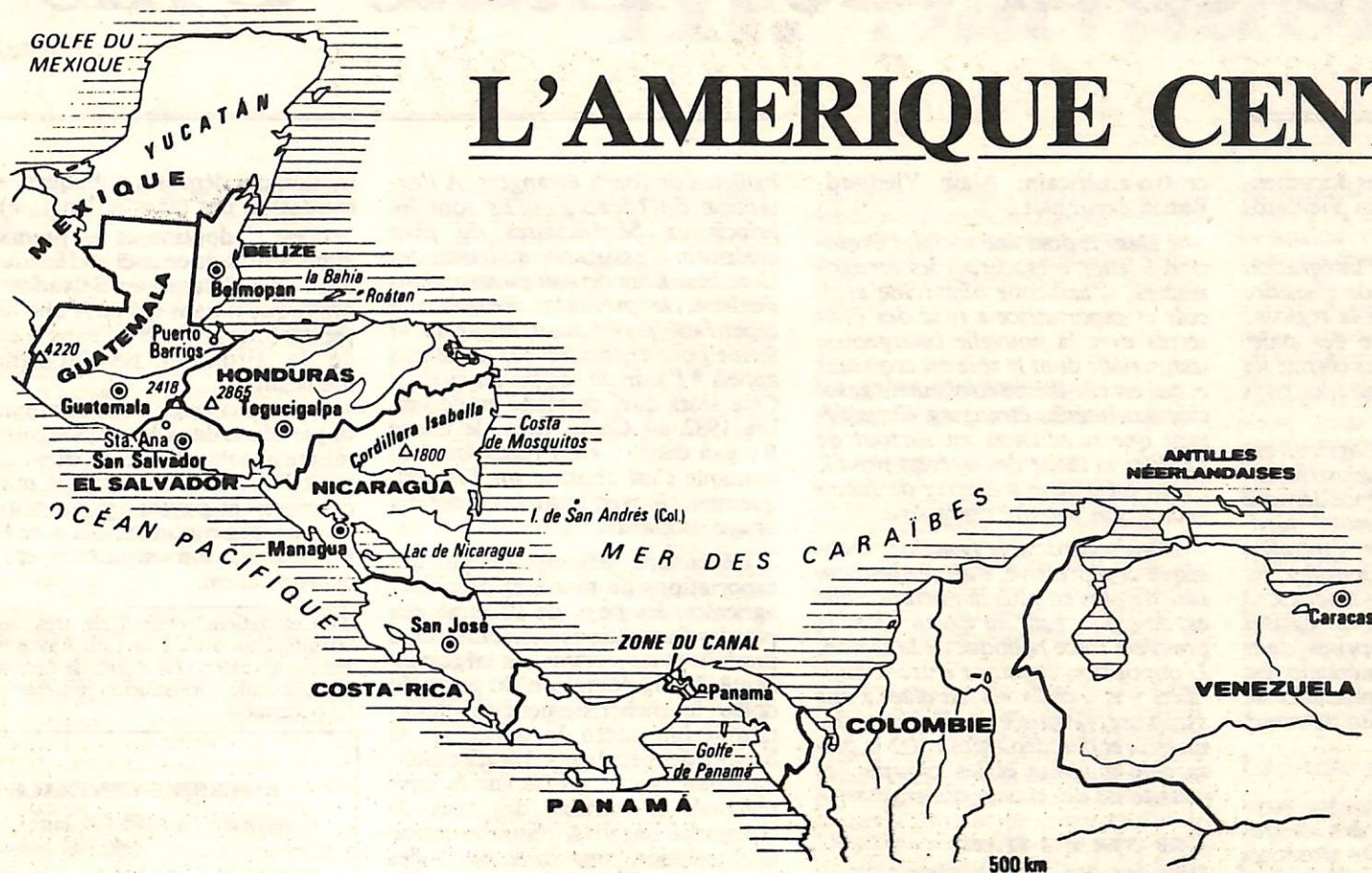
France	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Gérard Iltis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

Sigma : Boitet page 7. Gianini page 10. Agence page 16. Atlan page III - Gamma : Agence page 11 - AP : pages 5 et 8 - AFP : page 3 - TF1 : page 1 - Damien : pages 1, 6, 9 - C. Avril : page 2 - DR : pages 12, 14 et IV.

Les dossiers de Tribune

L'AMERIQUE CENTRALE



Dossier préparé sous la responsabilité de Jean Roblès, avec la collaboration de Miguel Orozco, Gilberto Avelino et C. Genty.

L'UNITE DE COMBAT DES PEUPLES D'AMERIQUE CENTRALE

L'AMERIQUE centrale est une région tendant à une grande unité, pour des raisons historiques, géographiques, économiques et politiques. Tous les processus s'y combinent étroitement de façon particulière. Après une éphémère Union de l'Amérique centrale en 1823, cinq républiques se constituaient dans cette région en 1837-1839 : le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Costa Rica.

Très vite, elles allaient se trouver sous contrôle américain (voir comme exemple l'encadré relatif au canal de Panama). Les pays de l'Amérique centrale appartiennent à ces pays qui, par leurs liens avec les Etats-Unis, constituent de véritables colonies « indépendantes ».

Comme nous l'analysons dans un autre article de ce dossier, ce sont des pays capitalistes profondément arriérés. A l'étroitesse de leur marché intérieur, il faut ajouter une extraordinaire concentration de la propriété foncière et une industrialisation très limitée totalement dépendante des multinationales américaines.

Toutes les tentatives pour remettre en cause le régime de la propriété à la campagne ou remettre en cause la présence militaire yankee se heurtent à la coalition de hiérarchies locales et du gouvernement américain.

La soumission étroite de la bourgeoisie indigène à l'impérialisme a remis la réalisation des tâches démocratiques (réforme agraire et indépendances nationales) entre les mains du prolétariat allié à la paysannerie. Leur accomplissement exige la destruction de l'Etat bourgeois qui s'identifie aux dictatures militaires établies au compte de l'impérialisme.

De plus, la dimension réduite de chacun des marchés nationaux, le très faible niveau de la productivité du travail, le caractère agricole de l'économie (café, coton, sucre, bananes, viande) exigent l'unification avec l'ensemble des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes sur la base de l'expulsion et de l'expropriation de l'impérialisme. Et une telle unification n'est possible que dans le cadre d'un lien étroit avec une fédération des républiques socialistes d'Amérique du Sud.

L'unité centro-américaine a été une ambition de toute lutte révolutionnaire et authentiquement anti-impérialiste. De notre point de vue, cette unité qui permettra, au feu des luttes actuelles, de finir par tracer le profil d'une seule nation, doit avoir pour but la Fédération socialiste ou les « Etats-Unis socialistes d'Amérique centrale ». La lutte pour cet objectif, qui concentre le problème de l'unité, est une composante nécessaire d'une stratégie qui s'affronte à l'impérialisme avec le plus grand succès.

Notre défense inconditionnelle du FSLN et du gouvernement ouvrier et paysan du Nicaragua face à l'agression impérialiste, notre défense inconditionnelle du FMLN et de la lutte des ouvriers et paysans du Salvador pour jeter à bas la dictature militaire puissamment armée et aidée par l'impérialisme US, s'inscrivent dans cette lutte pour les « Etats-Unis socialistes d'Amérique centrale ».

12 juin 1983,
Miguel Orozco

I. L'arrière-cour des Etats-Unis

Récemment, parlant des événements d'Amérique centrale, un haut responsable US employait cette formule imagée : « *L'incendie est dans notre jardin.* » D'autres déclarations présentent cette zone comme « *l'arrière-cour des Etats-Unis* ». Quelle que soit l'image, quelle que soit la formule, la réalité est bien traduite ; l'importance des intérêts américains dans cette région, le contrôle quasiment absolu de l'impérialisme US sur le marché centro-américain en font une véritable chasse gardée de la bourgeoisie nord-américaine. (1)

L'AMERIQUE centrale a été la première partie du sous-continent sud-américain à avoir été contrôlée par les Etats-Unis. Dès le milieu du XIX^e siècle, afin de contrer l'influence des impérialismes britannique et français sur cette zone stratégique parce que lieu de passage le plus court entre les deux océans, et donc pièce maîtresse dans le dispositif de conquête de l'Ouest, les Etats-Unis s'y sont installés au moyen de multiples interventions militaires. Dans le même temps et dans la logique du système capitaliste, ils y ont mis en place un système de pillage généralisé. Afin d'y garantir leurs intérêts fonciers, ils y ont instauré des dictatures à leur solde et, bloquant tout processus de réforme, notamment agraire, développé une bourgeoisie compradore tirant ses ressources de l'exploitation d'un prolétariat rural saisonnier maintenu dans l'arriération. La concentration latifundiaire de la terre est énorme, créant une masse de paysans sans terre, ou de paysans misérables minifundistes réfugiés sur les hautes terres arides.

Une chasse gardée de la bourgeoisie nord-américaine

Productrices de coton, de café, bananes, sucre, viandes, pour le marché mondial, les bourgeoisies centro-américaines réalisent la plus-value presque entièrement sur le marché américain. Un capitalisme agraire spéculatif a été ainsi introduit. L'activité agro-exportatrice profite en premier lieu aux multinationales étrangères, celles qui sont propriétaires des riches plantations, celles qui vendent les machines agricoles, les consommations intermédiaires

(engrais-pesticides) ou les semences, et celles qui achètent à bas prix les matières premières. Elle profite également aux grands propriétaires terriens, en particulier lorsque les cours d'achat du coton, du café, du sucre ou de la viande sont favorables. Et enfin au secteur tertiaire, banques et assurances et import-export qui parasitent l'activité productrice. Ainsi, par exemple, en 1978, le secteur des services incluant ces activités représentait 52 % du produit intérieur brut du Nicaragua, contre 25 % pour le secteur agricole, 21 % pour le secteur industriel et 3 % pour le secteur du bâtiment.

De ce fait, la principale activité productrice de ces pays ne constitue pas une base d'accumulation, l'Etat bourgeois ne jouant un rôle de distribution qu'en faveur de la mince couche d'oligarques qui ont les yeux tournés vers les USA et les banques de Miami.

Le marché centro-américain est une véritable chasse gardée de la bourgeoisie yankee.

Au Guatemala, cette domination a commencé en 1880. Les chemins de fer et les deux principaux ports du pays étaient déjà exploités par des sociétés américaines, la production de bananes fut établie par la fameuse United Fruit.

Au Honduras, la même société exploite les mines, les transports, les terres, ainsi que la commercialisation des bananes.

Dès 1913, elle étend son contrôle à la production de bière, d'huile, de savons, de fertilisants. Le système bancaire passe sous son contrôle ainsi que toute la production sucrière et les télécommunications. Rien que pour le Honduras, selon les chiffres

mêmes des Nations-Unies, les investissements sont passés de 2 millions de dollars en 1897 à 62 millions en 1950. La United Fruit et ses filiales contrôlaient, au début de la Deuxième Guerre mondiale, les richesses des activités suivantes : 17 % des terres cultivables du Costa Rica ; 5 % au Honduras et 2 % au Guatemala. En 1955, elle contrôlait 85 % des exportations du Honduras et 41 % de celles du Costa Rica. Ses bénéfices bruts correspondent aux budgets réunis du Costa Rica, du Guatemala et de Panama multipliés par trois.

En 1969, 80 % du total des investissements effectués au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua proviennent des Etats-Unis.

En 1969, la United Fruit Company fusionne avec la AMK Corporation, donnant ainsi naissance à la United Brands. Ce trust diversifie les investissements et constitue aujourd'hui, entre autres choses, le principal propriétaire de l'industrie alimentaire en Amérique centrale. Il se compose ainsi :

Guatemala : Productos Golden, Dely-S.A., United Marketing S.A., Polymer S.A., Industria Harinera S.A., Foremost.

Salvador : Pan American Standard Brands, Molinos de El Salvador S.A.

Honduras : Tela Railroad Company, Polymer S.A., Compania Agricola Rio Tinto, Numar de Honduras S.A.

Costa Rica : Numar S.A., Aceitera Centro-Americana, Polymer S.A., Transportes Internacionales Gash.

Il faut préciser que la liste est incomplète et que le contrôle de la production de bananes s'exerce à travers les canaux commerciaux et la mise en place du programme intitulé « Productores Asociados », qui abandonne aux producteurs locaux la seule activité de culture de la banane. Selon le *Survey of Current Business*, 91 % des investissements étrangers à Panama sont américains, et 10 % de la population active de ce pays travaille directement pour des sociétés américaines.

(suite page II)

II. L'arrière-cour des Etats-Unis

(suite)

(suite de la page I)

Le marché commun centro-américain

Le marché commun centro-américain a servi d'instrument de défense des énormes privilèges des Etats-Unis dans cette région du monde. C'est sous contrôle américain que ce marché s'est constitué et, de ce fait, toute production destinée à une libre circulation est établie en fonction des intérêts de l'impérialisme américain.

Le texte du « régime des industries d'intégration » signé en 1958 et qui participe, de même que le « traité multilatéral », de la constitution du marché commun centro-américain, fournit un exemple édifiant de cette situation. Les aspects essentiels peuvent se résumer ainsi :

« Les industries qui peuvent être intégrées au nouveau régime sont celles composées d'une ou plusieurs unités qui doivent avoir accès au marché centro-américain pour fonctionner au moins à leur capacité minimale. » (El Mercomun y la Ayuda norte americana - Suzanne Jonas Bodenheimer).

En clair, cela concerne les industries à haute composition de capital constant et qui, pour la plupart, sont américaines.

Tirant un premier bilan du marché commun centro-américain, dans un

article de Notes et Etudes documentaires de mai 1975, Alain Vieillard-Baron expliquait :

« ... Le processus d'intégration s'est montré incapable de résoudre les grands problèmes de la région : investissements, balance des paiements, emploi... Il n'a pas corrigé les déséquilibres existant entre les pays membres. »

La prédominance de l'agriculture subsiste... Quant à l'industrialisation, elle a accru la prépondérance du capital étranger surtout nord-américain en Amérique centrale : d'après Tomas Rivas et Gonzalez, les 3/4 des produits centro-américains échangés sont issus d'entreprises américaines ou d'entreprises dans lesquelles le capital américain est majoritaire. Ainsi la dépendance de la région n'a-t-elle en rien diminué, au contraire. »

Toutes les économies des pays d'Amérique latine, à des degrés divers, reproduisent cette situation de domination des USA et peuvent être considérées comme un véritable prolongement du marché intérieur des Etats-Unis. Ainsi que le dit Michel Foucher dans L'Etat du Monde 1982 (Editions François Maspero) : « En fait, la véritable capitale de cet ensemble (que constitue le marché commun centro-américain) est Miami. »

Poursuivant son bilan des premières années du marché commun

centro-américain, Alain Vieillard-Baron expliquait :

« Dans le domaine social, l'évolution a tendu à exacerber les antagonismes. L'ancienne oligarchie agricole et exportatrice a tissé des liens serrés avec la nouvelle bourgeoisie industrielle dont le rôle est croissant et qui est elle-même étroitement associée aux intérêts étrangers. Considérant que sa mission est surtout de faciliter la tâche des intérêts privés, l'Etat est amené à exercer de façon accrue son activité répressive. »

Dans cette double fonction, technique et répressive, l'armée joue un rôle de plus en plus important : elle est devenue, sauf au Costa Rica, la première force politique de la région. L'opposition classique entre « militaires » et « civils » a fait place à une symbiose, favorisée par l'affinité des intérêts et des idéologies entre la hiérarchie militaire et les groupes les plus actifs des classes dirigeantes. »

Une crise qui affecte tous les pays de la région

Aujourd'hui, ainsi que le souligne Jean-Claude Buhrer dans « Le Monde - Le bilan économique et social - 1982 » (janvier 1983) : « A des degrés divers mais avec la même intensité, toutes les économies d'Amérique centrale sont frappées de plein fouet par les convulsions politiques qui agitent la région... Plus que jamais les pays d'Amérique centrale restent tributaires de leurs

bailleurs de fonds étrangers. A l'exception du Nicaragua, ils sont les principaux bénéficiaires du plan américain d'assistance au bassin des Caraïbes. Lors de son passage dans l'isthme, le président Reagan n'a cependant pris aucun engagement ferme pour répondre aux pressants appels à l'aide de ses partenaires. » Cela alors que, en visite en décembre 1982 au Costa Rica, le même Reagan disait : « La récession économique s'est abattue sur l'Amérique centrale avec toute la fureur des orages tropicaux. »

Dépendant principalement des exportations de matières premières agricoles, les pays de l'isthme ont pâti des fluctuations des cours de ces produits et les recettes ont largement chuté. L'augmentation du cours du dollar, le renchérissement des importations ont accru le déficit de la balance des paiements. La crise internationale qui se greffe sur la crise régionale a entraîné des taux de croissance négatifs, l'augmentation de l'inflation, une diminution des réserves de change, un accroissement de l'endettement public. Evasion de capitaux, fermetures d'usines, extension du chômage sont le lot quotidien. Le montant global de la dette régionale se monte à 12 milliards de dollars. Tous les pays doivent renégocier leurs dettes extérieures.

Le Fonds monétaire international, afin d'ouvrir de nouvelles lignes de crédits, exige l'adoption de plans d'austérité (blocage des salaires, res-

triction des dépenses publiques, augmentation des taxes à l'énergie).

C'est l'adoption et les premières applications de ceux-ci au Honduras, au Costa Rica et au Salvador qui provoquent dans ces pays une montée des luttes ouvrières, dans le cadre de la situation révolutionnaire d'ensemble.

La permanence de la domination impérialiste dans ces pays signifie la misère absolue. Parce qu'elles luttent pour leur droit à la vie, les masses ouvrières et paysannes ne peuvent qu'exiger la rupture totale avec l'impérialisme, son expulsion et son expropriation.

(1) Cet article reprend de très larges extraits d'un article de Luis Favre paru dans le n° 589 de La Vérité de décembre 1979, intitulé : Révolution prolétarienne au Nicaragua.

AMERIQUE CENTRALE :

Guatemala	: 108 889 km ² 7 046 000 hab.
El Salvador	: 21 041 km ² 4 456 000 hab.
Honduras	: 112 088 km ² 3 691 000 hab.
Costa Rica	: 51 100 km ² 2 183 000 hab.
Nicaragua	: 118 358 km ² 2 481 000 hab.
Panama	: 77 082 km ² 1 830 000 hab.

Le canal de Panama

EN 1903, les USA décident d'achever la construction du canal de Panama, commencée en 1881 par le Français Ferdinand de Lesseps. Panama était alors une province de la Colombie. Le gouvernement de Theodore Roosevelt engage des négociations avec la Colombie, mais le texte de l'accord proposé par les Américains est rejeté par le Parlement colombien.

Dans les jours qui suivent le refus du projet par la Colombie, Panama se déclare République indépendante, et des navires de guerre américains se chargent aussitôt de faire accepter par la Colombie le fait accompli.

Les USA reconnaissent immédiatement le nouveau gouvernement et celui-ci remercie Washington en cédant aux Etats-Unis la zone du canal, une bande de terre de 17 kilomètres sur laquelle les USA auraient non seulement un droit de contrôle, mais également une souveraineté à perpétuité. Selon Carlos Rangel :

« Les taxes du canal de Panama, maintenues artificiellement à un niveau très bas, ont constitué dans la pratique un bénéfice pour le commerce maritime, favorisant surtout les Nord-Américains, puisque 70 % de tout le trafic est représenté par des navires dont le port d'origine ou de destination est un port des Etats-Unis. »

Pour la seule année 1970, le bénéfice indirect ainsi réalisé par l'économie nord-américaine a été chiffré par la CEPAL (Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique latine) à plusieurs centaines de millions de dollars. Et il faut ajouter à cela ce que la marine de guerre nord-américaine a économisé grâce au canal de Panama, et qui a été estimé à plus de 11 milliards de dollars entre 1914 et 1970 !

Il y a en outre pour les Nord-Américains d'autres bénéfices non comptabilisables, ceux qui découlent de l'exercice de leur souveraineté

absolue dans la zone du canal, (par exemple) l'existence dans la zone d'un Centre d'études de tactiques militaires anti-guérilla, où des officiers des armées latino-américaines sont venus suivre des cours. »

C'est à propos du canal que Roosevelt a dit : « Je me suis emparé de Panama », et aussi : « Parlez doucement, mais ayez un gros bâton à la main. » Cet acte de brigandage impérialiste a été l'objet de nombreuses mobilisations en Amérique latine.

Il concentre sur un point, Panama, mais également dans les autres pays d'Amérique centrale, les aspirations nationales des peuples soumis à la domination directe de l'impérialisme US.

Il faut aussi souligner que la politique adoptée par les Etats-Unis au Panama est la base même de la politique américaine dans les Caraïbes et en Amérique du Sud.

Telle est la signification de l'amendement Platt concernant Cuba. Adopté en 1903 et intégré à la Constitution cubaine d'alors, il reconnaît le droit d'intervention des Etats-Unis afin de « préserver l'indépendance, assurer la sauvegarde des vies humaines et des propriétés » (il comporte un contrôle financier et la cession de deux bases navales).

En 1941, le gouvernement panaméen accepte d'installer au ministère des Affaires étrangères un conseiller diplomatique nord-américain. Porto Rico est toujours considéré comme un territoire des Etats-Unis et, dans la plupart des cas, les marines interviennent librement pour faire respecter l'ordre impérialiste dans les divers pays d'Amérique latine.

Les nouveaux traités sur le canal de Panama furent signés le 7 septembre 1978 par Carter et Torrijos, alors président de Panama.

Selon le texte signé par Carter et par l'« anti-impérialiste » Torrijos, la

présence nord-américaine, ses bases militaires et sa souveraineté sur le canal sont garanties jusqu'à la fin du siècle.

D'autre part, les Etats-Unis bénéficient d'une préférence pour la construction éventuelle d'un nouveau canal. En outre, les traités établissent la « neutralité » du canal pour toujours, sous la protection des troupes nord-américaines, le droit de passage préférentiel à travers le canal des navires de guerre américains et la possibilité de stationner des troupes au Panama pour en garantir la sécurité.

Torrijos lui-même a dû reconnaître que le traité de neutralité « nous place maintenant sous le parapluie du Pentagone, qui peut se convertir en une intervention permanente ».

Une autre dimension des nouveaux traités est l'appui que leur ont apporté tous les gouvernements bourgeois du continent.

La « déclaration de Washington », signée en présence de Carter, affirme :

« La solution du problème du canal de Panama représente un pas en avant décisif vers le renforcement des relations entre les pays de l'hémisphère occidental, relations fondées sur des intérêts communs, l'égalité et le respect mutuel de la souveraineté et de l'indépendance des Etats. »

L'objectif de cette déclaration est de réaffirmer la présence nord-américaine sur le continent et l'unité entre les différents gouvernements et l'impérialisme oppresseur, unité qui s'oppose aux revendications nationales et anti-impérialistes des nations opprimées d'Amérique latine.

La bureaucratie du Kremlin, de même que celle de Pékin ont apporté leur appui au nouveau traité, réaffirmant ainsi leur soutien aux différents régimes en place. Le gouvernement Castro a été en même temps le plus farouche défenseur de Torrijos...

Le traité interaméricain d'assistance mutuelle

EN 1947, le traité inter-américain d'assistance mutuelle est signé à Rio par les USA et les gouvernements des pays d'Amérique latine. Ce traité stipule :

« Article 3 :

1. Les hautes parties contractantes conviennent qu'une attaque armée provenant de quelque Etat contre un Etat américain sera considérée comme une attaque contre tous les Etats américains ; en conséquence, chacune des dites parties contractantes s'engage à aider à faire face à l'attaque, en exercice du droit immanent de légitime défense individuelle ou collective que reconnaît l'article 51 de la Charte des Nations-Unies.

2. A la demande de l'Etat ou des Etats directement attaqués, et jusqu'à la décision de l'organe de consultation du système inter-américain, chaque partie contractante pourra déterminer les mesures immédiates qu'elle adoptera individuellement, en accomplissement de l'obligation dont fait mention le paragraphe précédent et conformément au principe de la solidarité continentale. L'organe de consultation se réunira sans délai, dans le but d'examiner ces mesures et de déterminer celles de caractère collectif qu'il convient d'adopter.

3. Les stipulations contenues dans cet article s'appliqueront à tous les cas d'attaque armée qui s'effectuent à l'intérieur de la région décrite dans l'article 4, ou à l'intérieur du territoire d'un Etat américain. Si l'attaque s'effectue en dehors des dites aires, s'appli-

quera ce qui est stipulé dans l'article 6.

4. Les mesures de légitime défense mentionnées dans cet article pourront s'appliquer jusqu'à ce que le Conseil de sécurité des Nations-Unies ait pris les mesures nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Article 6 :

Si l'inviolabilité ou l'intégrité du territoire, la souveraineté ou l'indépendance politique de quelque Etat américain étaient affectées par une agression qui ne soit pas une attaque armée ou par un conflit extracontinental ou intracontinental, ou par quelque autre fait ou situation susceptible de mettre en péril la paix de l'Amérique, l'organe de consultation se réunira immédiatement, afin de décider des mesures qui, en cas d'agression, doivent être prises pour venir en aide à la victime de l'agression ou en tout cas celles qu'il convient de prendre pour la défense commune et pour le maintien de la paix et de la sécurité continentales. »

Ce traité servira à justifier le débarquement des marines au Guatemala en 1954, afin de mater la mobilisation des masses et de liquider le gouvernement nationaliste d'Arbenz.

Il permettra aussi l'invasion de Saint-Domingue en 1965 pour rétablir l'ordre bourgeois alors gravement menacé par un soulèvement militaire qui divisait l'armée et avait provoqué l'intervention des masses contre les généraux qui agissaient pour le compte de l'impérialisme.

III. Salvador

AU Salvador, en août, septembre, octobre 1979, il ne se passait pas un seul jour sans que se tiennent des manifestations populaires anti-dictatoriales ; des occupations de temples en protestation contre la répression et en faveur de la libération des innombrables prisonniers politiques ; les grèves ouvrières étaient plus fréquentes et suivant des méthodes radicales : grèves avec occupation des locaux, séquestrations des patrons, auto-défense armée.

Cette montée du mouvement des masses au Salvador venait en réalité de plus loin, mais à partir de la chute de Somoza, la situation révolutionnaire déjà existante a revêtu des caractéristiques pré-insurrectionnelles.

Face à ces faits, qui se combinaient à un accroissement des contradictions au sein de la bourgeoisie qui marquaient elles aussi la crise du régime, l'impérialisme a opté pour le coup d'Etat militaire pour remplacer le général Romero par une « junte civico-militaire » qui, le même 15 octobre, pour « pacifier » le pays, a pris d'assaut les usines occupées et a assassiné d'innombrables grévistes. En même temps qu'elle promettait des « libertés démocratiques » et quelques réformes.

L'établissement de cette nouvelle junte par le coup d'Etat militaire a été une

manœuvre impulsée par l'impérialisme et les classes dominantes dans l'intention de briser la montée. Pour cette politique consistant à offrir quelques « changements » par en haut avant que les masses ne les réalisent par en bas par la voie révolutionnaire, l'impérialisme a compté avec l'aide de l'appareil stalinien par le biais du Parti communiste du Salvador, de même qu'avec la collaboration du MNR qui, aux côtés de la Démocratie chrétienne, ont fait partie du premier gouvernement.

C'est pourquoi les premières semaines qui ont suivi le coup d'Etat ont conduit à une « impasse » dans le mouvement des masses. D'autre part, les directions de la guérilla et les organisations populaires contrôlées par elles, bien qu'elles aient dénoncé le coup d'Etat du 15 octobre comme un coup « auto-porté » et comme « une nouvelle manœuvre de l'impérialisme et de l'oligarchie », et qu'elles n'aient pas participé à la junte, ont été soumises à certaines pressions qui ont contribué à leur confusion.

Ces pressions allaient dans le sens de la nécessité d'une « trêve », d'une « parenthèse d'attente », comme on peut le voir dans le récit de Marcel Salamin (1), conseiller politique du général Omar Torrijos.

L'extrême-droite a engagé des méthodes de guerre civile, a exigé à grands cris de la junte qu'elle accroisse la répression, et on a vu, dans les rues de San Salvador, des manifestations de contenu fasciste.

La grève générale et l'insurrection à l'ordre du jour

La confusion momentanée qui a suivi le coup d'Etat une fois passée, les masses ont repris une fois de plus le cours de leur mobilisation. La combinaison de cette montée aux violentes méthodes de répression a obligé le PC et le MNR (en janvier 1980) d'abord, puis la Tendance populaire de la Démocratie chrétienne, à abandonner définitivement le gouvernement.

Le moment le plus élevé de la montée a eu lieu autour des premiers mois de 1980. Des manifestations massives comme celle du 22 janvier, la première grande manifestation unitaire convoquée par la Coordination révolutionnaire des masses (CRM), et qui a compté plus de 200 000 personnes ; des grèves avec occupations des locaux, le début de la formation de comités populaires et des organisations d'auto-défense armée des masses.

Le développement ascendant du mouvement ouvrier amenait les syndicats à jouer, dans une certaine mesure, un rôle d'organismes embryonnaires de pouvoir (y compris avant la chute de Romero).

zones rurales. La contre-offensive bourgeoise a transformé les centres urbains, en particulier la capitale, en bastion de la contre-révolution.

Dans les circonstances décrites, le FMLN et le FDR ont appelé dans les premiers jours de janvier 1981 à ce qui a été défini comme « offensive finale ». La direction a beaucoup parlé pendant ces journées-là de la grève générale « illimitée », jusqu'à la prise du pouvoir, comme composante essentielle de cette offensive. Cependant, la grève n'avait pas été préparée et n'a pas eu lieu.

Plus encore, les conditions n'existaient pas pour sa réalisation à ce moment-là : sous l'effet combiné de la répression et de la politique de sa direction, le mouvement des masses avait conjoncturellement perdu sa capacité insurrectionnelle. Il y a eu, en revanche, l'idée qu'en précipitant les actions du mouvement de guérilla, l'administration Carter en viendrait alors à l'ouverture de négociations.

Une crise profonde

La dictature salvadorienne n'est pas parvenue à stabiliser la situation, ni à surmonter ses contradictions internes. Ainsi, la farce électorale réalisée l'année dernière d'une frauduleuse Assemblée constituante n'a servi qu'à porter la crise à une plus grande profondeur, en plaçant de nouveau au centre de la scène les forces politiques (la clique de d'Aubuisson et compagnie) qui avaient été écartées par le coup d'Etat d'octobre 1979, ce qui

diplomates panaméens s'est tenue... Les résultats de cette réunion ont été positifs pour les militaires putschistes salvadoriens : le gouvernement révolutionnaire sandiniste, se vantant d'une vision « d'hommes d'Etat », en est arrivé à la conclusion qu'il fallait établir des contacts avec le colonel Majano et apporter son soutien politique aux efforts pour réaliser les changements qu'annonçait la d'ores et déjà constituée junte de gouvernement... Cela a provoqué quelques incompréhensions de la part des organisations de la guérilla, mais elles ne se sont pas élevées contre, dans la mesure où grandissait la possibilité d'accords qui consolideraient le nouveau gouvernement avec une politique de centre-gauche... La réunion a compté avec la participation de diplomates cubains... » (Souligné par nous) (Marcel Salamin, « El Salvador sin piso, ni techo », Panama 1981).

(2) « ... Dans la période de mars, avril, mai 1980, avec 1 000 hommes armés, nous aurions pu soulever les masses et briser l'armée... » « ... Ce fut l'affaiblissement du mouvement des masses qui nous a imposé un autre schéma et qui nous a obligés à la création d'une armée et à l'utilisation de plans militaires plus achevés... » De l'interview de Joaquín Villalobos (dirigeant du FMLN). Revue Punto final internationale, supplément à l'édition n° 204, novembre-décembre 1982.

Agustín Farabundo Martí

Fils d'un propriétaire terrien de Teopetique, il est arrêté et expulsé pour la première fois du Salvador, son pays, à 27 ans, alors qu'il participait au mouvement étudiant. Durant son exil, il se rend au Guatemala et au Mexique, en travaillant comme maçon, travailleur agricole et précepteur, en se liant aux milieux universitaires et aux mouvements politiques et sociaux, ce pour quoi il connaît les emprisonnements et l'exil.

Il revient au Salvador en 1925 et durant trois ans il milite au sein de la toute récente Fédération régionale des travailleurs du Salvador.

En juin 1928, Martí se rend au Nicaragua pour entrer dans la guérilla de Cesar Augusto Sandino, dont il devient le secrétaire. Il rompt avec lui en 1930 (1).

Martí retourne au Salvador vers le milieu des années 1930 comme fonctionnaire du secrétariat pour les Caraïbes du Secours Rouge international, dont le siège est à New York.

Il se lie au Parti communiste du Salvador récemment créé. Après le coup d'Etat militaire de décembre 1931, il est promu au Secrétariat général provisoire du PC, dont il concentre la direction entre ses mains dans le cadre de l'insurrection populaire de 1932. Le 19 janvier, il est capturé avec les dirigeants Luna et Zapata. Une fois l'insurrection écrasée, ils sont tous les trois condamnés par un conseil de guerre et fusillés le 1^{er} février 1932.

(1) Carlos Fonseca Amador, le fondateur du FSLN, a révélé que Farabundo Martí se sépare de Sandino au moment où les divergences entre celui-ci et la direction du Parti communiste mexicain s'aggravent : « La direction communiste, montrant un sectarisme étroit, a prétendu exiger de Sandino qu'il émette des déclarations contre le gouvernement du Mexique. Sandino... se refuse à faire de telles déclarations... Ladite direction communiste mexicaine, non seulement a refusé la solidarité envers Sandino, mais est allée jusqu'à la basse extrémité de mettre en doute le caractère patriotique de sa résistance armée... »

Vicente Lombardo Toledano, un personnage mexicain qui jouissait de l'entière confiance de Moscou, « pensait » que Sandino était « soutenu » par les Nord-Américains, qu'il était « d'accord » avec Sacasa et qu'en outre, il était allié avec les conservateurs. Nous, marxistes révolutionnaires, n'avons pas encore fait une analyse approfondie du comportement du stalinisme vis-à-vis de la lutte de Sandino. Ce comportement s'inscrit dans ladite « troisième période », dont les formes sectaires renferment un contenu présentant les plus grandes capitulations opportunistes. Farabundo Martí, quant à lui, eut envers Sandino un geste digne, quand, alors qu'il allait être fusillé, il dit : « Sur le point de mourir, quelques instants avant mon exécution, je déclare solennellement que le général Sandino est le premier grand patriote du monde. »

Les organisations

Bloc populaire révolutionnaire : BPR
Front d'action populaire unifié : FAPU
Ligues populaires 28 février : LP 28
Mouvement de libération populaire : MLP

Ce sont des fronts de masse, créés à partir d'organisations spécialisées de paysans, d'ouvriers, d'enseignants, d'habitants de bidonvilles et d'étudiants. Chacun répond à l'influence de l'une ou l'autre organisation de guérilla ou politico-militaire.

Parti union démocratique nationaliste — UDN —, c'est plutôt une couverture du Parti communiste salvadorien et de sa périphérie.

La Coordination révolutionnaire des masses - CRM

Elle se forme en janvier 1980, le 23 février de cette même année elle présente la « plate-forme programmatique du gouvernement démocratique révolutionnaire » (1), avec la signature des LP 28, du BPR, de l'UDN et du FAPU.

Le Front démocratique révolutionnaire - FDR

Il adopte la plate-forme programmatique de la CRM. Il est composé formellement le 18 avril 1980 des organisations suivantes : CRM, MLP, Mouvement national révolutionnaire (2) — MNR, parti bourgeois membre de « l'Internationale socialiste », du Mouvement indépendant des professeurs et techniciens du Salvador (3), du Mouvement populaire social-chrétien (dissidents de la Démocratie chrétienne), du Comité d'unité syndicale, de l'Association générale des étudiants universitaires salvadoriens (AGEUS), Université du Salvador. Observateurs : Université centro-américaine (UCA), Fédération nationale de la petite entreprise du Salvador (FENAPES).

Front Farabundo Martí pour la libération nationale - FMLN

Le 22 mai 1980 est formée la Direction révolutionnaire unifiée — politico-militaire - DRU —, par les Forces populaires de Libération (FPL) « Farabundo Martí » (4), le Parti communiste, la Résistance nationale (RN) et le Parti de la révolution salvadorienne-armée révolutionnaire du peuple (PRSERP).

Le 10 octobre 1980, la DRU annonce la constitution du FMLN. A ce moment-là la RN restait en rupture avec la DRU, mais elle revient au FMLN en novembre de la même année.

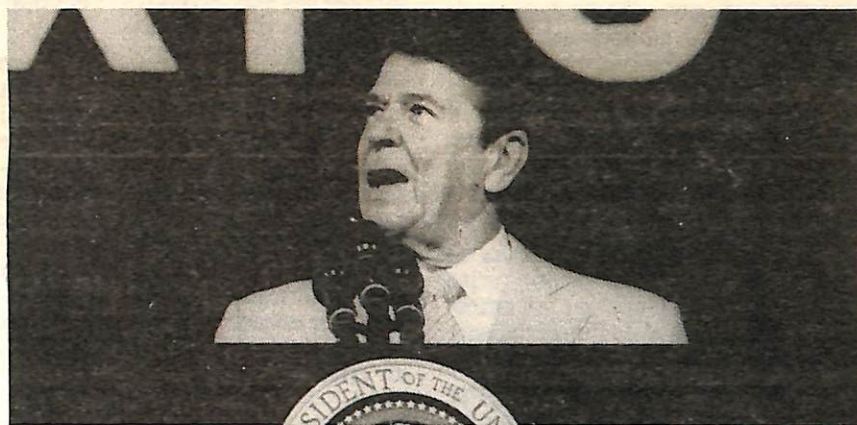
Le Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains (PRTC) fait aussi partie du FMLN.

(1) « Ce gouvernement s'appuiera sur une large base sociale et politique formée en premier lieu par la classe ouvrière, la paysannerie et les couches moyennes avancées ; en étroite liaison avec elles, il y aura toutes les couches sociales prêtes à avancer cette plate-forme ; petits et moyens industriels, commerçants, artisans, agriculteurs (petits et moyens producteurs de café et des autres catégories de l'agriculture et de l'élevage). De même, elle comprendra les professions libérales honnêtes, le clergé progressiste, des partis démocratiques comme le MNR, les secteurs avancés de la Démocratie chrétienne, les officiers dignes et honnêtes de l'armée qui sont prêts à servir les intérêts du peuple et tout autre secteur, groupe, personnalité ou segment qui plaident pour la large démocratie pour les masses populaires, pour le développement indépendant, pour la libération populaire... »

(2) Son secrétaire général est Guillermo Ungo, membre de la junte civico-militaire d'octobre 1979 au 3 janvier 1980. Président du FDR depuis le 31 décembre 1980.

(3) Composé de nombreux anciens participants à la junte civico-militaire d'octobre 1979, y compris son fondateur Enrique Álvarez Cordoba, ingénieur agronome, appartenant à l'une des familles de l'oligarchie, trois fois ministre de l'Agriculture (1969, 1976 et 1979), président du FDR depuis sa fondation jusqu'au 27 novembre 1980, date de son assassinat aux côtés d'autres dirigeants du FDR.

(4) Les FPL sont l'organisation de guérilla la plus forte du Salvador. Fondées par Salvador Cayetano Carpio (Marcial), dirigeant syndical, membre du PC à partir de 1947, secrétaire général de celui-ci à partir de 1964, plusieurs fois prisonnier politique, il rompt en 1970 avec le PC pour fonder les noyaux armés qui donnent origine aux FPL.



Reagan.

Les directions ont doté la CRM d'un programme de collaboration de classes, mais les travailleurs, sentant qu'ils avaient réalisé l'unité dans cette coordination, l'utilisaient pour tenter d'aller plus loin dans leur mobilisation pour en finir avec la junte ; en synthèse, la possibilité s'exprimait clairement d'une grève générale insurrectionnelle capable de renverser la dictature. Mais les directions ont laissé passer le moment (2).

Les masses ont démontré leur volonté de lutte dans les grèves générales de mars et de juin 1980, sauvagement réprimées par la dictature. Les résultats de la grève des 13, 14 et 15 août montraient cependant un relatif épuisement du mouvement des masses.

La contre-offensive de l'impérialisme

A partir de février et mars de cette même année, la dictature et l'impérialisme avaient commencé à intensifier une sanglante contre-offensive contre les masses afin de renverser la situation en leur faveur. Les différents secteurs de la bourgeoisie ont atténué leurs contradictions, particulièrement aigües au début de l'année 1980, pour resserrer les rangs autour d'une seule idée : arrêter la révolution.

Le régime est allé de plus en plus à droite, tout en étant cependant enveloppé dans ses propres contradictions, au point qu'a été éliminé le secteur de la « Jeunesse militaire », dirigée par le colonel Majano, un des principaux inspirateurs de la « Proclamation des forces armées » du 15 octobre 1979 où étaient promises une série de libertés et de réformes.

Un peu avant la mi-1980, les organisations de la guérilla ont transféré le centre fondamental de leurs actions vers des

empêche de donner au régime la moindre apparence « démocratique ».

C'est dans un but identique, qui vise à freiner le processus de division interne du gouvernement et les contradictions au sommet même de l'armée et des autres services de sécurité, en essayant de construire un centre politique autour de la Démocratie chrétienne, que de nouvelles élections (anticipées) sont annoncées pour la fin de cette année. Cependant, la crise continue à s'amplifier de jour en jour, à tel point que la réédition de cette manœuvre est au bord de l'échec.

Sur le terrain de la guerre, la dictature militaire a perdu l'initiative depuis l'année dernière, et les « zones de contrôle » de la guérilla se multiplient. La guérilla a réussi à fortifier ses positions sur les sept fronts de guerre qui existent aujourd'hui au Salvador, et a pu réaliser en plus d'importants sabotages dans les départements occidentaux de Ahuachapán, Santa Ana et Sonsonate, régions considérées par le gouvernement du Salvador comme « l'arrière-garde du pays », puisqu'elles concentrent une grande partie des propriétaires fonciers salvadoriens.

La situation présente, en relation avec la possibilité d'un renversement des structures de l'Etat compradore, comme cela est arrivé au Vietnam, rapproche la possibilité objective d'une victoire militaire du FMLN. De là, les pressions extraordinaires déployées pour isoler la révolution salvadorienne, en même temps que l'impressionnant déploiement agressif de l'impérialisme yankee.

7 juin 1983,
Miguel Orozco

(1) « Au Nicaragua, la nuit du coup d'Etat, une réunion de la direction sandiniste avec des

IV. La révolution au Nicaragua et l'Amérique centrale

Le 19 juillet 1979 sonnait la fin de 45 années de dictature somoziste, pilier essentiel de la domination impérialiste en Amérique centrale. La signification de ce fait ne se limite pas à la défaite d'une dictature criminelle, car c'est en même temps une défaite politique et militaire pour l'impérialisme nord-américain. Par l'insurrection qui a renversé Somoza, la révolution prolétarienne a commencé son cours en Amérique centrale.

AUJOURD'HUI, le gouvernement des Etats-Unis a déclenché une agression armée de grande envergure qui tente de défaire la révolution centro-américaine. Pour parvenir à cet objectif, l'impérialisme aurait avant tout besoin de causer la chute du gouvernement sandiniste. La révolution nicaraguayenne est en effet le pivot de la révolution en Amérique centrale.

Au Salvador, « le Petit Poucet de l'Amérique » où 14 familles oligarchiques détiennent entre leurs mains 70 % de la richesse, la crise du régime est profonde et la bourgeoisie est incapable de contrôler politiquement la situation, ce grâce à quoi se rapproche la possibilité d'une défaite militaire de la dictature (voir l'article dans ce dossier et dans *Tribune internationale* n° 14 du mois de mai 1983).

Au Costa Rica, jadis la « Suisse de l'Amérique centrale », considérée pendant longtemps comme un oasis de paix et de relative prospérité, une nouvelle vague de la mobilisation sociale a lieu aujourd'hui, exprimée récemment par exemple (avril 1983) par la grève nationale des enseignants du primaire et du secondaire, par les nouvelles grèves des travailleurs des bananeraies et des télécommunications. La grève générale tend de plus en plus à être mise à l'ordre du jour.

Au Guatemala, où « il n'y a plus de prisonniers politiques, parce qu'il n'y a que des assassinés ou des disparus », le processus d'organisation populaire progresse dans de dures conditions de clandestinité et de terreur gouvernementale. Les guérillas continuent à frapper tandis que le chef de la dictature, le général Rios Montt, qui depuis le coup d'Etat de mars 1982 causé par l'échec de la farce électorale de ce même mois, totalise plus de 5 000 assassinats de paysans et d'ouvriers, annonce une nouvelle farce électorale pour 1984.

Augusto Cesar Sandino

OUVRIER d'origine paysanne, il est né le 18 mai 1895 à Niquinohomo, au Nicaragua. Il sort de son pays en 1921 et se rend dans divers endroits d'Amérique centrale et du Mexique. Il vit ensuite aux Etats-Unis où il travaille comme ouvrier.

Il retourne plus tard au Mexique et travaille comme mécanicien dans la compagnie pétrolière étrangère, la Huasteca Petroleum Company. En mai 1926, il décide de retourner dans son pays natal qui connaît une situation difficile à cause de la nouvelle intervention de l'impérialisme nord-américain qui a imposé un gouvernement fantoche par un coup d'Etat.

Le secteur libéral, chassé par le coup d'Etat du 25 octobre 1925, s'appuyant sur la Constitution en vigueur jusqu'à cette date, réclame le gouvernement pour Sacasa, qui quitte le pays et revient en 1926 pour se proclamer le 2 décembre de cette année-là président constitutionnel

Au Honduras, prototype de la « République bananière », dont la misère n'est dépassée que par celle d'Haiti, transformé aujourd'hui par l'impérialisme en plate-forme de la contre-révolution armée, l'exigence de « paix avec le Nicaragua » est au centre des préoccupations des travailleurs et du peuple, comme l'a démontré la manifestation de plus de 120 000 personnes le 1^{er} mai dernier, appelée unitairement par les trois centrales syndicales.

Ce ne sont là que quelques exemples, mais aucun pays d'Amérique centrale n'est à l'abri de la crise qui affecte l'Etat et les institutions bourgeoises. Depuis qu'en juillet 1979 la dictature somoziste est tombée, la montée du processus de la révolution ouvrière inaugurée par cet événement a connu un développement ininterrompu, ce qui démontre qu'il s'agit d'un processus d'ensemble. Une situation révolutionnaire englobe toute la région.

La crise de la politique de l'impérialisme

Le Nicaragua en particulier et la révolution centro-américaine prise comme un tout unique ont fait entrer en crise la politique de l'impérialisme nord-américain.

L'administration antérieure, le gouvernement de Carter, a prétendu se sauver de la montée révolutionnaire par l'octroi de quelques réformes limitées, sans laisser pour autant de côté la répression contre les masses et leurs organisations. L'une des expressions de cette politique fut la négociation avec le gouvernement de Panama du traité relatif au canal de Panama (voir encadré).

L'appui apporté à Somoza, ainsi qu'à d'autres régimes militaires malgré quelques « critiques », a mis à nu la démagogie sur « la défense des droits de l'homme ». Comme nous venons de le souligner, la révolution

nicaraguayenne a conduit au premier grand échec de la politique nord-américaine en Amérique centrale. Au Salvador, les USA ont tenté sans succès de trouver la stabilité par le coup d'Etat d'octobre 1979 qui a établi une junte prétendument réformatrice où participait le Parti communiste (voir ce dossier). L'échec de cette politique a été suivi de l'intensification de l'aide militaire au gouvernement salvadorien, même sous l'administration Carter.

Reagan a continué et a accentué plus encore l'intervention militaire, sans écarter pour autant l'usage de la pression diplomatique, la négociation avec la bureaucratie stalinienne, ainsi que la manœuvre politique dans le style des élections au Salvador et au Guatemala, l'année dernière, avec les résultats que l'on connaît, qui ne permettent même pas aux régimes de ces pays de se doter de l'apparence « démocratique » la plus minime.

A la situation révolutionnaire en Amérique centrale s'ajoute aujourd'hui l'ouverture de situations révolutionnaires dans d'autres pays d'Amérique latine comme l'Argentine et la Bolivie, et une importante montée des masses ouvrières et populaires dans d'autres pays.

La guerre des Malouines, étant donné le soutien apporté par les USA à la domination britannique, a aussi été un facteur d'une importance énorme qui, conjointement à la révolution centro-américaine, a accéléré la crise de la domination impérialiste et les contradictions inter-bourgeoises. Le prétendu système inter-américain et ses traités militaires (voir encadré) subordonnés aux intérêts de l'impérialisme sont entrés en crise.

La plate-forme de Contadora

Un ensemble de gouvernements latino-américains, en particulier ceux qu'on appelle les « 4 de Contadora » (Colombie, Mexique, Venezuela, Equateur) se refusent à voir le conflit d'Amérique centrale dans le cadre de la « confrontation globale Est-Ouest ».

Ils sont alarmés par la façon dont la révolution (la « subversion », dit le président Betancur) centro-américaine commence à les perturber, en même temps qu'ils expriment certaines contradictions avec la politique de Reagan, car ils souhaitent

l'impérialisme et y vend les armes rebelles, en acceptant l'offre de 10 dollars par arme.

Sandino se refuse à accepter une si basse humiliation. Il procède à une rigoureuse sélection de ses hommes et se prépare à continuer la lutte dans des conditions extrêmement difficiles. Pendant ce temps, en raison de l'impopularité de Diaz, le pouvoir passe aux mains de Moncada, « légitimé » ensuite par la farce électorale de 1928, que Sandino refuse.

Déjà, apparaît un neveu de Moncada au sein de son gouvernement : Anastasio Somoza Garcia (le voilà !), qui en 1932 est nommé à la direction de la garde nationale, fondée initialement en 1928 avec des officiers exclusivement nord-américains.

Sandino assassiné par Somoza

En janvier 1933, les envahisseurs yankees se voient obligés de se retirer du Nicaragua. Sacasa a déjà succédé à Moncada à la direction du gouvernement. Des négociations de paix sont proposées. Sandino y participe mais s'oppose à une paix où les anciens combattants seraient dépouillés de leurs armes. Il souligne la dépendance économique qui pèse sur le

raient une option différente pour préserver la stabilité, pour ainsi dire : « Mieux vaut négocier à temps pour préserver quelque chose plutôt que de tout perdre. »

De telles propositions impliquent aussi en termes pratiques de demander au Nicaragua de réduire ses moyens de défense ; du FMLN du Salvador ils exigent une solution de compromis qui respecte l'appareil d'Etat bourgeois. Ces gouvernements bourgeois savent en outre qu'une « solution militaire » nord-américaine déterminerait et exigerait une intervention plus accentuée des Etats-Unis dans leurs décisions.

Ces gouvernements combinent aujourd'hui une pression économique sur l'impérialisme avec des mesures de contrôle et de répression contre le mouvement des masses pour imposer les plans d'austérité. Cela dans des conditions aggravées de la crise de l'économie mondiale, alors que les pays impérialistes veulent la faire payer aux pays dépendants et semi-coloniaux.

Ce qui est appelé le « syndrome du Vietnam » conserve son impact et occasionne certaines contradictions à la politique de Reagan aux USA, d'une part d'une relative opposition parlementaire, et, de l'autre, en raison du surgissement de la mobilisation contre la guerre.

Le danger de guerre régionale

C'est dans ces conditions de crise de la politique de l'impérialisme, issue en premier lieu de la montée révolutionnaire, que le gouvernement nord-américain prétend réordonner l'ensemble de la situation politique en Amérique latine.

Cela requiert, dans la stratégie de la Maison Blanche, la défaite de la révolution centro-américaine et en premier lieu du gouvernement sandiniste — défini comme « gouvernement ouvrier et paysan » par la résolution de la Conférence de juillet de la IV^e Internationale (CIR) — dont l'existence s'avère intolérable pour l'impérialisme. L'impérialisme ne peut pas accepter non plus une défaite militaire au Salvador.

Pour définir la situation actuelle en Amérique centrale, en relation avec le plan stratégique de Reagan vis-à-vis du Nicaragua et du Salvador, il est nécessaire de partir du fait

Nicaragua et les traités qui lèsent sa souveraineté.

De plus, Sandino est conscient de la forme masquée revêtue par l'intervention impérialiste après l'expulsion des marines : « La garde nationale... a été créée par une convention entre le Parti libéral et le Parti conservateur sur indication de l'intervention nord-américaine... »

Les négociations durent un an jusqu'à ce que le 21 février 1934, lors d'un de ses voyages à Managua, Sandino soit assassiné par Somoza en accord avec les yankees.

Il est important de souligner que Sandino est parvenu à rompre complètement tout lien qui, avant la trahison du Prunellier, pouvait l'attacher de quelque façon que ce fût avec les libéraux. Sandino représente une pensée nationaliste très progressiste et sa lutte anti-impérialiste a un caractère indubitablement révolutionnaire.

Il ne manque pas de principes. Au contraire, il avance de plus en plus dans l'idée que « seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout. Seule leur force organisée arrachera la victoire. » Il a en outre une conception très avancée de l'unité centro-américaine, l'Amérique centrale ouvrière et paysanne.

que les Etats-Unis se sont préparés d'ores et déjà à la régionalisation de la guerre.

Les difficultés qui découlent des conditions décrites plus haut rendent délicat pour le moment un débarquement des « marines » (bien que cette possibilité n'ait pas été écartée, y compris par Reagan lui-même, comme il vient de le déclarer à l'occasion de la Conférence de Williamsburg). Mais une guerre entre le Honduras et le Nicaragua figure dans les projets de Reagan. Nous sommes peut-être d'ores et déjà au seuil de cette guerre (voir *Tribune internationale* n° 15, juin 1983). Les modalités que cela revêt se combinent au blocus économique contre le Nicaragua depuis l'extérieur, et à l'intérieur, à la spéculation sur les articles de première nécessité de la part du commerce et des transports qui, à 45 %, restent privés.

L'Amérique centrale et la « révolution imminente »

Le problème posé par la révolution centro-américaine, en réalité, revêt un caractère d'urgence pour l'impérialisme nord-américain. De son point de vue, Reagan le souligne ainsi dans son discours du 27 avril devant le Parlement, quand il dit : « Si nous ne pouvons pas nous défendre là-bas, ne comptons plus prévaloir ailleurs. Notre crédibilité s'effondrerait, nos alliances se pulvériseraient et la sécurité de notre pays serait menacée. »

Sans aucun doute, tous les événements relatifs à la situation centro-américaine mettent en relief le fait que cette région représente aujourd'hui un des points les plus élevés de la montée révolutionnaire au niveau mondial, avec une répercussion indéniable sur l'Amérique latine, où cette crise de l'impérialisme est devenue majeure ; crise qui constitue un des signes distinctifs de la tendance vers une situation révolutionnaire dans tout le continent latino-américain, suivant des rythmes différents dans chaque pays.

La révolution centro-américaine est un des points les plus élevés dans le cadre de la « révolution imminente » qui ne connaît pas un « épilogue » : la marche de la révolution mondiale se développe comme un tout organique où la révolution politique en Pologne s'inscrit en même temps comme un moment de la révolution politique en URSS et dans les pays de l'Est et comme facteur de la marche révolutionnaire en Europe ; où les développements de la révolution centro-américaine débouchent et sont alimentés par la montée en Argentine, en Bolivie, au Chili, etc.

Comme le disait la résolution sur la « Révolution nicaraguayenne, pivot de la révolution centro-américaine » votée lors de la Conférence mondiale de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) de juillet 1982 et publiée dans *Tribune internationale* n° 7 de septembre 1982 :

« L'impérialisme US ne peut que continuer à vouloir faire du règlement en sa faveur en Amérique centrale un test mondial de sa capacité à surmonter les conséquences des développements révolutionnaires qui dominent la situation mondiale et porter des coups réels au mouvement ascendant du prolétariat mondial. »